



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 25 février 2025

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2025 - 15 RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
DEBAT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 février 2025, s'est réuni le mardi 25 février 2025 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Cédric CAMPAGNO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Serge PERCHERON
Madame Magali CONESA
Madame Mekia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Serge PERCHERON à Monsieur Philippe BONELLI
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Mekia Noura ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2025 - 15

DU 25 FEVRIER 2025

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2025 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

INTRODUCTION

NOTE DE CONJONCTURE SUR LES FINANCES LOCALES (source : Banque Postale)

S'il est une chose que la succession des crises vécues depuis 2020 nous enseigne, c'est bien leur capacité d'adaptation aux événements qu'elles ont subis. Covid-19 et fermetures de services ou mise en œuvre de mesures de protection sanitaire ou économique :

- L'explosion des prix, d'abord énergétiques, puis par diffusion dans les services, les biens d'équipement et les produits alimentaires ;
- La perte d'attractivité des métiers locaux en dépit d'une revalorisation des traitements, certes logique, mais intervenue par deux fois en cours d'exercice budgétaire ;
- Les effets catastrophiques du réchauffement climatique ;
- La remontée brutale des taux d'intérêt ayant un impact, d'abord marginal sur le coût de la dette locale, ensuite magistral sur les recettes de droits de mutation ;
- Les incertitudes politiques aggravant le défaut de visibilité du contexte financier ;
- Le bouleversement de la fiscalité locale :

Telles sont les circonstances dans lesquelles le monde local a dû, depuis le début des mandats actuels, tenter d'adapter les conditions de sa gestion pour assurer la continuité des services qu'il rend aux citoyens.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les années récentes se soient traduites par des résultats financiers atypiques difficiles à interpréter.

Ainsi les deux dernières années se sont-elles conclues pour le bloc communal par une amélioration sensible, quoiqu'hétérogène, de sa situation financière, quand 2023 a vu au contraire celle des départements se dégrader profondément.

La croissance marquée, mais parfois retardée, des dépenses courantes a été pour le bloc communal plus que compensée par celle des ressources, dopée dans certains cas par une utilisation atypique ou novatrice du levier fiscal, quand dans le même temps la dépense sociale redevenait un poids d'autant plus lourd qu'aucun outil fiscal propre n'en compense l'évolution.

À cet égard, l'exercice 2024 semble réconcilier l'ensemble des acteurs locaux : selon nos estimations, l'autofinancement devrait diminuer dans toutes les catégories, le ralentissement de l'inflation ne se faisant pas encore sentir dans tous les domaines et la dynamique de la TVA, impôt désormais prépondérant, n'étant pas au rendez-vous en dépit d'une légère reprise de la croissance.

Parallèlement, une nouvelle accélération de l'investissement, classique à l'approche de la fin du mandat municipal, se traduirait par un besoin de financement global légèrement supérieur aux niveaux déjà atteints en 2007, 2008, voire 2013.

Mais ce qui est peut-être le plus préoccupant et en même temps passionnant, c'est que justement la période actuelle n'est sans doute pas similaire aux précédents mandats décentralisés où de nouveaux thèmes d'action ont fait leur apparition et ont vu leur importance accrue, impliquant une action déterminée des collectivités locales.

Le développement économique ainsi que l'aide à la réindustrialisation et le soutien à l'innovation, la modification des enjeux de l'aide sociale à l'enfance et la qualité de vie du grand âge, la sécurité des personnes, des biens et des systèmes et bien évidemment, la prise en compte du réchauffement climatique représentent des enjeux majeurs.

Dans ce contexte, le nécessaire redressement des finances publiques doit tenir compte de deux impératifs :

- La reconnaissance du caractère non linéaire dans le temps de la contribution des collectivités locales au déficit ;
- La nécessité de reconnaître l'importance de leur autonomie dans le traitement local des priorités nationales.

Tout ceci passe par une modification en profondeur de la gouvernance financière et sans doute aussi par les adaptations nécessaires d'une structure de financement aujourd'hui peu appropriée à la réalité de l'action locale.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE (source : Banque Postale)

L'économie française a enregistré une croissance proche de son potentiel de moyen terme sur la première moitié de 2024 (environ 1 % en moyenne en rythme annualisé). Toutefois, la demande intérieure est restée faible. La consommation a globalement été atone au 1^{er} semestre, même si les dépenses de services ont été soutenues.

En parallèle, le pouvoir d'achat ayant crû significativement, le taux d'épargne se situe au 2^{ème} trimestre bien au-dessus de fin 2023 (17,9 % contre 17,1 %) ce qui recouvre une nette hausse du taux d'épargne financière.

L'investissement des entreprises recule pour le 3^{ème} trimestre consécutif et celui des ménages (en logement) est en net repli.

En revanche, les exportations sont plus dynamiques ; au total, la croissance du PIB pourrait légèrement dépasser 1 % grâce à un effet Jeux Olympiques, qui interviendrait au 3^{ème} trimestre.

Au cours de la première partie de l'année, l'économie française a continué à créer des emplois mais à un rythme ralenti. Cela se traduit par la réapparition de gains de productivité, certes encore modestes à ce stade. Un point positif est que le taux de chômage demeure bas (7,3 % à mi-année), au regard de son historique des trente dernières années. C'est d'ailleurs un dénominateur commun à de nombreux pays européens, reflétant une moindre arrivée sur le marché du travail en raison des évolutions démographiques marquées par le vieillissement.

Par ailleurs, les pressions inflationnistes se sont nettement détendues. En août, l'inflation française mesurée sur un an est revenue sous la barre des 2 %.

Les prix des services, reflétant les hausses de salaires, affichent encore une progression élevée mais cette dernière devrait se tempérer avec la modération salariale à venir, dans le sillage de la normalisation de l'inflation.

Sur les marchés financiers, le rendement de l'OAT s'est tendu avec l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale, l'écart avec le taux allemand passant de 50 points de base à un peu plus de 70 points de base pendant l'été.

Dans un environnement mondial caractérisé par une baisse des taux longs, en lien avec l'anticipation de baisse du taux directeur outre-Atlantique, le taux français à 10 ans a néanmoins légèrement baissé par rapport à son niveau d'avant la dissolution (2,83 % le 17 septembre, à comparer à 3,11 % le 7 juin).

FINANCES LOCALES EN 2024 (source : Banque Postale)

Retour sur l'année 2023 : Comment ne pas parler d'une année complexe pour les finances locales, marquée par une forte disparité de situations entre les différents blocs ? Les régions, mais surtout les départements ont connu plus de difficultés financières, tandis que le bloc communal (tant les communes que leurs groupements et les syndicats) voyait son autofinancement s'améliorer et ce malgré l'inflation record observée en 2022 et 2023.

Au global, les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,2 %, soit plus que l'inflation constatée pour l'année (+ 4,9 %), portées par la revalorisation de la masse salariale, le dynamisme des achats ou encore celui des dépenses d'action sociale.

En parallèle, les recettes (+ 3,9 %) ont bénéficié de la forte revalorisation des bases fiscales (+ 7,1 %) en lien avec l'inflation constatée en novembre de l'année précédente, mais ont pâti de la forte chute des droits de mutation à titre onéreux (- 22,3 % en moyenne).

Ainsi, les dépenses progressant plus vite que les recettes, l'épargne brute a marqué un recul (- 6,4 %), la résistance du bloc communal (+ 5,4 %) n'ayant pas compensé la forte baisse de celle des régions (- 5,0 %) et surtout la chute de l'autofinancement des départements (- 38,2 %).

L'investissement est resté toutefois dynamique, puisque les dépenses d'investissement (hors dette) ont poursuivi leur progression (+ 7,5 %), bien que cette dernière soit en partie liée aux coûts.

Le recours à l'endettement est resté modéré (- 2,6 % d'emprunts nouveaux, progression de + 1,2 % de l'encours de dette) et pour la première fois en 10 ans, les collectivités ont prélevé sur leur trésorerie (- 3,4 milliards d'euros, dont - 2,9 milliards d'euros pour les seuls départements et - 0,5 milliard d'euros pour les régions).

L'année **2024** ressemblera vraisemblablement beaucoup à la précédente, mais de façon nettement plus homogène avec un autofinancement en baisse (- 8,7 %), cette fois pour tous les niveaux de collectivités.

La dynamique des dépenses demeurerait relativement forte, tant en fonctionnement qu'en investissement, tandis que les recettes marqueraient une décélération.

Du côté des transferts de l'État, la fin des dispositifs de soutien face à l'inflation et en particulier aux prix élevés de l'énergie, même si elle est la conséquence d'une stabilisation du marché, vient renforcer le ralentissement attendu des recettes fiscales, les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) étant de nouveau attendus en forte baisse (- 17 % en moyenne), comme la dynamique de la TVA, qui devrait nettement marquer le pas.

La revalorisation des valeurs locatives cadastrales, bien que toujours relativement importante (+ 3,9 %), ne suffirait pas à compenser la hausse des dépenses. Pour autant, l'investissement resterait particulièrement dynamique et progresserait comme l'année précédente (+ 7,0 %).

Il serait financé par un net recours à l'emprunt, mais aussi par un prélèvement important sur le fonds de roulement (- 8,0 milliards d'euros), qui ne serait plus le seul fait des départements (- 3,7 milliards d'euros) et des régions (- 0,8 milliard d'euros).

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 – BUDGET 2025 SOUS LE SIGNE DE L'INCERTITUDE

Après l'adoption de la loi spéciale et en attendant l'élaboration d'un véritable budget pour 2025, l'exécutif a reconduit les autorisations d'engagement ouvertes dans le budget de 2024, via un décret publié au Journal Officiel. Ce texte ouvre ainsi des crédits aux ministères pour 2025, afin d'assurer le fonctionnement de l'État et de poursuivre l'exécution des services publics, en reconduisant ceux ouverts en loi de finances initiale pour l'année 2024 par le Parlement.

Pour rappel, la loi spéciale était avant tout destinée à éviter un blocage des administrations du pays lors des premiers jours de l'année 2025, après la censure du précédent gouvernement. Afin de surmonter une paralysie budgétaire, ce texte d'urgence autorise donc l'exécutif à prélever l'impôt et à emprunter pour financer l'État, les collectivités et la Sécurité sociale depuis le 1^{er} janvier.

Près de quatre mois donc après son dépôt au Parlement, le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 a enfin été adopté le 6 février dernier par le Sénat, après avoir été rejeté par les députés à l'automne puis suspendu par la censure.

Première satisfaction, d'abord pour les collectivités, l'exécutif a donné son aval pour alléger l'effort demandé en 2025 en le ramenant à 2,2 milliards d'euros, au lieu des 5 milliards d'euros initialement prévus par le gouvernement Barnier. Une ponction sur les recettes des collectivités qui serait permise grâce au gel de la TVA en 2025 et qui leur coûterait 1,2 milliard d'euros, mais aussi grâce à la création d'un dispositif de mise en réserve d'un milliard d'euros.

Pour arriver à ce résultat, les sénateurs ont remodelé le « fonds de précaution » du gouvernement Barnier (qui prévoyait initialement de prélever 3 milliards d'euros sur les 450 plus grandes collectivités) en le remplaçant par un nouveau « *dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales* » d'1 milliard d'euros donc (appelé Dilico), dont la somme serait reversée aux collectivités contributives par tiers pendant trois ans.

Quelque 2 000 collectivités seraient ainsi touchées aujourd'hui : l'ensemble des régions hormis l'outre-mer et la Corse, une cinquantaine de départements, 130 EPCI et quelque 1 800 communes.

Pas de quoi satisfaire les associations d'élus et notamment l'AMF qui déplore une « *erreur stratégique et financière* » et ses « *vives inquiétudes face aux prélèvements et contraintes budgétaires supplémentaires imposés aux communes et intercommunalités* » qui vont « *aggraver en réalité le déficit de l'État* ».

« *Les projets locaux, déjà largement engagés, nécessiteront le recours à l'emprunt pour compenser les pertes de ressources, ce qui dégradera les comptes publics* », explique l'AMF, qui estime que le nouveau fonds de réserve - bien qu'allégé - est « *une remise en cause de la capacité de maintenir l'accès aux services publics locaux, de faire face aux défis environnementaux et d'infrastructures et d'exécuter les projets de mandats* ».

Sur les finances locales, on peut également retenir l'annulation du projet d'amputation de 800 millions d'euros du FCTVA, le report dans trois ans de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et l'abondement de 290 millions d'euros de la DGF, dont nous ne pouvons mesurer les impacts aujourd'hui.

Du côté de l'écologie, les sénateurs ont décidé, une nouvelle fois, de créer un fonds de 200 millions d'euros « *à la main* » des collectivités et dont les financements seraient « *directement répartis entre les EPCI ayant adopté un plan climat-air-énergie territoriaux (PCAET), à raison de 4 euros par habitant* ».

Malgré un coup de rabot de 1 milliard d'euros sur cette mission, ils ont aussi rehaussé le budget dédié à la prévention des risques en abondant de 230 millions d'euros le fonds Barnier et en augmentant de 10 millions d'euros le Fonds chaleur.

Bien qu'il ait été également revalorisé de 150 millions d'euros, le Fonds vert reste largement amputé de ses crédits puisqu'il avait auparavant été réduit de 1,5 milliard d'euros. Une décision qui « *pourrait nuire à l'action écologique* », selon l'AMF.

En outre, les sénateurs ont refusé de nouvelles coupes sur le logement - un secteur qui vit une crise aiguë - et choisi de réduire la ponction sur les bailleurs sociaux (RLS).

Cette mesure voulue par le gouvernement doit permettre de soutenir l'effort de construction et de rénovation des logements sociaux.

En revanche, le soutien aux maires bâtisseurs annoncé par François Bayrou lors de sa déclaration de politique générale ne semble pas apparaître dans le texte final, aucun amendement allant dans ce sens n'ayant été adopté lors de l'examen de la mission dédiée à la cohésion des territoires.

Du côté des fonctionnaires, la chambre haute a suivi l'exécutif en abaissant à 90 % l'indemnisation des agents en arrêt maladie, mais s'est toutefois opposée à l'allongement du délai de carence.

Pour la culture, enfin, les sénateurs ont voté le maintien des subventions aux radios locales et adopté la création d'un fonds de soutien d'urgence pour les festivals en difficulté financière, ainsi que des crédits pour la préservation du patrimoine.

Interrompus brusquement début décembre après la chute du gouvernement Barnier, l'examen du projet de budget n'a repris que mi-janvier, à l'endroit même où s'étaient arrêtés les sénateurs, puisque François Bayrou a décidé de reprendre le texte de son prédécesseur en y intégrant les modifications déjà validées par les parlementaires.

SOMMAIRE :

• Bilan 2021-2022-2023	p. 8
➤ Les produits réels de fonctionnement.....	p. 10
➤ Les dépenses réelles de fonctionnement.....	p. 29
➤ Charges financières	p. 33
• Compte Financier Unique 2024.....	p. 35
➤ Les recettes réelles de fonctionnement.....	p. 37
➤ Les dépenses réelles de fonctionnement.....	p. 47
➤ L'investissement.....	p. 54
• Structure et gestion de la dette.....	p. 58
➤ Situation prévisionnelle de la dette financière au 31 décembre 2024.....	p. 58
➤ Structure de la dette brute au 31 décembre 2024.....	p. 61
➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2024.....	p. 64
• Cadre pluriannuel 2025-2029.....	p. 66
➤ Hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....	p. 79
• Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....	p. 88
• Cadre pluriannuel d'investissement 2025-2029.....	p. 91
➤ Détail du financement de l'investissement.....	p. 93
• Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaire.....	p. 94
• Budgets annexes.....	p. 104

BILAN 2021-2022-2023

Les efforts réalisés par la rationalisation des charges ainsi que les dynamiques enclenchées sur certaines recettes ont été les éléments essentiels du redressement de la situation financière de la Ville.

Après la crise sanitaire des années 2021 et 2022, l'exercice 2023 s'est inscrit dans un environnement très contraint.

En effet, les facteurs de tension financière n'ont pas manqué au bout de l'année écoulée : chute de plus de 20 % des droits de mutation, hausse des taux d'intérêt, forte inflation sur les comptes de charges alimentée entre autres par la hausse des prix de l'énergie.

Malgré tout, le résultat de 2023 constaté au compte administratif 2023 a été encore sensiblement amélioré par rapport à celui de l'année précédente, dû d'une part à une dynamique importante de la fiscalité directe locale, dont les raisons sont essentiellement dues à des décisions institutionnelles (revalorisations forfaitaires des bases fiscales de 7,1%), d'autre part à l'encaissement de recettes exceptionnelles.

Il est vrai que sur cet exercice, deux produits importants ont été encaissés pour un montant avoisinant les 5 000 K€, l'un constitué par la cession foncière des hangars quartier de la Gare, l'autre par le remboursement des assurances lié à des contentieux et notamment le sinistre de la Médiathèque.

Les nouvelles ressources dégagées par ces résultats obtenus en section de fonctionnement ont nécessité néanmoins des arbitrages quant à leur utilisation.

En effet, il est vrai que depuis de nombreuses années la Ville de Grasse par sa situation financière compliquée a souffert d'un manque d'investissement, son volume consacré annuellement étant en moyenne de 30 % inférieur à la moyenne nationale des Villes de même strate.

Eu égard à ce constat, il aurait été logique que l'ensemble des ressources dégagées soit fléché sur l'investissement par une augmentation équivalente de son volume.

Cette réflexion a été engagée par la Ville de Grasse et il est évident de constater aujourd'hui que la commune a mené ces derniers temps une politique d'investissement beaucoup plus volontariste ces dernières années, qui s'est traduite notamment par un nombre sans cesse croissant de réalisations sur le terrain.

Certes ces éléments sont factuels et ne souffrent d'aucune ambiguïté, mais une variable très importante est à prendre en compte, la commune se doit d'emprunter tous les ans pour financer ses investissements et ce même si entre 2014 et 2023, dernière année examinée dans notre bilan, la part relative des investissements financée par financement bancaire a été diminuée par plus de 300 % sur la période (80 % en 2014 pour 25 % en 2023).

En tenant compte de ce contexte, nous ne pouvons négliger les impacts financiers des volumes d'emprunts mobilisés annuellement pour financer les investissements sur les années futures ; d'autant plus dans un contexte particulièrement défavorable qui a vu ces derniers temps une grosse pression inflationniste des taux d'intérêt.

Plus clairement, la Ville se doit d'objectiver son encours de dette en terme de volume pour le mettre en adéquation avec ses capacités de financement.

Il est ainsi qu'un encours de dette élevé a un lien direct avec le volume des annuités de remboursement, ces dernières ayant forcément un impact sur le niveau de nos charges. Pour résumer, plus notre encours de dette est élevé, plus il impacte notre capacité d'investissement d'autant plus dans l'environnement actuel.

Notre stratégie s'est donc inscrite dans l'optimisation de nos ressources, en recherchant le meilleur compromis entre nos besoins en investissement et notre objectif de désendettement.

Il est ainsi que sur les années 2021 à 2023, notre volume d'investissement a atteint 12,5 M€ en moyenne (à comparer aux 11 M€ de 2020 à 2022 et 8,5 M€ de 2017 à 2019) alors que notre volume de dette est passé de 90,12 M€ au 31 décembre 2020 à 77,78 M€ au 31 décembre 2023, équivalent à une baisse de plus de 12 M€ en seulement 3 exercices.

Il est certain que la baisse de notre encours de dette et du volume des charges financières permet aujourd'hui de préserver les finances de la collectivité et de maintenir ainsi notre politique d'investissement volontariste.

Entre 2014 et 2023, le résultat financier a été amélioré de plus de 50 %, la charge résiduelle représentée par la différence entre les charges financières et les produits financiers, représentant environ 4,15 M€ en 2014 alors qu'elle ne représente plus que 1,98 M€ en 2023.

Il est certain que cette économie de charge de plus de 2,0 M€ a été essentielle également pour amortir quelque peu les hausses exogènes de dépenses qui nous ont impactés.

• LES PRODUITS REELS DE FONCTIONNEMENT

Montants en K.Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Produit total fiscalité	34 263	35 314	1 051	3,07%	37 979	2 665	7,55%
Attribution de compensation	14 513	14 513	0	0,00%	12 901	-1 612	-11,11%
FNGIR	157	157	0	0,00%	157	0	0,00%
Taxes funéraires	4	0	-4	-100,00%	0	0	#DIV/0!
Droits de place	13	41	28	215,38%	29	-12	-29,27%
Taxes sur les pylônes électriques	31	32	1	3,23%	34	2	6,25%
Taxe consommation finale électricité	1 250	1 233	-17	-1,36%	1 448	215	17,44%
Taxe de séjour	285	357	72	25,26%	351	-6	-1,68%
Produit des jeux	30	52	22	73,33%	26	-26	-50,00%
Taxe locale publicité extérieure	282	282	0	0,00%	279	-3	-1,06%
Droits de mutation	4 615	4 738	123	2,67%	3 861	-877	-18,51%
Total Impôts et taxes	55 443	56 719	1 276	2,30%	57 065	346	0,61%
Dotation forfaitaire	4 071	3 992	-79	-1,94%	3 981	-11	-0,28%
Dotation nationale de péréquation	613	630	17	2,77%	613	-17	-2,70%
FCTVA	120	117	-3	-2,50%	102	-15	-12,82%
Dotations générales de décentralisation	282	303	21	7,45%	468	165	54,46%
Participations département et région et Etat	25	29	4	16,00%	104	75	258,62%
Communes du GFP	72	38	-34	-47,22%	66	28	73,68%
Communes hors GFP	62	55	-7	-11,29%	41	-14	-25,45%
Participations CEJ- CTG et autres	1 525	463	-1 062	-69,64%	641	178	38,44%
Autres participations (périscolaire...)	239	151	-88	-36,82%	128	-23	-15,23%
Allocations compensatrices DCRTF, TFS,	1 416	1 485	69	4,87%	1 494	9	0,61%
Total Dotations	8 425	7 263	-1 162	-13,79%	7 638	375	5,16%
Concessions cimetières	117	103	-14	-11,97%	116	13	12,62%
Régie foires et marchés	35	52	17	48,57%	66	14	26,92%
Redevance occupation domaine public	132	180	48	36,36%	205	25	13,89%
Régie événementielle	11	10	-1	-9,09%	15	5	50,00%
Redevances de stationnement	277	379	102	36,82%	371	-8	-2,11%
Forfaits post stationnement	147	196	49	33,33%	173	-23	-11,73%
Autres redevances et recettes diverses	194	215	21	10,82%	234	19	8,84%
Redevances à caractère culturel	202	202	0	0,00%	229	27	13,37%
Redevances à caractère sportif	0	2	2	#DIV/0!	2	0	
Redevances à caractère de loisirs	182	161	-21	-11,54%	196	35	21,74%
Redevances à caractère social	18	21	3	16,67%	14	-7	-33,33%
Autres prestations de services	27	37	10	37,04%	6	-31	-83,78%
Mise à dispo GFP rattachement	15	172	157	1046,67%	123	-49	-28,49%
Mise à dispo autres organismes	111	115	4	3,60%	36	-79	-68,70%
Rembours. frais collectivité de rattachement	21	16	-5	-23,81%	96	80	500,00%
Remboursements de frais d'autres redevables	564	603	39	6,91%	605	2	0,33%
Produits activités annexes	11	8	-3	-27,27%	6	-2	-25,00%
Total Produits des services	2 064	2 472	408	19,77%	2 493	21	0,85%

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Remboursements de personnel	356	399	43	12,08%	424	25	6,27%
Total atténuations de charges	356	399	43	12,08%	424	25	6,27%
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	98	80	-18	-18,37%	70	-10	-12,50%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%	622	0	0,00%
Produits activités annexes	95	72	-23	-24,21%	14	-58	-80,56%
Total produits financiers	815	774	-41	-5,03%	706	-68	-8,79%
Total loyers et redevances	1 018	981	-37	-3,63%	1 092	111	11,31%
Total produits exceptionnels	1 731	1 108	-623	-35,99%	7 667	6 559	591,97%
Reprises sur provisions	22	204	182	827,27%	167	-37	-18,14%
TOTAL RECETTES REELLES	69 874	69 920	46	0,07%	77 252	7 332	10,49%

▪ La fiscalité directe

La fiscalité locale constitue la source principale de recettes de notre commune, sur laquelle les élus disposent d'une certaine capacité d'action.

Nous avons donc souhaité disposer de l'ensemble des éléments par l'élaboration d'un diagnostic fiscal contribuant ainsi à bien appréhender le maillage fiscal du territoire

Diagnostic fiscal 2023

La croissance continue des charges budgétaires et la raréfaction des ressources financières sont à l'origine d'un effet "ciseau" sur les finances locales.

Les communes doivent pourtant pouvoir disposer de moyens financiers, afin de résoudre pour les prochaines années la difficile équation entre, d'une part, la nécessité de conserver une fiscalité dynamique sans alourdir son poids pour les contribuables locaux et d'autre part, faire face à la diminution continue des dotations et des transferts de l'État vers les collectivités.

Le choix de la poursuite d'une démarche de fiabilisation fiscale telle qu'elle s'est inscrite ces dernières années ne correspond pas à une volonté simple d'augmentation et de diversification des recettes fiscales, mais renvoie davantage à une recherche sincère d'équité fiscale entre les contribuables.

Telle a été la stratégie privilégiée, avec des taux de fiscalité qui sont restés constants depuis 2009.

Pour appréhender de la manière la plus fidèle possible les particularités du territoire sur le plan fiscal et pour être en mesure d'élaborer les préconisations d'actions dans l'objectif d'équité fiscale, nos angles d'analyse se sont portés sur les éléments suivants :

Le diagnostic physique :

Le diagnostic physique porte sur l'analyse des éléments constitutifs de la valeur locative cadastrale. Les locaux d'habitation et les locaux professionnels et commerciaux y sont analysés de manière distincte. L'analyse physique permet surtout la mise en exergue des réservoirs d'anomalies potentielles.

Le diagnostic démographique :

Il consiste en l'analyse des assujettis qui se trouvent sur le territoire. Partant, il s'agit de s'intéresser aux propriétaires, aux occupants, à la composition des foyers fiscaux ou encore à l'origine et/ou aux statuts des redevables.

Le diagnostic de la politique fiscale :

Il porte sur les mesures adoptées par les élus au fil des ans. Il analyse la politique de taux et d'exonération.

Pour la réalisation de ce diagnostic, nous nous sommes appuyés sur les données fournies par l'administration fiscale.

Diagnostic physique des locaux d'habitation

Le diagnostic physique porte sur les éléments constitutifs de la valeur locative cadastrale(VLC).

Au préalable, il apparaît important de revenir sur la notion fondamentale de la fiscalité directe locale : la valeur locative cadastrale (VLC). Celle-ci correspond au loyer annuel théorique que pourrait produire le bien s'il était loué dans des conditions normales du marché. C'est l'assiette sur laquelle reposent les impôts locaux.

Le calcul de la VLC relève, pour ces locaux, de la révision générale de 1970 et comporte plusieurs éléments :

La surface du local ;

La classification du local selon 8 catégories qui mettent en évidence ses caractéristiques essentielles ;

L'application d'un "correctif d'ensemble" qui est composé de plusieurs coefficients :

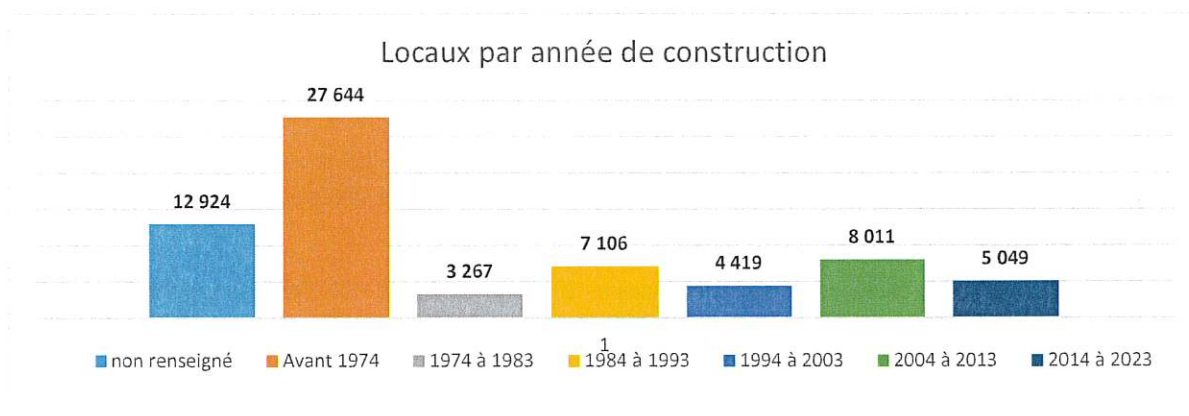
- le coefficient d'entretien ;
- le correctif de situation générale ;
- le correctif de situation particulière ;
- le correctif d'ascenseur.

Et l'ajout des "équivalences superficielles", qui traduisent forfaitairement le confort du local.

Chaque élément d'équipement ou de confort est converti en un certain nombre de mètres carrés, fixé en fonction de son utilité (4 m² pour l'eau, 2 m² pour l'électricité, 5 m² par baignoire, 3 m² par WC, etc.).

Chacun de ces éléments sera étudié afin de mettre en évidence de potentielles anomalies de taxation.

Si nous orientons notre analyse sur les années de construction des locaux, nous constatons que globalement, le parc immobilier de la commune est assez ancien.



Il est ainsi que plus de 40 % des locaux implantés sur le territoire ont été construits avant 1974 et que 15 % d'entre eux l'ont été entre 1974 et 1993.

Nous remarquons enfin que seuls 19 % des locaux ont été construits après 2004.

Mais attention à ne pas rentrer dans une analyse trop hâtive de ces éléments, étant donné que des locaux de construction ancienne ont pu connaître depuis des travaux de rénovation importants justifiant que leur évaluation soit revue.

Par ailleurs, nous pouvons noter également que l'année de construction peut être aussi assimilée à la dernière année au titre de laquelle le local a connu un changement ; partant de ce principe cette donnée doit être analysée avec la plus grande prudence.

Sur la valeur locative moyenne (VLM) des locaux par année de construction, il est possible de constater que ces dernières progressent de façon erratique.

Ce constat interroge puisqu'il ne met pas clairement en avant l'amélioration de la qualité du bâti.

Dans le détail, la valeur locative moyenne la plus élevée se trouve sur la décennie 2004 - 2013.

La hausse de cette valeur sur cette période provient au moins en partie de l'intégration dans les bases d'opérations immobilières de grande ampleur et notamment :

- Une clinique ;
- Une caserne des pompiers ;
- au total 52 locaux professionnels et industriels avec une VL de l'année supérieure à 100 000€ ont intégré les bases sur cette période.

Sur l'analyse du volume des mutations en nombre, nous savons qu'en France les mutations immobilières et foncières font l'objet d'un enregistrement par les services fiscaux.

L'étude du nombre de ces mutations à l'échelle d'un territoire permet ainsi d'analyser les grandes tendances du marché de l'immobilier.

Sur Grasse, l'analyse du volume des mutations au cours de la dernière décennie fait état d'une progression vigoureuse et continue depuis 2015. Ces premières constations sont le témoin d'un important dynamisme du marché de l'immobilier sur la commune.

Dans le détail, on remarque que l'année 2018 connaît une augmentation significative du nombre de mutations. Si l'on analyse les propriétaires qui ont le plus accueilli de nouveaux locaux dans leur patrimoine cette année-là, on notera que c'est l'Etat français avec 339 locaux qui arrive en tête.

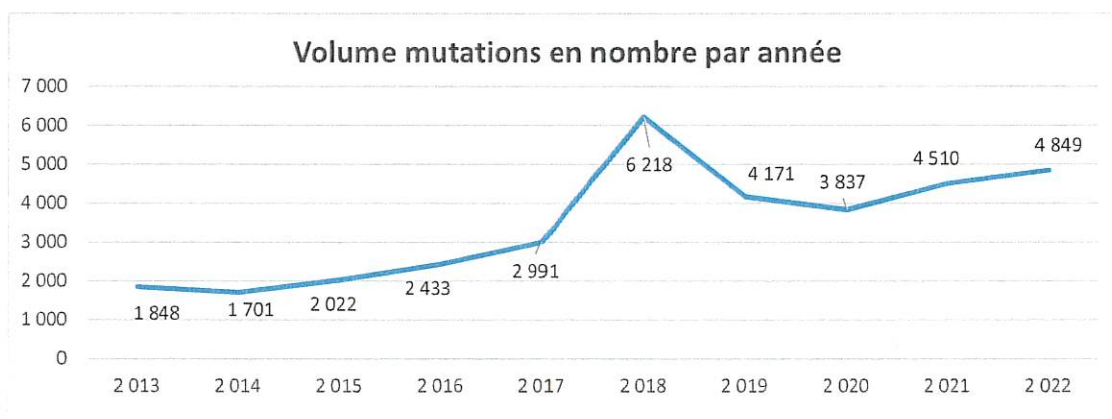
Ce pic en 2018 est en partie lié à l'entrée en vigueur de la Loi ELAN (Loi pour l'Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique), qui a contraint les bailleurs sociaux à se regrouper pour atteindre une taille d'autonomie fixée à 12 000 logements.

Pour autant, les mutations qui sont intervenues en 2018 ont concerné à + de 70 % des particuliers soit 4 459 locaux, alors que 1 759 locaux ont concerné des personnes morales.

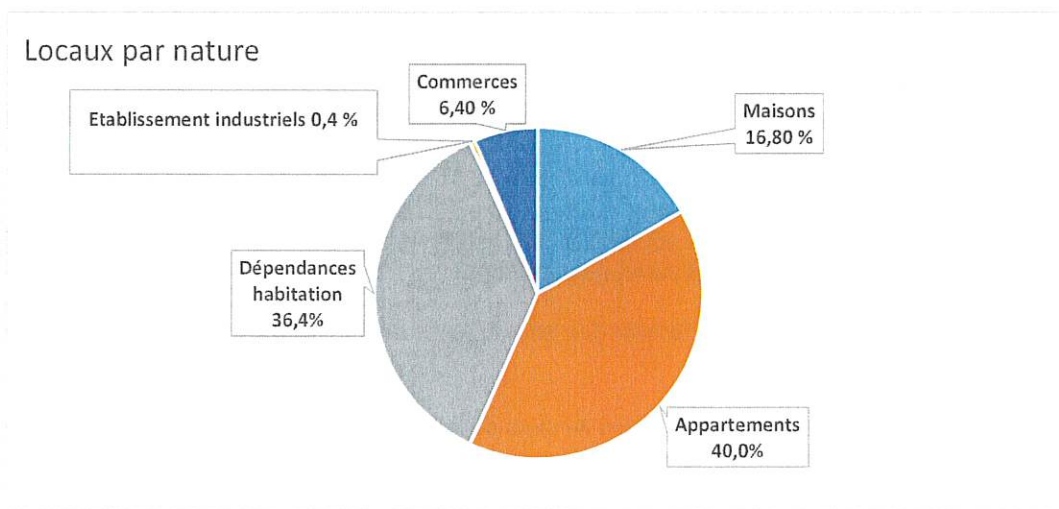
Par ailleurs, près de 5 833 locaux mutés cette année-là étaient des locaux d'habitation, soit près de 93 %.

En moyenne, le taux de rotation des locaux, toutes affectations confondues, sur le territoire est de 5,1 %.

Pour une analyse limitée aux locaux d'habitation, la Fédération Nationale de l'Immobilier retient qu'en 2022, le taux de rotation des seuls logements était de 2.95 %, alors que pour Grasse ce taux de rotation s'établissait à 7.12 % pour la même année, signe évident d'un territoire extrêmement attractif notamment pendant la crise sanitaire.



Sur l'analyse des locaux par nature



Concernant les locaux d'habitation, le schéma national compte 56 % de logements individuels et 44 % de logements collectifs. Localement, la proportion des appartements et des maisons diffère de ce qu'il est coutume de constater sur le territoire national.

En effet, si l'on se concentre exclusivement sur les maisons et les appartements, ils représentent respectivement 29.7 % et 70.3 % des locaux d'habitation (dépendances exclues).

Cette prépondérance de l'habitat collectif tient surtout au caractère urbain de la commune, elle-même située dans une zone littorale attractive et densément peuplée.

Les commerces et leurs dépendances représentent quant à eux 6.4 % du nombre de locaux.

Cette part est légèrement plus faible que la moyenne nationale, qui s'établit entre 7 % et 9 %.

La répartition des valeurs locatives par nature de locaux obéit à une logique un peu différente de celle qui précède.

En effet, les locaux d'habitation représentent 50.7 % de la VL totale de l'année contre 93.2 % des locaux.

La VLM de ces locaux s'élève à 3 435 € pour les appartements et à 6 753 € pour les maisons.

Ce sont des valeurs situées dans la tranche haute de ce qu'il est coutume de constater sur le reste du territoire national, notamment pour les maisons.

Les commerces et leurs dépendances représentent une part importante de la VL totale : 42.3 %. Ce constat est directement lié aux principaux effets de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels en 2017.

Concrètement, celle-ci a pour effet d'augmenter les valeurs locatives de l'ensemble des locaux professionnels.

Cela s'explique soit par l'application d'un nouveau tarif, soit par la prise en compte de changement ayant affecté l'activité imposée : modification de surface, changement de la nature de l'activité, etc.

Cette évolution est différenciée selon les territoires, certains secteurs ayant connu au cours des dernières années une progression très vigoureuse des marchés locatifs.

Pour la commune de Grasse, la VLM de ces locaux est passée de 10 004 € en 2016 à 32 120 € en 2017.

En 2023, la VLM des commerces et locaux professionnels est de 43 409 €.

Enfin, le poids des établissements industriels n'est pas négligeable au vu de leur nombre. Ils représentent 6.9 % de la VL de l'année alors qu'ils représentent moins de 1 % du nombre de locaux (224 locaux).

En ce qui concerne les locaux par affectation, eu égard à tout ce que nous venons d'évoquer, les logements constituent la grande majorité du parc des locaux.

En effet, 94.8 % des locaux sont affectés à l'habitation.

En valeur locative, ces locaux ont un poids également important puisqu'ils représentent 55.1 % des valeurs locatives de l'année.

Pour ce qui est des valeurs locatives moyennes sans les dépendances (valeurs locatives faibles), celle des locaux d'habitation (maisons, appartements et dépendances associées), s'élève en 2023 à 4 420 €, soit une valeur bien supérieure à la moyenne nationale qui varie entre 3 400 et 3 900 €, mais plutôt conforme à ce que l'on constate à l'échelle du Département des Alpes-Maritimes.

Concernant les bâtiments et terrains industriels, même si ces derniers sont peu élevés en nombre avec seulement 0.3 % du total des locaux comptabilisés, leur poids en valeur locative est proportionnellement important, soit 3.8 % des valeurs locatives de l'année.

Il est évident qu'il s'agit là de locaux qui ont individuellement des VL en 2023 très importantes, les industriels de la parfumerie se retrouvant tout en haut du classement.

Les locaux commerciaux représentent près de 4.8 % du total des locaux et 39.1 % de la valeur locative annuelle. Ces locaux seront étudiés plus longuement dans le prochain chapitre qui leur est consacré.

Par ailleurs, la VLM élevée des biens divers TH interroge à première vue.

La catégorie des biens divers TH comprend, de manière générale, les locaux utilisés par des personnes morales dont l'objet statutaire n'est pas la recherche systématique de bénéfices, ou encore ceux appartenant aux SCI car elles ne sont pas considérées comme exerçant une véritable profession.

Il en sera de même pour les locaux qui ne sont pas munis d'un outillage suffisant pour avoir le caractère d'établissement industriel.

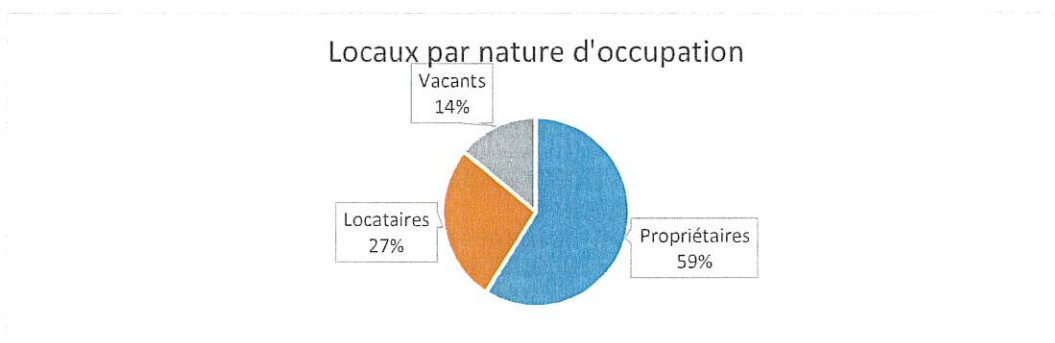
Notons que, pour 2023, seulement 53 locaux répondent à cette affectation sur le territoire avec notamment des associations.

En ce qui concerne les locaux par nature d'occupation, cette dernière définit la situation juridique du ménage concernant l'occupation de sa résidence principale.

On distingue deux natures principales, propriétaire et locataire.

Le statut de propriétaire s'applique aux ménages propriétaires, copropriétaires et accédant à la propriété.

Le statut de locataire s'applique aux ménages acquittant un loyer quel que soit le type de logement qu'ils occupent.



A Grasse, 59 % des locaux sont occupés par des propriétaires, 27 % par des locataires et 14 % sont vacants. Cette analyse est produite afin d'apporter un premier regard sur le phénomène de la vacance sur le territoire.

Sur Grasse, les locaux vacants sont au nombre de 9 539.

Ce pourcentage est bien au-dessus de la norme nationale qui s'établit à 8,4 %.

Rappelons que si un taux de vacance de 5 % est tout à fait normal et renvoie à un phénomène de vacance frictionnelle, un taux qui dépasse 10 % nécessite une action ciblée.

Attention néanmoins, la nature de l'occupation contenue dans les fichiers fiscaux n'est pas une donnée prioritaire lors de la mise à jour des fichiers.

Il faut donc analyser cette donnée avec beaucoup de prudence, en particulier lorsqu'il s'agit de la vacance.

Néanmoins certains éléments peuvent d'ores et déjà être relevés.

Le début de la vacance des locaux est un phénomène plutôt récent sur le territoire car 64.16 % des locaux réputés vacants répondent à ce type d'occupation depuis 2020.

Plus précisément :

- 12.46 % des locaux entrent dans le phénomène de la vacance en 2021 ;
- 38.38 % des locaux y ont fait leur entrée en 2022 ;
- 8.92 % des locaux sont réputés vacants depuis 2023.

Par ailleurs, un nombre significatif de locaux sont vacants depuis plus de 20 ans (936 locaux, soit plus de 9 % des locaux).

Une vacance aussi ancienne peut nécessiter une action ciblée.

Globalement, au niveau national, l'administration fiscale estime que :

- 65 % des logements vacants le sont du fait d'un mauvais état du bien ;
- 17 % le sont par crainte des loyers impayés ou de l'âge de certains propriétaires ;
- 14 % en raison d'un problème juridique (indivision, succession, ...) ;
- 10 % des logements seraient vacants par souhait du propriétaire.

L'enjeu lié à la vacance prend une importance accrue avec l'entrée en vigueur de la loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette) du 20 juillet 2023, qui impose progressivement une plus grande sobriété foncière.

Dans cette perspective, les collectivités auront tout intérêt à mobiliser le foncier existant mais non exploité, plutôt que de recourir à une expansion urbaine.

Cependant, la solution à apporter au propriétaire de logements vacants variera, voire sera inexistante, en fonction de l'origine de la vacance.

C'est pourquoi une action sur la vacance des logements constitue une politique publique à part entière.

Enfin, encore une fois, il est important de préciser que les données présentées ici sont à prendre avec précaution.

En effet, la vacance est définie dans la base Filocom par rapport au statut de la taxe d'habitation.

La vacance est donc mesurée au 1^{er} janvier. Partant, des locaux peuvent avoir trouvés preneur au cours de l'année mais demeurent inscrits dans le fichier.

Pour être efficiente, l'action de la collectivité devra donc d'abord porter sur les locaux présents dans le fichier 1767BISCOM depuis plusieurs années.

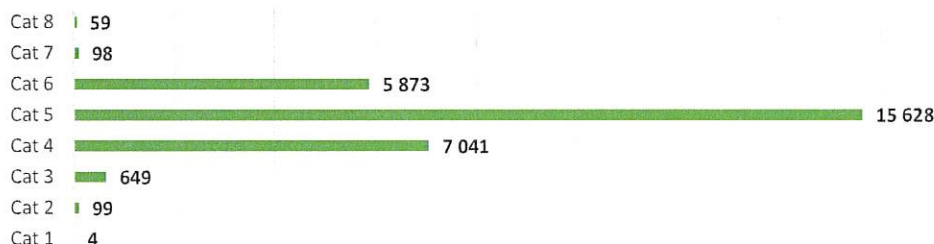
Ce travail a d'ailleurs été entrepris par la Ville en lien direct avec la DDFIP.

Les locaux d'habitation par catégorie

Le calcul de la valeur locative cadastrale comporte plusieurs éléments dont la classification des locaux d'habitation dans 8 catégories types.

Chacune d'elles met en évidence les caractéristiques essentielles du local comme l'aspect architectural, la distribution des pièces et la qualité des matériaux utilisés, etc...

Nombre de locaux par catégorie



Nous pouvons dresser un constat positif concernant les locaux des catégories 7 et 8 (les plus dégradées).

En effet, très peu de locaux d'habitation construit au cours des dernières décennies ont été classés dans ces catégories.

Également, de façon attendue compte tenu des éléments d'analyse qui précèdent, les locaux de catégorie 5 sont prépondérants sur chacune des décennies hormis 2014-2023. De plus, depuis 1974, il y a davantage de locaux nouvellement construits qui appartiennent à la catégorie 4 qu'à la catégorie 6.

On notera enfin que depuis 2014, le nombre de locaux nouvellement construits et classés en catégorie 4 est supérieur à ceux classés en catégorie 5 (1 081 par rapport à 703).

De même, le nombre de nouveaux locaux classés en catégorie 3 dépasse ceux classés en catégorie 6 (98 par rapport à 38), constat tout à fait positif pour la commune de Grasse, qui reflète les progrès qui ont pu être faits dans le secteur de la construction au cours des dernières décennies.

En effet, l'amélioration progressive de la qualité des constructions justifie qu'au fil du temps, les locaux neufs soient classés dans des catégories supérieures. Cette amélioration s'explique par plusieurs facteurs dont l'évolution technologique, les normes de construction ou encore les innovations architecturales.

Les locaux d'habitation par accès aux réseaux et par catégorie

Le niveau d'accès aux réseaux interroge notamment dans les catégories les plus faibles de la monographie (catégories 7 et 8).

En effet, dans la définition de ces catégories, retenue par l'article 324 H de l'annexe III du Code général des impôts, il est précisé que celles-ci ne disposent pas ou peu de raccordement aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

Or sur Grasse, parmi les 157 locaux appartenant aux catégories 7 ou 8, nombreux sont ceux qui bénéficient d'un raccordement aux réseaux :

- 116 locaux disposent de l'eau ;
- 122 locaux sont reliés à l'électricité ;
- 85 locaux disposent du tout-à-l'égout.

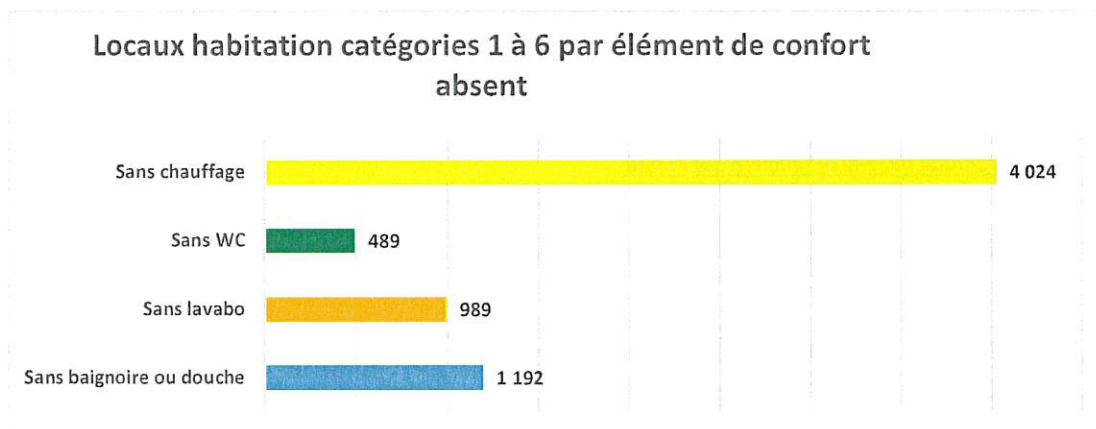
Inversement, certains locaux de catégories supérieures présentent une absence de raccordement aux réseaux.

Enfin, pour apporter quelques précisions, près de 2 028 appartements de catégorie 1 à 6 ne sont pas raccordés au tout-à-l'égout. C'est un nombre surprenant, d'autant que les immeubles collectifs sont généralement raccordés au système d'assainissement public.

Les services fiscaux ont bien connaissance de cette situation, il est ainsi qu'une réponse collective devrait être apportée par une mise à jour massive des dossiers dans la mesure où cette dernière ne soulève aucune ambiguïté.

Pour les locaux d'habitation des catégories 1 à 6 par élément de confort, globalement leur niveau d'équipement en éléments de confort est très bon.

On note que 95.93 % des logements sont équipés d'une baignoire ou d'une douche, 98.33 % ont au moins un WC et 96.62 % disposent d'un lavabo.



Toutefois la question du chauffage, avec 4 024 locaux non-équipés sur 29 294 locaux au total, mérite d'être soulevée. Avec une équivalence superficielle de 2 m² par pièce principale, cela représente un manque à gagner important pour la collectivité.

Cela correspond à 13.74 % des logements appartenant aux catégories 1 à 6 qui se déclarent non chauffés. C'est une proportion importante, notamment au regard des résultats d'une enquête récente menée par l'INSEE qui révèle que le taux d'équipement en chauffage sur l'ensemble du parc des logements (ce qui inclut donc les catégories 7 et 8) est de 94,4 % sur le territoire national.

L'entreprise d'un travail de fiabilisation des bases sur ce thème-là est un sujet prégnant pour les services de l'Etat et de la même façon que pour l'accès aux réseaux, une réponse par une mise à jour massive devrait corriger ces anomalies.

Diagnostic démographique

S'agissant de l'étude à proprement parler, sur le territoire de Grasse, les locaux appartiennent majoritairement aux personnes physiques domiciliées sur la commune, que nous pouvons donc assimiler à des résidences principales. En termes de Taxe Foncière sur les propriétés bâties, la collectivité connaît une augmentation du nombre de ses redevables.

Près de 68.8 % des redevables sont domiciliés sur le territoire de Grasse.

Cela a pour conséquence de rendre les bases fiscales relativement sensibles aux modifications de la politique fiscale de la collectivité.

Au total, 83.9 % des redevables sont domiciliés dans le Département des Alpes-Maritimes, 3.3 % sont domiciliés dans d'autres départements de la région PACA et 10.2 % sont originaires d'autres régions de France.

A noter également, 2.6 % des redevables en taxe foncière sont domiciliés à l'étranger, proportion relativement élevée comparée au reste du territoire national. Cela est caractéristique des territoires touristiques mais qui ne se traduit pas forcément dans les proportions attendues au niveau des résidences secondaires.

Autre sujet, la fiabilité élevée des bases puisqu'il n'y a aucun redevable dont l'origine et donc l'adresse serait inconnue.

Ce constat, très positif, permet de conclure que les services fiscaux semblent très attentifs à la fiabilité des données.

Sur l'évolution de la taxe foncière sur le bâti

Sur la période 2020-2023, les bases du foncier bâti connaissent une évolution globale de + 6.8 %, soit 2.26 % d'augmentation annuelle moyenne.

Nous notons en revanche que l'année 2021 est la seule année qui enregistre une baisse soit -3.98 %, équivalente à une perte de base de - 3 321 621 €, qui n'est pas neutre.

Nous l'avons déjà évoqué lors de précédentes analyses, cette diminution est notamment liée au changement introduit par la loi de Finances pour 2021. Cette dernière a acté une division par deux des valeurs locatives des locaux industriels évalués à la méthode comptable.

Sur le territoire de la commune de Grasse en 2021, 41 locaux en ont bénéficié.

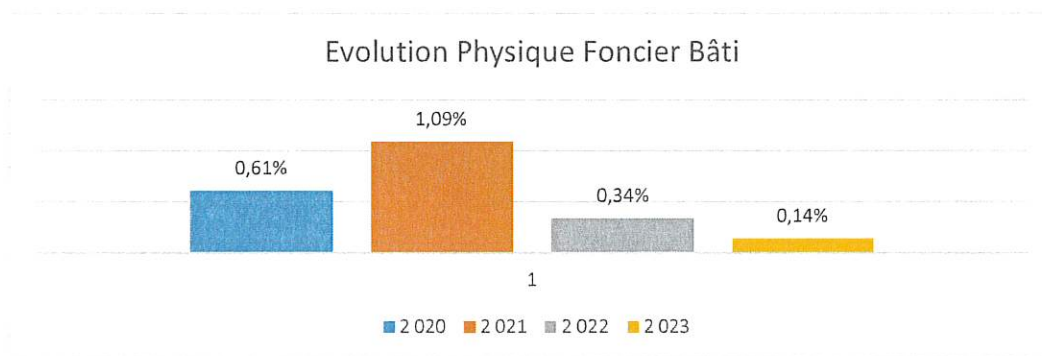
Il est important de souligner que ces mesures fiscales engagées par l'Etat ont entraîné des pertes fiscales conséquentes compensées par l'Etat afin que l'opération soit neutre pour les communes.

Après retraitement de cette exonération, on constate une nouvelle fois que la dynamique reste bien à la hausse entre 2020 et 2021 (+ 1.29 %).

Malgré ce constat positif, c'est l'évolution physique des bases qui traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal réel de la collectivité en matière de taxe foncière bâtie.

Cette dernière est calculée en corrigeant le montant des bases notifiées par le coefficient de majoration forfaitaire des propriétés bâties. Lorsqu'elle est positive, elle traduit ainsi un enrichissement de la commune.

De ce côté-là, nous constatons que Grasse connaît globalement un enrichissement constant de ses bases, bilan positif qui résulte notamment du dynamisme et de l'attractivité du territoire.



Entre 2020 et 2023, le nombre de contribuables à la taxe foncière augmente de manière régulière.

En passant de 22 736 contribuables à 23 326, leur nombre a augmenté de 5.6 % sur la période.

En ce qui concerne le taux, si nous neutralisons les effets de la réforme fiscale notamment liée à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, ce dernier est resté constant depuis 2009.

Il reste aujourd'hui largement inférieur aux taux moyens constatés au niveau national et régional et s'approche de plus en plus du taux moyen départemental.

Ces éléments de comparaison sur les taux reflètent la politique fiscale menée par la commune avec des taux maintenus constants depuis 2009.

Taux d'imposition pour 2023 Taxe foncière sur le bâti (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 30,07 % ;
Moyenne nationale : 40,14 % ;
Moyenne régionale : 39,47 % ;
Moyenne départementale : 28,26 %.

De la même façon, le produit par habitant pour le foncier bâti avant application du coefficient correcteur pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 553 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 676 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 726 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 658 €/ habitant.

Si nous reprenons le produit par habitant de 2023, il est à remarquer que ce dernier reste largement inférieur aux moyennes constatées sur tous les échelons.

En plus de l'effet de taux, l'effet base est un élément essentiel.

Tableau écarts

Valeur	Ecart Moyenne Nationale	Ecart Moyenne Régionale	Ecart Moyenne Départementale
Taux	-25,09%	-23,82%	6,40%
Produit	-18,20%	-23,83%	-15,96%

Si nous reprenons la colonne des écarts par rapport à la moyenne nationale, alors que le taux de la Ville est inférieur d'environ 25 %, l'écart avec le produit n'est que de 18 %, ce qui signifie donc que les bases de la commune sont en moyenne supérieures à celles nationales.

Au contraire, les résultats avec le département signifient que les bases de la commune sont en moyenne largement inférieures, signe que ces dernières doivent être encore travaillées et optimisées.

Sur l'évolution de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, nous constatons que le nombre d'articles dans le rôle de taxe d'habitation diminue de manière continue entre 2021 et 2023.

Au global, le nombre de redevables a reculé de près de 9 % sur cette période.

Cette diminution peut notamment provenir d'un changement de statut de certains redevables.

De manière plus concrète, les résidences secondaires sont devenues des résidences principales ou alors des locaux vacants.

Dans les deux cas, ces types de contribuables ne sont pas ou plus présents dans le rôle général.

Forts de ce constat, nous avons donc sollicité l'administration fiscale pour qu'une démarche commune de fiabilisation des bases soit engagée, les résultats de ces travaux seront ainsi détaillés dans le détail des recettes du compte administratif 2024.

En revanche, nous pouvons constater à l'aide du tableau ci-dessous que, malgré la diminution des articles de taxation évoquée précédemment, le nombre total de locaux taxés à la THRS ne cesse d'augmenter sur la période étudiée.

APPARTEMENTS MAISONS	DEPENDANCES	TOTAL	ANNEES
1 782	1 328	3 110	2021
1 692	2 316	4 008	2022
2 143	1 966	4 109	2023

Dans le détail, on remarquera que l'année 2022 enregistre la plus forte progression avec 28.8 % de locaux supplémentaires taxés à la THRS.

Cette augmentation est exclusivement située sur les dépendances ; il faut noter néanmoins qu'en 2022, les évaluations de ces dernières ont été individualisées sous un nouvel invariant.

De ce fait, le nombre de dépendances a artificiellement évolué puisqu'auparavant, l'essentiel des dépendances d'habitation étaient évaluées sous le même invariant que l'habitation à laquelle elles se rapportaient.

Pour autant, en faisant abstraction des dépendances, 2022 enregistre une baisse du nombre locaux taxés de 5 % d'appartements et maisons.

Ce constat, plutôt négatif pour la commune, est toutefois cohérent par rapport à la baisse d'articles de taxation décrite précédemment.

Au final, il a été constaté qu'en 2022 la valeur locative taxée en taxe d'habitation sur les résidences secondaires a fortement diminué (- 7.3 %).

Au contraire en 2023, malgré la diminution d'articles de taxation, on constate une réelle augmentation du nombre de locaux taxés.

Dans le détail, en 2023 alors que l'augmentation du nombre de locaux atteint 2.5 %, la valeur locative, elle, augmente de 16.2 %.

Cette progression vigoureuse s'explique notamment par celle des appartements et maisons (+ 26.6 %).

Cette évaluation erratique ne peut être expliquée, il conviendra donc d'analyser avec la plus grande prudence ces éléments chiffrés.

Il est sans doute plus probable que des corrections d'anomalies de taxation ont amené à ces résultats.

Evolution des bases d'imposition THRS

Les bases d'imposition en matière de THRS ont suivi les mêmes logiques que celles décrites précédemment.

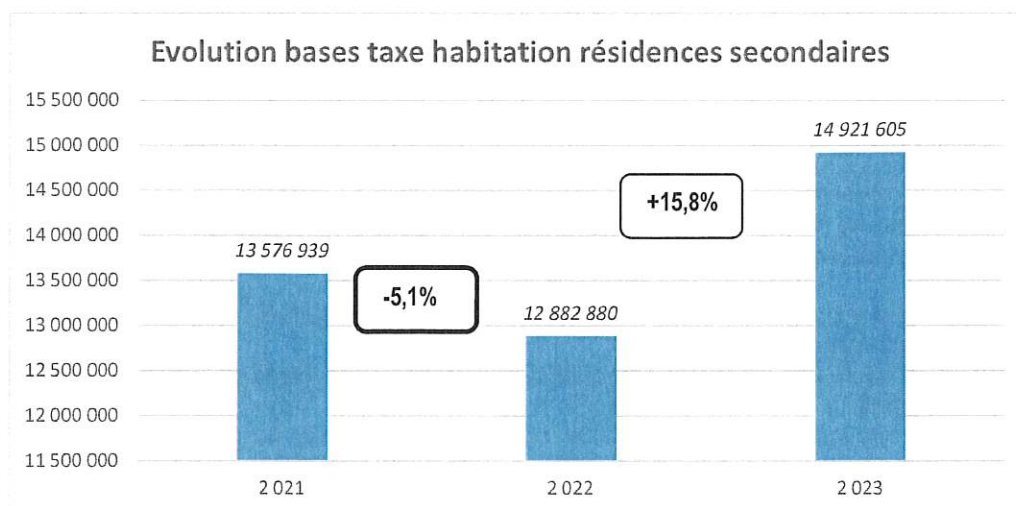
On constate donc que tous les mouvements analysés ont eu d'importantes conséquences sur le niveau des bases d'imposition.

Comme cela a déjà été dit en matière de foncier bâti, plusieurs mécanismes agissent, à la hausse ou à la baisse, sur le montant des bases.

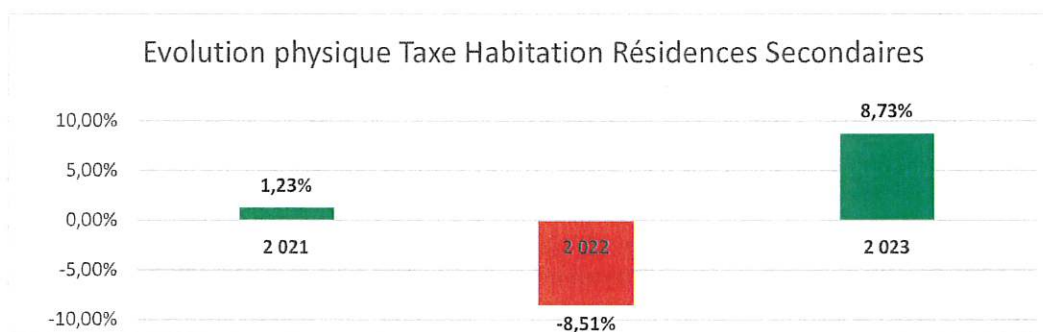
Le premier d'entre eux, le coefficient de majoration forfaitaire, est fixé en fonction de l'inflation réelle constatée sur 12 mois.

Ce coefficient, plus couramment appelé CMF, permet une revalorisation automatique des bases fiscales des locaux d'habitation.

L'évolution physique des bases, elle, traduit les modifications réelles connues par les locaux sur le territoire (démolition, construction, etc.).



On peut constater, une fois le coefficient de majoration forfaitaire neutralisé, que Grasse a enregistré une évolution physique erratique pour les raisons déjà évoquées. Ces fluctuations, assez importantes en amplitude, rendent plus complexes les prévisions d'évolution de cette taxe sur les années à venir.



Taux d'imposition pour la taxe d'habitation de 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 18,90 % ;
Moyenne nationale : 21,98 % ;
Moyenne régionale : 23,13 % ;
Moyenne départementale : 29,04 %.

En dehors de l'évolution forfaitaire des bases fiscales fixée par la Loi de Finances, les taux de la commune sont restés constants depuis 2009, l'année 2023 représente donc le 15^{ème} exercice budgétaire consécutif sans augmentation des taux.

Produit par habitant taxe d'habitation résidences secondaires pour 2023 hors surtaxe (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 57 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 29 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 64 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 159 €/ habitant.

La Ville de Grasse reste une ville touristique, comme l'ensemble des villes du département, néanmoins le produit des taxes d'habitation sur les résidences secondaires reste largement inférieur si on le compare à la moyenne départementale (- 65 % environ).

Ces éléments sont à mettre en correspondance avec les taux de vacance de nos locaux, une optimisation des bases qui restent encore à travailler.

En ce qui concerne la majoration du taux, beaucoup de communes ont décidé de la mettre au plafond soit 60 %, alors que celle de Grasse s'établit aujourd'hui à 20 %.

▪ La fiscalité indirecte

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO)

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Volume	%
Produit total fiscalité	4 615	4 738	123	2,67%	3 861	-877	-18,51%

Les droits de mutation à titre onéreux (ci-après DMTO) représentent une ressource essentielle pour la commune.

Nous avons largement évoqué plus haut dans le document l'évolution des volumes de transactions constatés ces dernières années et force est de constater que pour 2023, les statistiques indiquent une diminution de près de 23 % du produit des DMTO en moyenne.

Il est certain qu'en 2023 le marché immobilier a connu un ralentissement notable, en raison principalement de la remontée des taux d'intérêt.

Avec des taux de crédits immobiliers qui ont dépassé les 4 %, le pouvoir d'achat des ménages s'est réduit, entraînant de facto une réduction du nombre de transactions immobilières.

Par ailleurs, le durcissement des conditions d'accès aux crédits conjugué avec des prix de l'immobilier encore élevés ont également eu un impact.

Ces recettes représentant une part conséquente de nos recettes globales, elles ont eu une conséquence directe sur le niveau de notre épargne de 2023 et indirecte sur nos capacités d'investissement.

Les taxes de séjour

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Volume	%
Taxes de séjour	285	357	72	25,26%	351	-6	-1,68%

Au contraire des DMTO, la taxe de séjour est restée élevée en 2023, représentant une ressource importante, notre ville consolidant sa place dans les communes à forte attractivité touristique.

Même si nous constatons une légère baisse en 2023, elle est liée uniquement au décalage de versement de certaines taxes que nous retrouverons donc sur 2024.

En effet, après les difficultés rencontrées en 2020 et 2021, il est clair que l'année 2023 a marqué une véritable reprise du tourisme en France.

De plus, depuis la Loi de Finances 2021, les plateformes de location en ligne sont tenues de collecter automatiquement les taxes de séjour pour les logements meublés, ce qui a considérablement amélioré cette recette par la collecte de revenus jusque-là partiellement déclarés.

▪ Les ressources d'exploitation

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Volume	%
Ressources d'exploitation	3 082	3 453	371	12,04%	3 585	132	3,82%

Nous distinguons les produits des services et du domaine d'une part et les loyers et redevances d'autre part.

Les premiers font référence aux recettes générées par l'exploitation des services publics locaux et du patrimoine immobilier des communes.

Les produits des services notamment correspondent aux recettes perçues par la commune en contrepartie des services rendus aux habitants et aux usagers.

Force est de constater que sur ce poste de recettes, la ville de Grasse doit sensiblement améliorer ces ressources ; même si ces dernières restent sur une dynamique relativement favorable, leur produit par habitant reste largement inférieur à ceux constatés en moyenne à tous les niveaux de strate.

Produits des services et du domaine par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 50 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 117 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 122 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 144 €/ habitant.

Il est donc nécessaire que la commune s'inscrive dans une revalorisation généralisée de ses tarifs en trouvant le bon équilibre.

Pour cet objectif, un travail est en cours pour la constitution d'un cahier des tarifs communaux, document qui permettre le recensement exhaustif des tarifs appliqués dans notre commune.

Ce document permettra ainsi de fixer de manière transparente les prix des services publics, les tarifs pour l'utilisation des espaces communaux. Sa mise à jour régulière permettra faire le lien avec les besoins budgétaires de la commune, des coûts de prestations des services et des orientations publiques locales.

La commune dispose de toute la latitude nécessaire pour agir sur ces tarifs.

Les redevances pour occupation du domaine public notamment liées à l'utilisation temporaire ou régulière d'espaces publics par des entreprises, des particuliers, voire des associations, doivent également s'inscrire dans cette stratégie.

Une révision annuelle de l'ensemble des tarifs calée sur le calendrier budgétaire serait d'autant plus pertinente.

En conclusion, la mise en place d'un cahier des tarifs communaux est un document essentiel pour assurer la gestion transparente et efficace des finances communales, en garantissant que les services publics sont accessibles, tout en générant les recettes nécessaires au bon fonctionnement de la commune.

Au contraire de ces dernières années, les tarifs seront ajustés régulièrement pour s'adapter aux réalités économiques locales tout en veillant à l'équité entre les usagers.

Les dotations :

Les dotations de l'Etat aux communes ont connu une baisse significative ces dernières années, ce qui a fortement impacté les finances locales.

La réduction de la Dotation Globale de Fonctionnement, qui constitue la principale subvention versée par l'Etat aux collectivités, s'est inscrite dans une stratégie de maîtrise des dépenses publiques visant à réduire le déficit public national.

En 2023, bien que la baisse des dotations soit moins spectaculaire que celle connue entre 2014 et 2017 notamment, certaines communes continuent de constater une réduction de leur DGF et se sont vues contraintes d'augmenter la fiscalité locale.

D'autres ont recherché de nouveaux leviers de financement notamment par l'exploration de partenariats publics privés.

Toutefois, le risque à long terme est une dégradation des services publics affectant notamment la qualité de vie des habitants pour certaines communes en difficulté financière et accentuant les disparités entre les territoires.

Il est rappelé à ce titre que les dotations avaient pour objectif la cohésion territoriale.

Dotation Globale de Fonctionnement par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 93 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 202 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 99 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 79 €/ habitant.

La Chambre Régionale des comptes l'avait déjà largement souligné dans son rapport, soulignant « un ratio inférieur de 40 à 50 % à celui des communes de taille comparable ».

Autres dotations et participations par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 61 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 127 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 111 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 78 €/ habitant.

▪ Structure des recettes de gestion

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Ressources fiscales	33 992	35 033	1 041	3,06%	36 451	1 418	4,05%
Ressources d'exploitation	3 082	3 453	371	12,04%	3 585	132	3,82%
Produits flexibles	37 074	38 486	1 412	3,81%	40 036	1 550	4,03%
Ressources institutionnelles	8 425	7 263	-1 162	-13,79%	7 638	375	5,16%
Fiscalité reversée	14 513	14 513	0	0,00%	12 901	-1 612	-11,11%
Coefficient correcteur	6 938	7 173	235	3,39%	7 713	540	7,53%
Remboursements de personnel	356	399	43	12,08%	424	25	6,27%
Produits rigides	30 232	29 348	-884	-2,92%	28 676	-672	-2,29%
Produits de gestion	67 306	67 834	528	0,78%	68 712	878	1,29%

Part produit flexible	55,08%	56,74%		3,00%	58,27%		2,70%
------------------------------	---------------	---------------	--	--------------	---------------	--	--------------

Nous notons que la part des produits flexibles sur les produits de gestion a augmenté eu égard aux différentes réformes notamment fiscales mises en place lors des Lois de Finances successives ces dernières années.

• LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Fonctionnement des services	10 745	11 690	945	8,79%	12 642	952	8,14%
Charges de personnel	34 540	35 834	1 294	3,75%	35 200	-634	-1,77%
SDIS	3 156	3 194	38	1,20%	3 354	160	5,01%
Syndicats intercommunaux	22	29	7	31,82%	5	-24	-82,76%
CCAS	3 400	3 300	-100	-2,94%	3 400	100	3,03%
Caisse des écoles	60	61	1	1,67%	61	0	0,00%
CTG	1 214	542	-672	-55,35%	534	-8	-1,48%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	152	110	-42	-27,63%	120	10	9,09%
Subventions aux associations	1 551	1 482	-69	-4,45%	1 725	243	16,40%
OGEF Fénelon	362	320	-42	-11,60%	361	41	12,81%
Indemnités élus	570	578	8	1,40%	591	13	2,25%
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	44	8	-36	-81,82%	67	59	737,50%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%	10 334	594	6,10%
FPIC	500	509	9	1,80%	477	-32	-6,29%
SRU	142	695	553	389,44%	653	-42	-6,04%
Reversements CCAS et autres	43	47	4	9,30%	60	13	27,66%
Atténuations de produits	685	1 251	566	82,63%	1 190	-61	-4,88%
Charges financières	2 440	1 939	-501	-20,53%	2 690	751	38,73%
Charges exceptionnelles et provisions	1 033	821	-212	-20,52%	387	-434	-52,86%
TOTAL DEPENSES REELLES	60 090	61 275	1 185	1,97%	62 443	1 168	1,91%

• **Le fonctionnement des services**

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			VOLUME	%		Montants	%
Fonctionnement des services	10 745	11 690	945	8,79%	12 642	952	8,14%

L'année 2022 avait marqué une véritable rupture avec les années précédentes avec une augmentation relativement importante de ce poste de dépenses par rapport à l'année 2021.

Une analyse plus détaillée notamment sur la constitution même de l'augmentation constatée de 945 K€ avait permis de mettre en exergue que 50 % de réalisations supplémentaires sur le volume global du chapitre pouvaient être attribués à la hausse de coût du gaz et de l'électricité notamment.

Pour 2023 en revanche, nous notons une relative stagnation des réalisations sur les poste des fluides, les raisons sont donc toutes autres.

En tout premier lieu, une facture de régularisation de l'ancienne DSP restauration scolaire pour 200 K€, qui n'était pas forcément liée à l'exercice 2023, pondère donc cette augmentation.

Autre élément important, la médiathèque qui a vu son inauguration en toute fin d'année 2022 et qui aura donc connu sa première année de fonctionnement en année pleine en 2023.

Sur la direction générale des services techniques, nous avons constaté sur 2023 une augmentation nette globale des coûts entre le prix des fournitures et les prestations de services délégués aux entreprises, conséquence directe de l'inflation.

Pour une analyse plus fine à l'intérieur de la Direction, le parc automobile qui a vu ses missions étendues avec la réparation de véhicules d'autres collectivités et/ou syndicats intercommunaux, nécessitant ainsi l'acquisition de fournitures complémentaires, explique en partie cette augmentation, même si ces dernières ont été entièrement refacturées sur nos postes de recettes.

Le volume des consommations de la DGST a progressé de près de 500 K€ entre 2022 et 2023.

Dans les augmentations moins importantes, celle liée à la formation du personnel pour environ 45 K€, ainsi que celle liée aux diagnostics de cyber-sécurité et à la mise en place de solutions numériques pour environ 50 K€.

Malgré toutes ces augmentations successives, pour certaines liées à des conséquences exogènes dont nous n'avons pas la maîtrise, nos ratios par habitant restent malgré tout bien en-deçà de ceux constatés en moyenne à tous les échelons.

Achats et charges externes par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 243 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 339 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 363 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 341 €/ habitant.

Force est de constater que nos réalisations en 2023 restent, sur ce poste de charges, inférieures d'environ 30 % à la moyenne nationale et départementale et d'environ 35 % à la moyenne régionale, ce qui est tout simplement considérable.

La comparaison de ce ratio avec les communes de notre strate permet de mettre en exergue une relative maîtrise de nos charges en l'occurrence et également que les autres communes ont subi tout autant que nous la conjoncture particulièrement défavorable de ces dernières années.

- Les charges de personnel

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Charges de personnel	34 540	35 834	1 294	3,75%	35 200	-634	-1,77%

Pour les charges de personnel, la Chambre avait souligné « leur maintien à une évolution moyenne de 0,5 % annuelle malgré les effets cumulés des hausses successives du point d'indice (années 2016 et 2017), de l'effet GVT et des reclassements indiciaires à travers le dispositif PPCR ».

Ce poste de charges a toujours été le centre de nos préoccupations avec les différentes revalorisations successives du point d'indice décidées par le gouvernement, de 3,5 % dans un premier temps au 1^{er} juillet 2022 et 1,5 % au 1^{er} juillet 2023, dont le coût pour la seule année 2023 a représenté 1 700 K€ supplémentaires.

Il ne faut pas non plus oublier qu'au 1^{er} janvier 2023, une partie des services techniques a été transférée à la Communauté d'Agglomération, qui a désormais dans ses comptes cette charge salariale estimée au 1^{er} janvier 2023 à environ 2 055 K€, ce qui explique la baisse de la masse salariale en valeur absolue sur 2023.

Encore une fois, quand nous comparons nos ratios par habitant à ceux des autres communes, les écarts sont toujours aussi importants.

Charges de personnel nettes par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 703 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 823 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 926 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 875 €/ habitant.

- Les subventions aux associations

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
SDIS	3 156	3 194	38	1,20%	3 354	160	5,01%
Syndicats intercommunaux	22	29	7	31,82%	5	-24	-82,76%
CCAS	3 400	3 300	-100	-2,94%	3 400	100	3,03%
Caisse des écoles	60	61	1	1,67%	61	0	0,00%
CTG	1 214	542	-672	-55,35%	534	-8	-1,48%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	152	110	-42	-27,63%	120	10	9,09%
Subventions aux associations	1 551	1 482	-69	-4,45%	1 725	243	16,40%

OGEF Fénelon	362	320	-42	-11,60%	361	41	12,81%
Indemnités élus	570	578	8	1,40%	591	13	2,25%
Redevances, non valeurs...	44	8	-36	-81,82%	67	59	737,50%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%	10 334	594	6,10%

L'année 2023 aura été marquée par l'augmentation conséquente de la contribution de la ville au SDIS, avec une majoration de cette dernière de 5 % en 2023 par rapport à 2022, représentant une dépense supplémentaire pour la ville de près de 160 K€.

Au contraire du SDIS, la participation du CCAS est largement maîtrisée, résultat significatif d'un étroit travail de collaboration entre les services.

Il est ainsi que le niveau de participation de 2023 est resté strictement égal à celui de 2021.

Dans les augmentations assez sensibles, celles liées aux subventions versées aux associations, qui s'inscrivent néanmoins dans une période contrainte et qui subissent les mêmes augmentations en terme de charges que celles des communes.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que sur 2022, le volume des subventions avait été baissé avec l'accord des associations concernées.

Par ailleurs, il convient de neutraliser les majorations de participations accordées aux associations, qui paient directement leurs fluides désormais et dont le coût a été estimé à environ 60 K€.

Une vraie politique de soutien aux associations est mise en place par la collectivité. L'effort financier réalisé par la ville pour maintenir le niveau des activités des associations a été conséquent, les subventions ayant été revues à la hausse.

Pour les indemnités des élus, leur revalorisation est exclusivement liée avec celle du point d'indice, comme celle du personnel municipal.

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Fonctionnement des services	10 745	11 690	945	8,79%	12 642	952	8,14%
Charges de personnel	34 540	35 834	1294	3,75%	35 200	-634	-1,77%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%	10 335	595	6,11%
Atténuations de produits	685	1 251	566	82,63%	1 190	-61	-4,88%
TOTAL DEPENSES REELLES	56 617	58 515	1 898	3,35%	59 367	852	1,46%

Le tableau d'évolution des structures des dépenses confirme la maîtrise des charges mise en place par la Commune, l'année 2023 marquant néanmoins un changement, les impacts financiers de la conjoncture économique ayant leur influence sur les dépenses de fonctionnement des services et les charges de personnel sus-évoquées.

▪ Charges financières

La ville s'est engagée depuis 2014 dans une démarche volontariste de diminution de son encours de dette et quand les conditions le permettent, de désensibilisation des emprunts dits « toxiques ».

Entre 2015 et 2023, son encours de dette brute a été diminué de plus de 23 %, passant de 101,25 M€ à 77,78 M€. De plus, les actions de gestion réalisées sur la dette ont permis de réduire considérablement celle hors charte, passant d'environ 10 M€ en 2015 à 2,30 M€ fin 2023.

Enfin, la relation entre l'encours de dette et la charge financière est un axe d'analyse incontournable, le tableau ci-dessous montre son évolution.

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Charges financières nette des produits	1 625	1 165	-460	-22,62%	1 984	819	70,30%
Taux moyen dette	2,00%	2,07%			2,82%		

Pour ce qui concerne les charges financières, l'année 2023 voit son taux moyen augmenter de 0,75 %, conséquence directe de l'augmentation des taux directeurs des banques centrales impactant de fait les taux variables de notre encours de dette.

▪ Capacité d'autofinancement en K€

Montants en K Euros	2021	2022	VARIATION 2021-2022		2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%		Montants	%
Excédent brut de fonctionnement	10 891	9 319	-1 572	-14,43%	9 348	29	0,31%
Charges financières nette des produits	-1 625	-1 165	-460	-28,31%	-1 984	819	70,30%
Soldes produits - charges exceptionnelles	475	491	16	3,37%	2 500	2 009	409,16%
CAF BRUTE CRC	9 741	8 645	-1 096	-11,25%	9 864	1 219	14,10%

▪ Les dépenses d'équipement et le financement propre disponible

La mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement a permis à la Ville de se doter d'un outil indispensable au pilotage de ses investissements, tant sur le plan technique que sur le plan financier.

Ainsi, l'élaboration de ce document a non seulement un objectif clairement affiché, à savoir une visibilité pluriannuelle des investissements programmés, mais permet également de se donner un niveau de désendettement de fin de période.

Ces objectifs passent avant tout par un volume calibré des investissements en correspondance avec la capacité financière de la Ville, de façon à ce que l'emprunt annuel mobilisé pour leur financement soit toujours inférieur au montant du remboursement annuel en capital de la dette.

La chambre a d'ailleurs souligné le « désendettement continu de la Ville sur la période contrôlée, dans la mesure où le montant du remboursement de la dette est resté toujours supérieur à celui des emprunts contractés ».

En tenant compte de ces éléments, la Ville avait engagé dès 2015 une période de réduction volontaire des investissements afin de les mettre en adéquation avec son niveau d'épargne.

Ainsi sur les années 2015, 2016 et 2017, les volumes avaient été fortement réduits, autour de 40 %.

Cette stratégie était gage d'une réduction de nos appels aux financements bancaires, de façon à réduire d'autant plus fortement notre niveau d'endettement.

Sur la période 2021, 2022 et 2023, la Ville s'est inscrite dans une politique d'investissement plus dynamique tout en maintenant un désendettement annuel systématique eu égard à la restauration de son épargne, politique dans laquelle elle s'inscrit toujours jusqu'à aujourd'hui.

Ces résultats sont représentatifs d'une situation financière assainie, sans laquelle l'appel aux financements extérieurs n'aurait pas pu être limité.

Montants en Millions d'Euros	2021	2022	2023
Financement propre disponible CRC	8,9	6,2	13,05
Dépenses d'équipement	10,5	11,6	13,11
Emprunts mobilisés	5,5	3,8	3,85
% emprunt/dépenses d'équipement	52,4%	32,8%	29,37%
Évolution encours de dette	87,6	82,8	77,78

La Ville est consciente que la capacité financière reste encore à améliorer malgré les résultats déjà obtenus, elle tient à préciser néanmoins que le volume des investissements réalisés n'a pas dégradé sa situation financière.

Entre 2015 et 2023, la Ville de Grasse aura porté la diminution de son encours de dette de plus de 101,3 M€ à 77,78 M€, soit une réduction de plus de 23 % en 9 exercices budgétaires.

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – UNE SITUATION QUI SE MAINTIENT DANS UN CONTEXTE EXTREMEMENT CONTRAINT

Le compte financier unique constituera le document budgétaire qui se substitue à la fois au compte administratif et au compte de gestion.

Sur la base des propositions du bilan final du Gouvernement remis au Parlement sur l'expérimentation du compte financier unique, l'article 205 de la loi de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026, la Ville de Grasse ayant en ce qui la concerne pris la décision d'anticiper à son passage dès l'exercice 2024, les objectifs étant de :

- Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales étant présentes au sein d'un même document ;
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable ; le contenu du compte a été revu afin de disposer de données clés et d'informations pertinentes (nouveaux ratios, rappel des taux d'impositions, bilan et compte de résultat synthétiques) ;
- Aboutir à une confection 100 % dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne ; des contrôles automatisés de cohérence sont réalisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable de la DGFIP, ce qui simplifie les travaux d'ajustement en fin de gestion et améliore la qualité des comptes.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

En ce qui concerne l'exécution du budget 2024, celle-ci s'est inscrite dans la continuité de 2023, soit dans un contexte extrêmement tendu et anxiogène qui se traduit dans certains de nos résultats financiers.

En ce qui concerne les recettes de la Ville, les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), ressource clé pour les communes et intercommunalités, ont poursuivi leur baisse en 2024 (- 19 % par rapport à 2023), en raison de la contraction du marché immobilier, liée à la hausse des taux d'intérêt et aux incertitudes économiques qui pèsent dans les choix des potentiels investisseurs.

Fort de ces éléments, le nombre de transactions immobilières a encore continué à diminuer, réduisant en conséquence une recette qui apparaît désormais essentielle dans l'équilibre budgétaire de notre collectivité. Alors qu'en 2023 nous avons constaté une baisse de plus de 18,50 % de ce produit par rapport à 2022, la baisse cumulée entre 2022 et 2024 atteint près de 34 %.

Cette nouvelle chute sensible est tout autant pénalisante que l'année précédente, même si cette dernière avait été anticipée dans la construction du budget 2024.

Au contraire des DMTO, la taxe de séjour, autre ressource importante pour la commune, elle, enregistre une belle augmentation pour 2024 au-delà des 32 %, cette tendance étant significative d'une ville qui continue d'être attractive pour une clientèle à la fois française, européenne et internationale.

Pour les recettes provenant de l'exploitation des services publics locaux et du domaine communal, peu d'évolution en 2024, alors que les coûts d'exploitation liée à l'inflation (frais d'énergie, coûts de personnel, etc.), ont augmenté, la tarification des services reste souvent encadrée et ne permet pas de suivre la tendance inflationniste du coût des services publics.

En ce qui concerne les dotations de l'Etat, la dotation globale de fonctionnement (DGF) continue de stagner, voire de diminuer en termes réels, face à l'inflation et ce bien que l'État maintienne encore un discours sur l'effort de soutien aux collectivités.

Il est clair sur ce point que sans une augmentation significative des dotations, les communes doivent faire preuve de créativité pour financer leurs investissements et maintenir leurs services publics.

Pour les dépenses, l'inflation, bien que prévue en baisse en 2024 par rapport à 2023, est restée élevée et continue de peser sensiblement sur nos marges de manœuvre, notamment en matière de gestion budgétaire, en affectant notamment les coûts des services publics (personnel, énergie, fourniture), d'autant plus que la pression à la hausse des taux d'intérêt a encore affecté le coût de la dette.

Malgré ces éléments nous constatons que sur ces deux postes, la progression de charges entre 2023 et 2024 est restée très mesurée, soit 0,43 % pour l'enveloppe dédiée aux services, les frais financiers ayant même légèrement baissé par rapport à 2023, cette baisse se situant autour des 5 %.

Nous pouvons faire la même analyse sur les frais de personnel, l'évolution de la masse salariale ayant été très contrainte sur 2024 avec une progression de ces charges qui est restée très limitée, soit en deçà des 1,8 %.

Il est à noter d'ailleurs sur ce dernier point que l'enveloppe prévue au budget soit 36 320 K€ a été plus que respectée, puisque les réalisations ont seulement atteint 35 827 K€.

Il est à noter néanmoins que sur autres postes de gestion comme les subventions et participations (+ 4,7 %) et les reversements de fiscalité (+ 49 %), la situation s'est révélée nettement plus compliquée.

Concernant les premiers postes de dépenses, une nouvelle augmentation des participations SDIS (+ 4,23 %) et des subventions aux associations (+ 7,8 %) en ont été les principaux facteurs ; pour les reversements de fiscalité cela se résume à l'augmentation du prélèvement SRU (+ 85,7 %) auquel la Ville a dû faire face.

Pour la section de fonctionnement le niveau d'épargne brute de la Ville va donc s'établir à 7 528 K€

En ce qui concerne les investissements, les engagements liés au maintien d'une politique volontariste se sont une nouvelle fois confirmés par le niveau de nos mandatements sur 2024, soit plus de 13 000 K€ avec la poursuite notamment des équipements qui se veulent structurants pour la collectivité.

Pour leur financement, les subventions versées par nos partenaires institutionnels ont sensiblement progressé en passant d'environ 1 700 K€ en 2023 à plus de 3 090 K€ en 2024, au contraire des taxes d'aménagement qui ont, elles, assez logiquement d'ailleurs avec la baisse des permis de construire constatée, lourdement chuté en 2024 en passant de plus de 1 050 K€ en 2023 à 500 K€ cette année, équivalent à une baisse d'environ 52,4 %.

Pour les financements bancaires, l'année 2024 verra pour la neuvième année consécutive un niveau d'emprunt mobilisé, soit 6 420 K€, inférieur à celui lié au remboursement soit 7 928 K€, significatif d'un nouveau désendettement, notre encours de dette brute s'établissant désormais à 76 275 K€.

Les éléments concernant les recettes et dépenses d'ordre et budgétaire, constituant par leur nature des opérations purement comptables et neutres budgétairement, nous détaillerons uniquement les postes de recettes et de dépenses réelles budgétaires pour faciliter notre analyse financière.

LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
Produit total fiscalité	37 979	39 512	1 533	4,04%
Attribution de compensation	12 901	13 058	157	1,22%
FNGIR	157	157	0	0,00%
Droits de place	30	47	17	56,67%
Taxes sur les pylones électriques	34	37	3	8,82%
Taxe consommation finale électricité	1 448	1 215	-233	-16,09%
Taxe de séjour	351	465	114	32,48%
Produit des jeux	26	0	-26	-100,00%
Taxe locale publicité extérieure	278	304	26	9,35%
Droits de mutation	3 861	3 127	-734	-19,01%
Total impôts et taxes	57 065	57 922	857	1,50%
Dotation forfaitaire	3 981	3 936	-45	-1,13%
Dotation nationale de péréquation	613	580	-33	-5,38%
FCTVA	102	105	3	2,94%
Dotations générales de décentralisation	468	558	90	19,23%
Participations département et région et Etat	104	122	18	17,31%
Communes du GFP	66	58	-8	-12,12%
Communes hors GFP	41	48	7	17,07%
Participations CEJ- CTG et autres	641	504	-137	-21,37%
Allocations compensatrices DCRTP, TFS,	1 622	1 707	85	5,24%
Total Dotations	7 638	7 618	-20	-0,26%
Concessions cimetières	116	131	15	12,93%
Redevances domaine public commercial	66	79	13	19,70%
Redevance occupation domaine public	205	380	175	85,37%
Autres droits de location	15	12	-3	-20,00%
Redevances de stationnement	371	345	-26	-7,01%
Forfaits post stationnement	173	127	-46	-26,59%
Autres redevances et recettes diverses	234	257	23	9,83%
Redevances à caractère culturel	229	229	0	0,00%
Redevances à caractère sportif	3	2	-1	-33,33%
Redevances à caractère de loisirs	196	203	7	3,57%
Autres prestations de services	6	66	60	1000,00%
Mise à dispo GFP rattachement	123	20	-103	-83,74%
Mise à dispo autres organismes	36	103	67	186,11%
Rembours.frais collectivité de rattachement	96	83	-13	-13,54%
Remboursements de frais d'autres redevables	606	614	8	1,32%
Produits activités annexes	21	24	3	14,29%
Total Produits des services	2 495	2 675	180	7,21%

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
Remboursements de personnel	424	305	-119	-28,07%
Total atténuations de charges	424	305	-119	-28,07%
Rembours.emprunts collectivité de rattachement	70	65	-5	-7,14%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%
Produits activités annexes	14	8	-6	-42,86%
Total produits financiers	706	695	-11	-1,56%
Revenus des immeubles	831	844	13	1,56%
Redevances diverses	233	401	168	72,10%
Produits divers gestion courante	27	839	812	3007,41%
Total loyers et redevances	1 091	2 084		
Total produits exceptionnels	7 666	1 046	- 6 620	-86,36%
Reprises sur provisions	167	620	453	271,26%
TOTAL RECETTES REELLES	77 252	72 965	-4 287	-5,55%

Taxe Foncière sur le Bâti

Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la Commune récupère désormais le taux du foncier bâti du département (10,62 %).

A titre de comparaison, nous avons repris dans le tableau ci-dessous la comparaison de l'évolution des bases de foncier bâti sur les six dernières années.

Nous distinguons assez nettement les conséquences de la réforme également dans l'évolution des bases fiscales en 2021, avec la mise en œuvre d'une réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels par ailleurs compensée dans les allocations concernant la taxe sur le foncier bâti, ce qui explique l'évolution physique négative des bases fiscales entre 2020 et 2021.

Nous constatons qu'en 2024, compte tenu de la valeur de l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) constatée en novembre 2023, le coefficient de revalorisation a été fixé à 1,039, soit une augmentation forfaitaire de 3,9 % de la base de calcul des propriétés bâties et non bâties.

Il est à noter néanmoins que l'évolution physique des bases de foncier bâti reste systématiquement positive sur la période (hors 2021 pour les raisons évoquées ci-dessous), signe d'un enrichissement continu de la commune sur la période examinée.

Bases nettes foncier bâti

Années	Bases nettes TFB	Coefficient Majoration Forfaitaire	Evolution Physique
2019	81 918 732	2,2%	0,23%
2020	83 400 595	1,2%	0,61%
2021	80 078 974	0,2%	-4,18%
2022	83 075 834	3,4%	0,35%
2023	89 088 561	7,1%	0,14%
2024	92 595 303	3,9%	0,04%

Autre signe positif, le nombre de redevables qui continue lui également de progresser.

Années	Nombre total redevables	Evolution
2019	22 626	
2020	22 736	0,49%
2021	23 010	1,21%
2022	23 190	0,78%
2023	23 326	0,59%
2024	23 386	0,26%

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Cette taxe a connu une évolution erratique ces dernières années, notamment entre 2021 et 2022, où elle a connu une forte diminution pour des raisons pas forcément rationnelles (point évoqué lors du diagnostic fiscal).

Nous étions d'ailleurs très étonnés que ces bases aient chuté lourdement (plus de 5 %), même si nous avons pris connaissance par ailleurs des changements opérés sur les modalités d'évaluation des locaux qui a sans doute eu un impact non négligeable sur le niveau de nos bases.

Pour 2024, même si nous ne connaissons plus désormais une évolution avec de grosses amplitudes, le niveau de nos bases reste relativement faible, cette faiblesse étant à mettre en lien avec un taux de locaux vacants anormalement élevé.

Un travail spécifique a été mis en place avec les services fiscaux sur le sujet, avec un contrôle des locaux notamment sur le terrain pour vérifier la vacance.

Nous pouvons d'ores et déjà évaluer l'efficacité de ce travail sur le terrain, des rôles supplémentaires à hauteur de 230 K€ ayant été obtenus en grande partie par la mise à jour des taxations de certains locaux qui sont passés de vacants à résidence secondaire.

Ce travail se poursuit au quotidien.

Evolution bases fiscales taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Années	Bases nettes THRS	Evolution
2019	13 063 254	
2020	13 385 031	2,46%
2021	13 576 939	1,43%
2022	12 882 880	-5,11%
2023	14 924 823	15,85%
2024	14 822 456	-0,69%

Evolution du produit fiscal

Le produit des impositions directes est une ressource essentielle pour la commune et représente une part prépondérante de nos recettes de fonctionnement

Malgré cela, la Ville n'a toujours pas souhaité depuis 2009 augmenter ses taux communaux, pour ne pas augmenter la pression fiscale des contribuables.

Cet effort peut être d'autant plus valorisé compte tenu du contexte et notamment la réforme fiscale et la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, qui a poussé certaines communes à agir en augmentant les taux du foncier sur le bâti notamment.

L'évolution se limite donc à l'évolution forfaitaire des bases votée en Loi de Finances et son évolution physique avec un lien direct sur le niveau de produit.

Cette année, la revalorisation des bases forfaitaires ayant représenté plus de 3,9 %, elle contribue largement à l'évolution en volume qui a représenté plus de 1 500 K€ en 2024 par rapport à 2023.

Produit fiscal

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produit Fiscal	32 792	33 484	34 263	35 314	37 979	39 512
Evolution en volume		692	779	1 051	2 665	1 533
Evolution en %		2,11%	2,33%	3,07%	7,55%	4,04%

L'attribution de compensation

L'attribution de compensation, qui a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources et de charges opérées de la commune vers la communauté d'agglomération, a été de nouveau modifiée en 2024, la gratuité des transports des personnes âgées (PASS sénior) étant désormais directement facturée à la commune.

Le montant prélevé par la communauté d'agglomération est donc supprimé et reversé à la ville pour un montant de 156 K€, majorant donc d'autant le produit de l'attribution de compensation.

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montants en K€	15 164	15 164	14 513	14 513	12 901	13 058
Evolution en %		0,00%	-4,29%	0,00%	-11,11%	1,22%

Les droits de mutation

Les années 2021 et 2022 avaient été exceptionnelles en terme de droits de mutation avec la sortie de la crise sanitaire notamment.

L'année 2023 a, elle, marqué une rupture avec les effets liés à la pression inflationniste des taux d'intérêts notamment, cette augmentation ayant un effet dissuasif au niveau des particuliers, mais également au niveau des banques qui ont fait progresser leur niveau d'exigence pour l'octroi de prêts.

Enfin, la crise du BTP a des conséquences sur la production de logements collectifs, l'augmentation du prix des matériaux décourageant également les particuliers.

Résultat, le nombre de permis de construire est en chute libre, tout cela ayant également des conséquences, nous le verrons plus tard dans le document, sur le niveau de la taxe d'aménagement perçue par la Ville.

Lors du vote du budget primitif 2023, nous avons anticipé ces mouvements avec une inscription de crédits inférieure d'environ 15 % à celle des produits encaissés sur 2022, enveloppe qui devrait être sensiblement respectée.

En 2024, le produit de cette taxe est au plus bas avec un niveau qui devrait être même inférieur à celui de 2019.

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Droits de mutation en K€	3 450	3 589	4 615	4 738	3 861	3 127
Evolution en %		4,03%	28,59%	2,67%	-18,51%	-19,01%

La taxe de séjour

Nous n'avons pas encore reçu les statistiques définitives de 2024 ; nous pouvons néanmoins d'ores et déjà annoncer une forte évolution de cette taxe par rapport à 2023.

Il est à noter que sur 2023, nous estimions déjà le nombre de voyageurs ayant séjourné dans notre commune à environ 40 000 personnes, pour une durée moyenne de séjour estimée à 5 jours.

Dans les éléments qui nous parviennent, nous constatons que le pays d'origine des voyageurs est majoritairement la France.

Il est reconnu également que les retombées économiques ne sont pas négligeables même si nous ne pouvons pas les analyser exactement, bénéficiant notamment aux secteurs de la restauration et de l'hébergement.

L'année 2024 est aujourd'hui la meilleure année pour la taxe de séjour dans l'histoire de la commune, signe évident d'une attractivité sans cesse croissante. Il faut néanmoins pondérer notre analyse en tenant compte des opérations de régularisations effectuées des années précédentes, qui ont contribué pour leur part à l'augmentation du produit 2024.

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe de séjour en K€	279	183	285	357	351	465
Evolution en %		-34,41%	55,74%	25,26%	-1,68%	32,48%

Les autres taxes

Les droits de place sont liés aux occupations temporaires de l'espace public. Ces droits concernent ainsi principalement les activités commerciales comme les marchés, les foires, les stands lors des événements. Les activités événementielles organisées par la commune étant de plus en plus dynamiques, elles progressent donc.

La taxe sur les pylônes électriques, qui vise à compenser l'occupation et l'impact des infrastructures électriques sur le territoire, concerne essentiellement les lignes à haute tension, elle évolue peu par définition et nous est notifiée avec les bases de fiscalité par les services de l'Etat.

L'article 54 de la loi de finances pour 2021 a réformé la taxation de la consommation d'électricité en supprimant les taxes locales sur la consommation finale d'électricité, pour les intégrer progressivement à la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) :

- transfert de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) en 2022 ;
- transfert de la taxe communale (TCCFE) en 2023.

En 2023, la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) a été intégrée au sein de l'accise sur l'électricité.

Une part communale de l'accise sur l'électricité est instituée.

Le calcul annuel de la part communale de la TICFE s'effectue au niveau de chaque commune.

L'année 2024 est une année blanche pour le produit des jeux avec la mise en liquidation de l'ancien exploitant et la fermeture des locaux.

En ce qui concerne la taxe locale liée à la publicité extérieure, cette dernière connaissant une révision annuelle, elle dépasse désormais les 300 K€.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Droits de place	34	10	13	41	30	47
Taxes sur les pylônes électriques	29	31	31	32	34	37
Taxe consommation finale électricité	1 194	1 149	1 250	1 233	1 448	1 215
Produit des jeux	56	31	30	52	26	0
Taxe locale publicité extérieure	259	273	282	285	278	304
Total autres taxes	1 572	1 494	1 606	1 643	1 816	1 603
Evolution en %		-4,96%	7,50%	2,30%	10,53%	-11,73%

LES PRODUITS DES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

La Dotation Globale de Fonctionnement

La baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement de la Ville de ces dernières années est uniquement due aux baisses de population qui ont des conséquences sur le niveau de la Dotation Forfaitaire.

Pour corroborer ces éléments, il apparaît que la population DGF est passée de 53 604 habitants en 2019 à 52 052 habitants en 2024.

Cette baisse de population étant incompatible avec les données des services fiscaux et notamment une évolution sans cesse positive du nombre de locaux depuis des années, un travail de fond a été mis en place en interne pour effectuer un rapprochement avec les données issues de l'INSEE afin d'identifier les anomalies.

Ce travail vous sera détaillé plus loin dans le document.

La dotation nationale de péréquation a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Elle résulte de l'intégration du Fonds national de péréquation dans la dotation globale de fonctionnement en 2004.

Elle comprend une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence au panier de ressources s'étant substitué à l'ancienne taxe professionnelle, celle-ci ayant été supprimée par la loi de finances pour 2010.

Il faut être bien conscient que les communes dites « éligibles » à cette dotation sont celles qui ont un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant, mais également un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

Ces éléments de calculs sont basés avant tout sur des critères de richesse, dans ce sens ces derniers étant calculés tous les ans, nous avons un vrai risque de perte d'éligibilité sur les années futures pour la commune, il conviendra donc d'être vigilants d'autant plus pour une variable qui représente environ 13 % de la dotation globale.

Dotation Globale de Fonctionnement

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotations forfaitaire	4 485	4 335	4 071	3 992	3 981	3 936
Dotation nationale de péréquation	678	672	613	630	613	580
Dotation de solidarité urbaine	311					
Total DGF	5 474	5 007	4 684	4 622	4 594	4 516
Evolution en %		-8,53%	-6,45%	-1,32%	-0,61%	-1,70%

Autres dotations et participations

Avec la réforme du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), qui devient la Convention Territoriale Globale (CTG) en 2022, les participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sont désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal.

Ces baisses de participations en recettes sont ainsi compensées par les baisses de subventions en dépenses versées aux associations.

Néanmoins nous constatons que pour cette année, les plafonds des heures éligibles aux participations CAF ayant été revus à la baisse, les participations ont baissé.

Dans les variables constitutives, le FCTVA, la loi de finances pour 2016 ayant élargi le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie mandatées en section de fonctionnement.

Dans les dotations générales de décentralisation, elles concernent celles liées à la décentralisation du bureau d'hygiène et de sécurité, aux titres sécurisées (passeports biométriques) et aux révisions du Plan Local d'Urbanisme, mais aussi la dotation de la Direction Régionale des affaires Culturelles liée aux extensions des heures d'ouverture de la Médiathèque versée par la DRAC à compter de 2020 et dont la fin de versement est intervenue en 2024.

En ce qui concerne les participations de nos partenaires institutionnels, leurs volumes sont étroitement liés à la politique événementielle réalisée pendant l'année.

Dans les variables constitutives, on retrouve également celles des communes dont les enfants sont scolarisés dans les écoles de la commune de Grasse.

Enfin en ce qui concerne les allocations compensatrices, elles prennent notamment en compte la réforme qui a institué l'abattement de 50 % sur la taxe foncière sur le bâti pour les locaux industriels, dont la perte de produit a été estimée pour la commune à 1 695 K€ en 2024.

Autres dotations et participations			VARIATION 2023-2024	
Montants en K'Euros	2023	2024	VOLUME	%
FCTVA	102	105	3	2,94%
Dotations générales de décentralisation	468	558	90	19,23%
Participations département et région et Etat	104	122	18	17,31%
Communes du GFP	66	58	-8	-12,12%
Communes hors GFP	41	48	7	17,07%
Participations CTG et autres	641	504	-137	-21,37%
Allocations compensatrices	1 622	1 707	85	5,24%
Total Dotations	3 044	3 102	58	1,91%

Produits des services

Les produits des services sont les recettes provenant des activités de service public que la commune propose directement à ses habitants ou à des usagers.

Nous revenons aujourd'hui une nouvelle fois sur l'importance de ces ressources pour la commune qui contribuent par leurs apports au financement des services proposés.

Force est de constater que depuis des années, elles constituent le point noir de nos ressources par leur faiblesse relative si on les compare aux ressources de collectivités de même strate, même si pour 2024 ces recettes ont progressé de 7,17 %.

Un travail a d'ores et déjà été engagé par les services en interne pour leur optimisation qui donne déjà des premiers résultats.

Ce travail va encore se poursuivre sur les années futures pour que ces recettes progressent de nouveau, car nous pensons aujourd'hui qu'une refonte de notre politique tarifaire doit être mise en place sur le court et moyen terme.

Il est bien évident que dans notre stratégie, la rationalisation de nos dépenses est un objectif qui doit nous conduire, mais nous devons également être force de proposition pour nous orienter vers de nouvelles pistes nous permettant de dégager de nouvelles ressources, voire de les revaloriser si elles existent déjà.

Sur les volumes des encaissements de 2024, nous notons une progression importante sur certains postes, pour les plus représentatifs, c'est le cas notamment pour les redevances d'occupation de domaine public. Ces progressions sont néanmoins à mettre en correspondance notamment avec une activité plus dynamique et pas forcément avec une revalorisation conséquente des tarifs.

Ce chapitre de recettes est celui qui présente la propension la plus importante à progresser.

Les résultats de nos travaux devraient donner des résultats sur le moyen terme.

Produits des services			VARIATION 2023-2024	
Montants en K Euros	2023	2024	Volume	%
Concessions cimetières	116	131	15	12,93%
Régie foires et marchés	66	79	13	19,70%
Redevance occupation domaine public	302	380	78	25,83%
Régie événementielle	15	12	-3	-20,00%
Redevances de stationnement	371	345	-26	-7,01%
Forfaits post stationnement	173	127	-46	-26,59%
Autres redevances et recettes diverses	137	257	120	87,59%
Redevances à caractère culturel	229	229	0	0,00%
Redevances à caractère sportif	3	2	-1	-33,33%
Redevances à caractère de loisirs	196	203	7	3,57%
Autres prestations de services	6	66	60	1000,00%
Mise à dispo GFP rattachement	123	20	-103	-83,74%
Mise à dispo autres organismes	36	103	67	186,11%
Rembours.frais collectivité de rattach.	96	83	-13	-13,54%
Rembours. frais d'autres redevables	606	614	8	1,32%
Produits activités annexes	21	24	3	14,29%
Total Produits des services	2 496	2 675	179	7,17%

Autres Produits

Les remboursements de charges de personnel correspondent à des atténuations de charge pour le personnel ; elles sont amenées à évoluer à la baisse d'année en année, les contrats dits « aidés » notamment ne faisant plus l'objet de participation de l'Etat.

Pour ce qui concerne les produits financiers, la recette principale est constituée par le fonds de soutien obtenu auprès des services de l'Etat dans le cadre de l'opération de désensibilisation réalisée en 2015, elle représente un volume de 622 K€ annuel.

Le remboursement des emprunts par la collectivité de rattachement enregistre ceux réalisés pour la construction où la réhabilitation d'un équipement transféré à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse nécessaire pour l'exercice d'une compétence transférée (Musée International de la Parfumerie, Office du Tourisme, Escrime...)

Les produits des activités annexes se résument à ceux des swaps, néanmoins aucun produit n'ayant été souscrit depuis des années, leur volume diminue d'année en année.

Avec leur optimisation, les loyers et redevances enregistrent une légère progression sur 2024 par rapport à 2023.

Les évolutions les plus notables à la hausse sont celles liées aux redevances de concession ; sont concernés notamment la restauration scolaire et les golfs de Saint Donat et d'Opio, où les montants des loyers ont été largement revus à la hausse.

Sur les évolutions les plus notables à la baisse, celle des produits divers de gestion courante, l'année 2023 ayant été marquée par le remboursement du sinistre de la médiathèque qui avait représenté 1 966 K€, nous ne retrouvons plus ce produit exceptionnel sur 2024.

Sur les produits divers de gestion courante, les principales opérations enregistrées sur ce poste ont concerné des annulations de charges qui avaient été trop rattachées en 2023 (les fluides notamment), des remboursements de sinistres et des subventions accordées pour des travaux réalisés pour la transition énergétique.

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
Remboursements de personnel	424	305	-119	-28,07%
Total atténuations de charges	424	305	-119	-28,07%
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	70	65	-5	-7,14%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%
Produits activités annexes	14	8	-6	-42,86%
Total produits financiers	706	695	-11	-1,56%
Revenus des immeubles	831	844	13	1,56%
Redevances diverses	233	401	168	72,10%
Produits divers gestion courante	2 661	839	-1 822	-68,47%
Total loyers et redevances	3 725	2 084		
Total produits exceptionnels	5 032	1 046	-3 986	-79,21%
Reprises sur provisions	167	620	453	271,26%
TOTAL RECETTES REELLES	10 054	4 750	-5 304	-52,76%

LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
Fonctionnement des services	12 644	12 699	55	0,43%
Charges de personnel	35 200	35 827	627	1,78%
SDIS	3 354	3 496	142	4,23%
Syndicats intercommunaux	5	34	29	580,00%
CCAS	3 400	3 200	-200	-5,88%
Caisse des écoles	61	61	0	0,00%
CTG	555	494	-61	-10,99%
Contrat de Ville	115	106	-9	-7,83%
Enfants scolarisés à l'extérieur	130	161	31	23,85%
Subventions aux associations	1 693	1 825	132	7,80%
OGEF Fénelon	361	365	4	1,11%
Indemnités élus	591	593	2	0,34%
Redevances diverses	32	9	-23	-71,88%
Créances irrécouvrables	37	281	244	659,46%
Opérations exceptionnelles de gestion		194	ns	
Autres charges de gestion courante	10 334	10 819	485	4,69%
FPIC	477	504	27	5,66%
SRU	658	1 222	564	85,71%
Reversements CCAS et autres	54	44	-10	-18,52%
Atténuations de produits	1 189	1 770	581	48,86%
Charges financières	2 690	2 555	-135	-5,02%
Charges exceptionnelles et provisions	387	761	374	96,64%
TOTAL DEPENSES REELLES	62 444	64 431	1 987	3,18%

La baisse de l'inflation constatée sur 2024 a eu impact bénéfique sur l'évolution de nos dépenses de gestion, qui du coup n'ont pas connu le même niveau de progression que celui de 2023, notamment sur le chapitre du fonctionnement des services.

Le fonctionnement des services

Les fluides représentant près de 25 % des charges de fonctionnement, ils sont donc un facteur majeur d'évolution du poste de fonctionnement des services.

Pour toutes ces raisons, une analyse est faite sur son évolution ces dernières années et les perspectives pour l'année prochaine.

En ce qui concerne l'électricité

La ville de Grasse a conclu un contrat de fourniture d'électricité avec EDF pour la période 2024-2027.

Pour les années 2024 et 2025, le prix de l'électricité repose sur un approvisionnement comprenant une part contractuelle d'électricité d'origine nucléaire, indexée sur le tarif de l'ARENH (Accès Régulé à l'Energie Nucléaire Historique).

Une révision des prix pour 2025 intervient à la fin décembre 2024, prenant en compte le mécanisme d'écurement qui contraindra les fournisseurs à acheter sur le marché en fin d'année la quantité d'électricité ARENH non livrée. Nous notons que pour 2024, la diminution estimée des consommations nous permet de réaliser une économie d'environ 3,5 % par rapport à 2023.

	2022	2023	2024 Estimation
Consommation en kWh	8 146 374	7 207 743	7 100 000
Evolution n/n-1		-11,5%	-1,5%
€TTC/kWh	0,193	0,260	0,264
Evolution n/n-1		+34,7%	+1,5%
Coût en K€ TTC	1 574	1 876	1 807
Evolution n/n-1		+19,2%	-3,6%

En ce qui concerne le gaz

La ville de Grasse a confié la gestion de la fourniture d'énergie (gaz, fioul, propane correspondant à la prestation P1) à l'exploitant des installations thermiques dans le cadre d'un marché global de performance énergétique.

La collectivité verse un forfait à Dalkia pour garantir une température de confort dans les locaux, par exemple 19°C dans les bureaux. Ce forfait est ajusté en fonction de la rigueur climatique, de la durée de la saison de chauffe et du prix du gaz. Les consommations réelles n'impactent pas ce forfait : en cas de dépassement des consommations prévues, c'est l'exploitant qui prend en charge les surcoûts.

À l'inverse, si les consommations sont inférieures aux prévisions, les économies réalisées sont partagées entre la Ville et le titulaire du marché.

Depuis la saison de chauffe 2022/2023, les températures de consigne ont été réduites dans le cadre du plan de sobriété énergétique, passant par exemple de 20°C à 19°C dans les bureaux, ce qui a donné des résultats probants en terme de consommations.

En ce qui concerne l'eau

L'année 2024 a été marquée par une hausse significative du prix de l'eau, liée à l'application de la "part collectivité"

	2021/2022	2022/2023	2023/2024 Estimation
Coût en K€	789	497	478
Evolution en %		-37%	-3,8%

dite « surtaxe » à compter du 1^{er} janvier 2024.

Jusqu'alors non facturée sur les sites de la ville de Grasse, cette composante est désormais reversée au service eau et assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour financer les travaux de renouvellement des réseaux humides.

Cette mesure engendre un surcoût annuel estimé entre 70 et 90 K€.

Il convient également de noter l'impact de l'horo-saisonnalité des tarifs (variation des tarifs selon l'heure et la saison), avec des prix plus élevés en été.

Cette tarification pèse sur le budget communal, l'été étant une période de forte consommation d'eau due à l'arrosage des espaces verts et au nettoyage de la voirie.

Concernant les volumes consommés, une relative stabilité est attendue. Les économies réalisées grâce à l'installation d'équipements hydro-économiques et à la transformation des espaces verts (substitution du gazon par des plantations moins gourmandes en eau) peuvent toutefois être rapidement compensées par des fuites importantes, souvent complexes à traiter rapidement.

Par ailleurs, des pistes d'économies supplémentaires sont à l'étude, notamment avec la mise en place d'un système d'arrosage intelligent.

	2022	2023	2024 Estimation
Consommation en m ³	132 732	98 960	120 000
€TTC/m ³	2,77	3,45	4,06
Evolution		+24,5%	+17,7%
Coût en K€	367	342	487
Evolution en %		-6,8%	+42,4%

Bilan 2022-2024 récapitulatif

Montants en K€	2022	2023	2024 – Estimation
Electricité	1 574	1 876	1 807
Gaz, fioul, propane : chauffage et eau chaude sanitaire	789	497	478
Eau	367	396	487
Sous-total :	2 730	2 769	2 772
Entretien des chaufferies	107	155	163
Gros entretien renouvellement des chaufferies	52	56	61
Sous-total	159	211	224
Total :	2 889	2 980	2 996
Evolution en volume		+ 91	+16
Evolution en %		+ 3,2%	+0,5%

Nous notons en terme de bilan que pour l'année 2024, le coût des fluides se stabilise, au contraire des années précédentes sans cesse en progression.

Cette nouvelle plutôt rassurante a un impact non négligeable sur l'évolution du poste de fonctionnement des services.

Dans les éléments notables qu'il convient de mettre en exergue également, il faut noter que depuis le 1^{er} septembre 2024, le mode de gestion des centres de loisirs est passé du tissu associatif en Délégation de service public.

Une facturation équivalente à 197 K€ correspondante à la prestation effectuée depuis le 1^{er} septembre a été mandatée sur 2024.

Autre évènement important, la gratuité des transports pour les personnes âgées qui jusqu'en 2023 était financée par la Ville par une baisse de son attribution de compensation à hauteur de 156 K€ et qui sur 2024 est désormais facturée directement à la Ville pour 234 K€.

Ces dépenses nouvelles ont donc représenté près de 430 K€ sur l'année et malgré cela, nous notons que ce poste de dépenses progresse très peu par rapport à l'année dernière (0,44 %) ce qui représente en volume 156 K€ malgré l'inflation, ce qui nous a permis de largement infléchir la tendance haussière constatée notamment en 2023.

Ce poste de dépenses a donc été largement maîtrisé.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonctionnement des services	10 679	10 359	10 745	11 690	12 644	12 699
Evolution en pourcentage		-3,00%	3,73%	8,79%	8,16%	0,43%

Les charges de personnel

Avec les objectifs de maîtriser et contraindre sa masse salariale, la ville s'est engagée dans plusieurs actions, notamment liées aux mesures de réorganisation :

- Rationalisation des effectifs passant par le non-remplacement d'une partie du personnel parti à la retraite ;
- Regroupements de services pour une mise en commun et une mutualisation de compétences avec la communauté d'Agglomération (parc autos, Direction Générale des Services...);
- Modernisation et optimisation des moyens de travail (outils informatiques, logiciels métiers communs, dématérialisation, ...);

L'ensemble de ces mesures a conduit à une maîtrise de la masse salariale, dont l'évolution sera limitée à moins de 1,8 % pour 2024, ce qui est tout simplement remarquable.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Charges de personnel	34 556	34 416	34 540	35 833	35 200	35 827
Evolution en pourcentage		-0,41%	0,36%	3,74%	-1,77%	1,78%

Les subventions et participations

Au contraire des chapitres évoqués précédemment, nous notons une évolution à la hausse importante de ce poste entre 2023 et 2024, soit environ 4,7 % qu'il convient d'expliquer pour en comprendre les origines.

En tout premier lieu, tout comme en 2023, l'année 2024 aura été marquée par l'augmentation conséquente de la Ville pour la contribution au SDIS avec une majoration de la contribution de plus de 4 % entre 2024 et 2023, alors qu'entre 2023 et 2022 cette dernière avait dépassé les 5 %.

Entre 2022 et 2024, cette augmentation aura représenté plus de 300 K€ de dépenses supplémentaires pour la Ville de Grasse, 142 K€ pour la seule année 2024, ce qui est tout simplement considérable.

Il semble donc que le syndicat ait donc fait porter l'ensemble des efforts nécessaires à la couverture de la hausse de leurs dépenses aux intercommunalités et communes.

Il est rappelé que cette subvention par son volume contribue à largement alourdir le taux de rigidité des charges de notre commune, cette dernière étant représenté par le rapport relatif entre les dépenses dites « incompressibles » et celles élargies de la section de fonctionnement.

Autre participation très significative, celle du CCAS qui a, elle, à contrario fortement régressé entre 2023 et 2024, puisqu'elle diminue de 3 400 K€ à 3 200 K€.

Le Centre Communal d'Action Sociale voit ainsi sa subvention de fonctionnement prévue à 3 575 K€ réduite à 3 200 K€ sur l'année 2024.

Il faut louer pour cela les résultats obtenus notamment par le travail réalisé en interne pour rationaliser les dépenses dans un premier temps, cette rationalisation ayant pu être mise en place par une réflexion collective de la politique d'achat sur l'ensemble des crèches municipales, permettant ainsi des économies d'échelle.
Ce travail se poursuit.

Deuxième axe, celui lié à l'optimisation des recettes, par la recherche continue de recherche de financements pour chaque action menée.

Dernier élément qui lui ne résulte pas forcément d'une politique volontariste, les économies réalisées sur les charges de personnel qui sont, elles, plus liées à des difficultés de recrutement rencontrées pour des personnels spécialisés.

Autre point sensible, celui des associations, qui ont dû subir cette année, comme la commune, une indexation de leurs dépenses sur le niveau d'inflation.

L'écart constaté entre 2023 et 2024, soit 132 K€, reste relativement important d'autant plus que sur la thématique enfance jeunesse, où certaines associations se sont retrouvées en difficulté, la ville a dû verser des participations complémentaires pour maintenir l'accueil des enfants.

Résultat, malgré le transfert de la gestion des centres de loisirs en DSP, le niveau de subventions versé aura progressé entre 2024 et 2023.

Il convient néanmoins de noter que les efforts demandés aux associations par une baisse de leur subvention auront été trop ambitieux, d'autant plus avec les taux plafonds de subventionnement de la CAF revus à la baisse, alors que les enfants ont été effectivement accueillis.

En 2024, il aura donc été nécessaire d'ajuster nos taux de participations.

Dans les autres postes de dépenses, ceux liés aux charges de gestion soit 166 K€, charges qui avec le changement de nomenclature sont désormais mandatées sur ce chapitre de fonctionnement, alors qu'ils l'étaient sur le poste de charges exceptionnelles en 2023.

Nous notons qu'il a été nécessaire de revaloriser fortement le niveau de mandatement des créances irrécouvrables, cette charge supplémentaire étant uniquement due à l'annulation de la créance de la Ville à l'encontre de l'ancien exploitant du casino, dont la société a été liquidée.

Il est certain néanmoins que cette liquidation n'ayant à ce jour toujours pas été prononcée, il est possible que la Ville puisse récupérer une partie de ce montant.

Autres charges non négligeables, celles liées aux enfants grasseois scolarisés dans les communes environnantes, des conventions ayant été passées avec ces dernières pour compenser les charges liées.

Subventions et participations

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
SDIS	3 354	3 496	142	4,23%
Syndicats intercommunaux	5	34	29	580,00%
CCAS	3 400	3 200	-200	-5,88%
Caisse des écoles	61	61	0	0,00%
CTG	555	494	-61	-10,99%
Contrat de Ville	115	106	-9	-7,83%
Enfants scolarisés à l'extérieur	130	161	31	23,85%
Subventions aux associations	1 693	1 825	132	7,80%
OGEF Fénelon	361	365	4	1,11%
Indemnités élus	591	593	2	0,34%
Redevances diverses	32	9	-23	-71,88%
Créances irrécouvrables	37	281	244	659,46%
Opérations exceptionnelles de gestion		194	Ns	
Autres charges de gestion courante	10 334	10 819	485	4,69%

Atténuations de produits

Au contraire du FPIC qui évolue très peu d'années en années, le prélèvement SRU a été fortement majoré depuis 2024, puisqu'il atteint un montant sensiblement équivalent à 1 225 K€ / an équivalente à une augmentation de plus de 85% par rapport à la contribution de la Ville de 2023.

Elle pèse très lourdement sur le résultat de fonctionnement 2024.

Montants en K Euros	2023	2024	VARIATION 2023-2024	
			Volume	%
FPIC	477	504	27	5,66%
SRU	658	1 222	564	85,71%
Reversements CCAS et autres	54	44	-10	-18,52%
Atténuations de produits	1 189	1 770	581	48,86%

Les charges financières

La forte tendance haussière des taux d'intérêts qui avait été engagée en 2023 s'est relativement inversée sur 2024, avec une légèrement inflexion de nos charges.

Le taux moyen de la collectivité dont le niveau restera en dessous des 3 % reste tout de même influencé par les taux des emprunts structurés, qui restent eux très élevés, même si en volume ils représentent à peine plus de 2 % de nos encours.

Répartition de l'encours par index avant couverture	% de l'encours	Taux moyen
Taux fixes	66,90%	2,49%
Taux variables	30,10%	4.90%
Encours total	100,00%	2,97%

Dans les effets positifs en revanche, une nouvelle baisse de notre encours de dette au 31 décembre, comme cela a été le cas lors des 9 derniers exercices budgétaires.

			VARIATION 2023-2024	
Montants en K Euros	2023	2024	Volume	%
Charges financières	2 690	2 555	-135	-5,02%

Charges exceptionnelles et provisions

Les natures de dépenses désormais éligibles aux dépenses exceptionnelles sont très limitées avec le passage en M57.

En l'occurrence pour l'exercice 2024, elles sont représentées par les titres à annuler sur les exercices antérieurs, pour 140 K€.

Les 620 K€ de provisions concernent le changement de régime des provisions de budgétaires en semi-budgétaires.

			VARIATION 2023-2024	
Montants en K Euros	2023	2024	Volume	%
Charges exceptionnelles	117	141	24	20,51%
Concession SPL Centre Historique	25		-25	ns
Dotation initiale crématorium	100		-100	ns
Provision charges autres		620	620	ns
Totaux	242	761	519	214,46%

Les dépenses d'investissement :

Les six derniers exercices budgétaires ont connu un volume d'investissement dépassant de manière systématique les 10 000 K€, élément significatif d'une volonté de la collectivité de maintenir une politique d'investissement volontariste qui s'inscrit dans un environnement pourtant peu favorable.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses équipement	10 263	13 726	12 737	11 627	13 110	13 064
Evolution en pourcentage		33,74%	-7,21%	-8,71%	12,75%	-0,35%

En ce qui concerne les opérations déléguées, la fin des travaux du Campus tranche 1 dans l'ancien Palais de justice signe la fin des travaux délégués par la Communauté d'Agglomération ; les services techniques ayant été transférés, les travaux du campus 2 sont directement imputés sur le budget de la structure intercommunale.

Ces éléments expliquent la forte baisse de ce poste de dépenses

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Opérations déléguées et périls	30	165	2 447	4 231	1 631	428
Evolution en pourcentage		450,00%	1383,03%	72,91%	-61,45%	-73,76%

Le volume des travaux diminue avec celui du Campus, en revanche le niveau d'investissement de la commune sur son patrimoine reste au même niveau que celui de 2023.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Opérations d'investissement	10 293	13 891	15 184	15 858	14 741	13 492
Evolution en pourcentage		34,96%	9,31%	4,44%	-7,04%	-8,47%

Les principales réalisations pour ces dépenses sur 2024 sont :

En termes d'équipements :

Le renouvellement du parc automobile, le renouvellement de la téléphonie, le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en équipement pour les services.

En terme de superstructures :

Les bâtiments ayant fait l'objet de restauration et ou de réhabilitation sont principalement les suivants :

- Palais Episcopal ;
- Musée d'Art et d'Histoire de Provence ;
- Villa Fragonard ;
- Couvent de la visitation ;
- Centre technique municipal ;
- Tennis couverts de la Paoute ;
- Palais des Congrès ;
- De Croisset.

Ont été réalisés en parallèle les divers travaux de gros entretien des bâtiments communaux, des écoles et des crèches de sécurité incendie.

En termes d'infrastructures :

Les voiries et places qui ont connu des requalifications sont principalement les suivantes :

- Boulevard Maréchal Leclerc ;
- Boulevard Emile Zola ;
- Place du Petit Puy ;
- Cours Honoré Cresp ;

Ont été réalisés par ailleurs la piétonisation du centre-ville avec l'installation de bornes, le gros entretien des voiries et des ouvrages d'art.

Sur les infrastructures autres que la voirie, les investissements ont principalement concerné la rénovation de l'éclairage public et le gros entretien des espaces verts, des aires de jeux et des réseaux de défense et incendie.

En termes de renouvellement urbain :

La fin de la facturation des travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier, de Vercueil et Maurel et la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

Pour les périls et opérations réalisées pour comptes de tiers, les principaux ouvrages ont été réalisés sur les immeubles sis au 16 rue Charles Nègre, 122 boulevard Emmanuel Rouquier, 1 place Sainte Marthe.

Pour les opérations déléguées, elles concernent la tranche 1 du campus étudiant sis au Palais de Justice.

L'annuité en capital de la dette hors remboursement est volontairement maintenue à un niveau élevé (7 928 K€).

Dans les autres dépenses d'investissement, elles concernent essentiellement celle liée à l'avance de trésorerie versée par la Ville au bénéfice de la SPL pour faire face à ses besoins de financement pour l'opération Martelly dans le cadre de la concession centre historique pour 240 K€.

Les recettes d'investissement :

Les principales subventions de nos partenaires institutionnels encaissées en 2024 ont concerné la restauration du Palais Episcopal des places de la médiathèque, les travaux du vallon de Rastigny, les travaux du stade de Perdigon, la rénovation énergétique dans les écoles.

Les amendes de police ont connu encore une belle progression cette année (743 K€ pour 591 K€ en 2023).

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Subventions d'investissement	2 696	2 447	3 987	4 231	1 738	3 093
Evolution en pourcentage		-9,24%	62,93%	6,12%	-58,92%	77,96%

Le fonds de compensation de la TVA s'inscrit forcément en corrélation avec les dépenses d'équipement de l'année n-2, puisqu'il est calculé sur la base de 16,404 % des dépenses TTC, soit 1 572 K€.

Il connaît une forte régression cette année qui n'est pas directement proportionnelle à celle des investissements entre 2021 et 2022.

Cette différence s'explique d'une part par la plus forte proportion de dépenses non assujetties à la TVA comme les subventions d'équipement versées par exemple, mais également par la réforme mise en place par l'Etat élargissant le panel de dépenses devenues non éligibles au remboursement.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonds de compensation TVA	1 338	1 581	1 603	2 302	2 519	1 572
Evolution en pourcentage		18,16%	1,39%	43,61%	9,43%	-37,59%

En ce qui concerne la taxe d'aménagement, elle connaît une baisse de plus de 50 %, attendue certes avec la chute vertigineuse des autorisations d'urbanisme de ces derniers mois.

Il conviendra compte tenu du contexte actuel dans nos prévisions futures de se baser sur des hypothèses très prudentielles pour ce produit.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'aménagement	280	828	1 441	456	1 050	500
Evolution en pourcentage		195,71%	74,03%	-68,36%	130,26%	-52,38%

L'article 1529 du Code Général des Impôts est la base réglementaire de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme.

Elle est due par les propriétaires de terrains non bâti devenus constructibles par une modification du plan local d'urbanisme, la progression de cette taxe est donc étroitement liée avec l'évolution de ce dernier.

Toutefois, en l'absence d'éléments de référence permettant de calculer la plus-value, la taxe est alors calculée selon les règles antérieures sur une assiette égale aux 2/3 du prix de vente du terrain.

Il est certain que par son volume, elle devient une recette non négligeable pour la collectivité depuis l'année 2022.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe terrains devenus constructibles	21	19	32	152	272	82
Evolution en pourcentage		-9,52%	68,42%	375,00%	78,95%	-69,85%

Dans les autres principales recettes, nous retiendrons celles liées notamment aux opérations déléguées, pour 934 K€, la création du Campus étudiant.

Viennent ensuite les créances liées aux remboursements d'emprunts par la CAPG, le remboursement de la ligne de trésorerie versée à la SPL et le remboursement des travaux de réseaux effectués par la Ville sur les places de la médiathèque, leur montant total représentant 932 K€.

Les financements de l'investissement 2024 s'établissent donc ainsi :

	Montants en K€
Epargne Brute (Recettes Réelles-Dépenses réelles)	7 528
Fonds propres (FCTVA, taxes urbanisme, dons...)	2 227
Dette récupérable et créances particulier	692
Remboursement avance SPL	240
Subvention équipement	3 093
Recettes Délégation Maîtrise d'Ouvrage	934
Créances périls	152
Cessions foncières	1 005
Amortissement capital dette	7 928
Financement propre disponible	7 943

Pour la neuvième année consécutive, la Ville poursuit son désendettement, soit – 1 508 K€ entre 2023 et 2024.

La part d'emprunt affecté aux seules dépenses d'équipement représente moins de 49,15 % sur 2024, l'appel aux financements bancaires est minoritaire eu égard au financement par fonds propres et aux participations de nos partenaires institutionnels notamment.

Alors que notre engagement avec la Chambre Régionale des Comptes était de réduire notre encours de dette à 80 000 K€ au 31 décembre 2025, nous constatons qu'au 31 décembre 2024, notre volume de dette ne représente plus que 76 275 K€, soit un résultat obtenu de niveau supérieur à celui fixé.

INVESTISSEMENT 2024

DEPENSES REELLES	MONTANTS K€	RECETTES REELLES	MONTANTS K€
Dépenses d'équipement	13 064	Subventions équipement	3 093
Campus étudiant	276	Campus Etudiant	934
Avance SPL	240	Remboursement avance SPL	240
Diverses charges	7	Dette récupérable et créance	692
Remboursement capital dette	7 928	Emprunt mobilisé	6 420
Périls	152	Périls	152
		FCTVA et taxes d'urbanisme	2 227
		Epargne brute	7 528
Déficit reporté	5 101	Affectation	5 101
Fonds de roulement	624	Cessions foncières	1 005
Total Dotations	27 392		27 392

STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2024

1 - Dette globale en M€

Budget principal et budget annexe du crématorium, les états comptables délivrent les données ci-après qui représentent les capitaux restants dus (CRD) au 31 décembre 2024.

(en M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29	70.92	70.03
Budget annexe Crématorium	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.15	0.30
Dette nette globale	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29	71.07	70.33
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36	-1.89	-4.22	-4.22	-0.74

2 - Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29	70.92	70.03
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36	-1.89	-4.22	-4,37	-0.89

Commentaires sur l'évolution

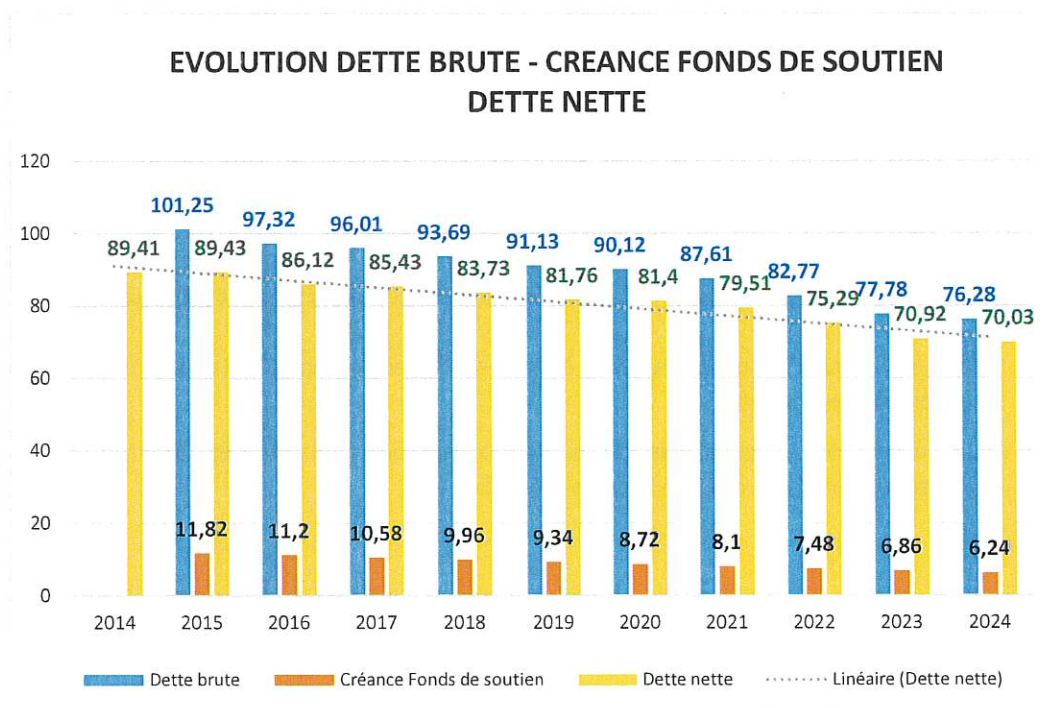
- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :

L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;

La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la ville a obtenu une aide très significative soit 12,4 M€ du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.

- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;

- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit ;
- 2021 : est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros ;
- 2022 : le volume d'investissement réalisé et le niveau d'emprunt mobilisé contribuent une nouvelle fois au désendettement de la ville ;
- 2023 : malgré la nouvelle progression du volume de réalisation en dépenses d'équipement, le niveau de désendettement du budget principal a encore été très important, soit plus de 6 % de l'encours sur cette seule année.
- 2024 : le désendettement se poursuit une nouvelle fois cette année tout en gardant un niveau d'investissements élevé.



Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la ville (99,57 % à fin 2024).

Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont concentrées sur la dette du budget principal.

Analyse des variations dette brute 2024 et prospective 2025 en M€

En M€	2024	2025
Emprunts nouveaux LMT	6,42	+8,38
Amortissements	-7,93	-8,38
Variation dette brute	-1,51	-0,00

Pour 2024 apparaissent très clairement :

- Un emprunt contracté auprès de la Caisse Epargne pour **3 M€ (taux variable livret A + 0,60 %)** pour le financement des investissements 2024 ;
- Un tirage sur l'emprunt de la Banque Postale pour **2,5 M€ (taux fixe de 3,35 %)** ;
- Une ligne de financement sous forme d'avance remboursable « INTRACTING » pour **0,920 M€ (rémunération des fonds propres de la Banque des Territoires à un taux d'intérêt fixe de 0.25 %)** pour le financement des travaux de rénovation de l'éclairage public ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour 0,62 M€.

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Nous veillons à ce que systématiquement, les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE au 31 décembre 2024

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

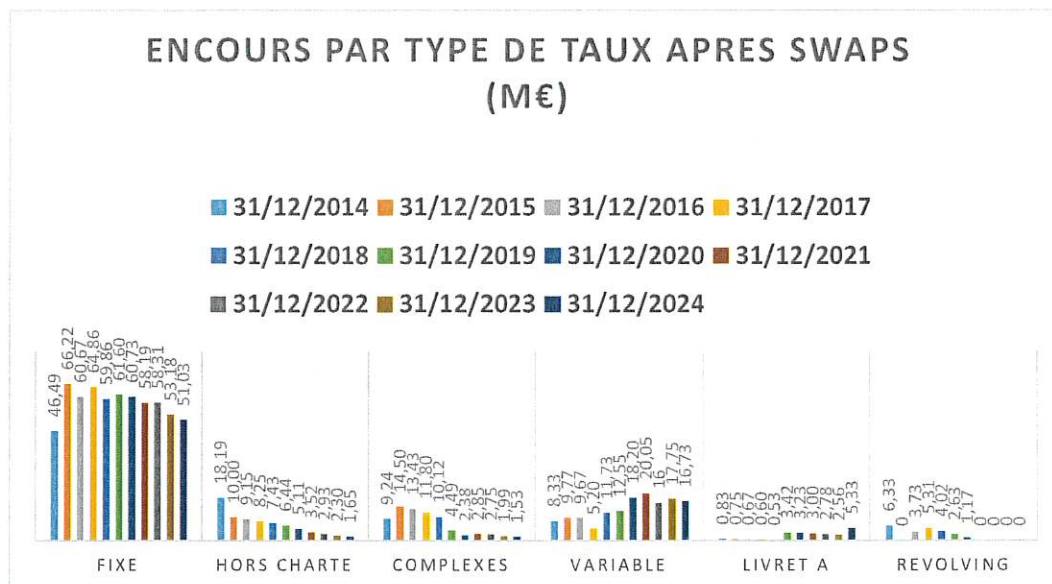
	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	58,19	66,42%
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	3,52	4,02%
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	2,85	3,25%
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,42%	20,05	22,89%
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	3,00	3,42%
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		0,00%
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	87,61	100,00%

	31/12/2022		31/12/2023		31/12/2024	
	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	58,31	70,45%	53,18	68,37 %	51,03	66,90 %
Hors charte	2,93	3,54%	2,30	2,96 %	1,65	2,16 %
Complexes	2,75	3,32%	1,99	2,56 %	1,53	2,01 %
Variable	16,00	19,33%	17,75	22,82 %	16,73	21,94 %
Livret A	2,78	3,36%	2,56	3,29 %	5,33	6,99 %
	82,77	100,00%	77,78	100,00 %	76,28	100,00 %

Après swaps, à fin 2024, la dette à taux fixe représente 66,90 % de la dette totale, 28,92 % sont à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 2,16 % de notre dette brute.



Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque						
		moins élevé		Plus élevé				
		A	B	C	D	E	HC	Total
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€
élevé	1	73,09	1,53					74,62
	2							
	3							
	4							
	5							
	HC						1,65	1,65
	Σ	73,09	1,53				1,65	76,28
	%	95,83 %	2,01 %				2,16%	100,00 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

A fin 2024, leur volume a été réduit de plus de 90 % pour s'établir à 1,65 M€.

Taux moyens d'endettement avant couverture

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0.50
2022	2.07	+0.07
2023	2.82	+0.75
2024	2.97	+0.15

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;
- En 2018, la majorité des tirages a été effectuée sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses ;

- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
 - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 % ;
 - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % ;
- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
 - La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
 - La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquées.
 - Le sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.
- En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Ces augmentations successives ont impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également sur les taux en vigueur pour notre encours de dette, ce qui explique la légère augmentation à hauteur de 0.07 % de notre taux moyen d'endettement pour cette année.
- L'année 2023 voit son taux moyen augmenter de 0,75 %, conséquence directe de l'augmentation des taux directeurs des banques centrales en 2023 et impactant de fait les taux variables de notre encours de dette.
- L'année 2024 voit une nouvelle fois son taux moyen augmenter de 0,15 %, toutefois en diminution par rapport à l'année 2023 eu égard à la baisse des taux directeurs des banques centrales en 2024.

DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31 décembre 2024 (budget principal)

- Au 31 décembre 2024, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Au 31 décembre 2024, la dette « hors charte » et le « taux complexes » est répartie ainsi :						
Banque prêteuse	Réf.	Type	Avec swaps		Total	
	Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte						
Natixis HC	309	Struct	1	1.647	1	1.647
			1	1.647	1	1.647
Financements Complexes						
SG B1	325	Struct	1	1.530	1	1.530
TOTAL		struct	1	1.530	1	1.530

Un produit reste classé en « Hors Charte », soit de l'ordre de 2,15 % du portefeuille de dettes.

La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 1,647 M€ entre fin 2014 et fin 2024.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2024
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	1,647
	TOTAL en EUR	1,647

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE au 31 décembre 2024

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.24		31.12.25	
	M€	%	M€	%
Fixe	51,03	66,90	51,96	68,13
Complexes	1,53	2,01	1,04	1,36
Hors Charte	1,65	2,16	1,23	1,61
Variable	16,73	21,94	17,20	22,55
Livret A	5,33	6,99	4,84	6,35
	76,28	100,00	76,28	100

Pour 2025 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements dont le montant est estimé à 8,38 M€, de façon à maintenir l'encours de dette de la Ville constant.

CADRE PLURIANNUEL 2025-2029

1. Contexte économique, inflation et taux d'intérêts d'emprunts qui restent élevés

Pour 2025, la conjoncture devrait sensiblement s'améliorer mais le niveau d'inflation devrait rester à un niveau peu élevé soit autour des 2 %, ayant un impact direct donc plus mesuré sur les coûts de fonctionnement des collectivités notamment sur les postes liés à l'énergie, aux fournitures de matériaux de construction et aux prestations de service.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, la baisse des taux directeurs de ces derniers mois offre un soulagement global en abaissant le coût du crédit.

Il est vrai que les réductions successives des taux directeurs de la BCE ont eu un effet immédiat sur les taux monétaires réduisant notamment les taux Euribor. Cette baisse diminue ainsi le coût du financement pour les banques, qui bénéficient donc d'un meilleur accès aux liquidités.

Les collectivités locales comme la Ville de Grasse restant largement tributaires des taux monétaires sur leurs encours en taux variables pourront ainsi profiter de cette tendance baissière en 2025. Nous devons rester très vigilants dans la mesure où cette tendance baissière pourrait s'inverser ou en tout cas être très ralentie en cas de reprise de l'inflation.

Attention néanmoins aux effets liés aux perspectives de croissance quasiment nulles en zone euro voire de récession, tout comme les prévisions négatives quant à la notation de la France risquent de faire de nouveau grimper les taux. Il est certain que les réformes structurelles attendues pour réduire les déficits publics ne sont pas aux niveaux attendus.

2. Ressources fiscales : une stabilisation des recettes, mais sans hausse notable

En raison de la contraction du marché immobilier, les recettes provenant des Droits de Mutation à Titre Onéreux ont connu des baisses successives entre 2022 et 2023 puis entre 2023 et 2024.

Les experts se rejoignent néanmoins sur une reprise du marché en 2025 avec un rebond significatif.

Ces tendances ne se confirmeront néanmoins que si les niveaux espérés de déflation et de décrue des taux d'intérêt sont atteints d'une part, mais pas seulement.

Il sera aussi essentiel que les conditions d'octroi de crédit par les banques s'améliorent également et que les marges appliquées par les banques soient réduites, ce qui facilitera l'accès aux crédits.

Le point de bascule est attendu pour le printemps 2025.

Autre recette conjoncturelle, celle de la taxe de séjour qui pourrait encore croître en 2025.

Grâce à la relance du tourisme, en particulier dans les zones littorales et alpines, les recettes de la taxe de séjour pourraient croître de 5 % en 2025.

3. Dotations de l'État : ajustements et nouveaux fonds ciblés

Les perspectives pour 2025 indiquent un léger abondement de 290 millions d'Euros pour la Dotation Globale de Fonctionnement, néanmoins comme cela avait été le cas l'année dernière nous n'anticipons pas pour la Commune de complément de dotation.

Par ailleurs l'ajustement du Fonds Vert par une réduction importante de 2,5 à 1,15 Md€, soit équivalente à plus de 50 %, semble à l'opposé des recommandations faites par l'Etat aux collectivités pour investir dans la transition énergétique.

L'année 2025, comme les années qui suivront, sera une année de stabilisation relative, avec des ressources fiscales contraintes.

Les collectivités locales, comme la commune de Grasse, devront ainsi poursuivre une gestion rigoureuse de leurs dépenses, notamment en personnel et en énergie, tout en recherchant les aides spécifiques de moins en moins nombreuses pour financer leurs priorités.

4. Quelles pistes d'économies rapidement mobilisables

L'évaluation de nos politiques publiques en les répartissant par activité reste une priorité et doit se traduire au niveau opérationnel par des revues de dépenses, de façon à dégager des marges de manœuvre financières et ainsi réorienter les crédits budgétaires vers nos politiques publiques considérées comme prioritaires.

Ce travail engagé dès 2025 doit permettre la mise en œuvre de propositions sur le court et moyen terme, de façon à respecter une trajectoire contrainte d'augmentation de nos dépenses sur les années à venir, tels sont les enjeux.

La fiscalité directe

Nous l'évoquons tous les ans, la fiscalité représente la principale ressource de notre collectivité.

Nous avons tout intérêt donc à ce que notre travail d'optimisation en lien avec les services fiscaux se poursuive.

Pour les années à venir, nous ciblerons plus particulièrement les pistes soulevées par notre audit fiscal et en l'occurrence le travail sur les catégories, sur les locaux vacants.

En ce qui concerne l'évolution du produit, nous retenons une évolution des bases forfaitaires de 1,7 % puis de 3 % en moyenne sur les années suivantes, un pourcentage équivalent à la moyenne constatée ces 5 dernières années.

En ce qui concerne l'évolution du produit du coefficient correcteur, il est rappelé que ce dernier est déterminé par la différence entre la perte du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales et celui désormais perçu par le transfert du département du foncier bâti ; il devrait donc également évoluer dans les mêmes proportions que celles liées à l'évolution forfaitaire des bases fiscales.

Élément essentiel dans la construction budgétaire, la prise en compte des mesures annoncées par le gouvernement quant à la future participation des collectivités locales au redressement des finances publiques, comme cela avait été déjà le cas lors du mandat du Président de la République, Monsieur Hollande.

Le fonds de réserve DILICO (Dispositif de Lissage conjoncturel) ayant été créé nous anticipons un prélèvement de 500 K€ annuel sur les ressources fiscales de la Commune sur toute la période examinée.

Même si un reversement est prévu, sur les 3 années suivantes aux collectivités contributrices, nous ne connaissons pas à ce jour les conditions de ce reversement.

Cette hypothèse prudentielle nous permettra de nous garantir dans nos futures constructions budgétaires car il est certain que compte tenu du contexte la question du prélèvement des ressources des collectivités sera à l'ordre du jour des prochaines Lois de Finance.

Pour faciliter notre analyse budgétaire, les recettes et dépenses d'ordre budgétaires qui sont des opérations purement comptables et n'ayant par définition pas d'impact budgétaire ne sont pas évoquées. Dans ce sens, seules les recettes et dépenses réelles font l'objet de notre prospective.

La fiscalité directe

Compte tenu de ces éléments, l'évolution du produit fiscal pourrait être la suivante, les montants étant exprimés en K Euros :

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produit taxes foncières	27 982	28 327	29 176	30 052	30 953	31 882
Produit THRS	3 247	3 303	3 402	3 504	3 610	3 718
Rôles supplémentaires	230	150	150	150	150	150
Coefficient correcteur	8 053	8 190	8 436	8 689	8 949	9 218
Prélèvement		-500	-500	-500	-500	-500
Produit Total	39 512	39 470	40 664	41 895	43 162	44 467

L'attribution de compensation

Le montant de l'attribution de compensation de 2024 avait été réévalué de 156 K€, ces recettes supplémentaires étant destinées à financer la prise en charge des dépenses liées à la gratuité des transports pour les personnes âgées.

Sur 2025 et 2026 en revanche, elle sera revue à la baisse pour la prise en compte des dépenses réalisées d'eaux pluviales cette fois-ci par la Communauté d'Agglomération dans le cadre du sinistre Fragonard, soit environ 175 K€, ces dépenses étant lissées sur 2 années, soit 88 K€/an environ.

Par ailleurs, la révision des charges à la hausse liée au transfert de la DGST à la CAPG pour un montant de 90 K€ aura également un impact par une réduction équivalente de l'attribution de compensation.

A compter de 2027, les charges liées au financement des eaux pluviales étant soldées, l'attribution de compensation sera revue à la hausse de 88 K€.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Attribution de compensation	13 058	12 880	12 880	12 968	12 968	12 968

Les autres taxes

Le FNGIR permet d'assurer à chaque collectivité territoriale, par l'intermédiaire d'un prélèvement ou d'un reversement, que les ressources perçues après la suppression de la taxe professionnelle sont identiques à celles perçues avant cette suppression. Les montants ainsi reversés à la Ville de Grasse au titre du FNGIR sont fixes et reconduits chaque année.

Ce produit fixe offre une stabilité aux collectivités territoriales et n'est pas structurellement pénalisant pour les contributeurs, notamment ceux qui ont connu depuis 2010 un dynamisme de leur fiscalité économique. Nous maintenons donc son montant sur l'ensemble de la période observée à 157 K€.

Les droits de place constituent par leur définition une redevance d'occupation sur le domaine public, les tarifs sont donc fixés par la commune.

Nous faisons néanmoins évoluer leur produit de 45 à 65 K€ sur la période examinée, compte tenu de la dynamique constatée ces derniers exercices

La taxe sur les pylônes électriques est liée à l'article 1519 A du CGI qui a institué une imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est au moins égale à 200 kilovolts.

Nous ne connaissons pas les tarifs de 2025, ceux de 2024 étaient d'environ 3 K€ pour les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est comprise entre 200 et 350 kilovolts et de 6 K€ pour ceux supportant des lignes électriques dont la tension est supérieure à 350 kilovolts.

Ce produit est notifié aux communes avec les autres produits constitués par la fiscalité directe de la commune. Son évolution dépend donc du développement des réseaux électriques sur le territoire de la commune.

N'ayant pas de visibilité sur ce sujet, nous maintenons son montant à l'identique sur la période examinée soit 38 K€ par an.

La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)

Cette taxe fait suite à la réforme du PLF pour 2021 en supprimant les taxes locales d'électricité pour les transférer à la TICFE.

Le calcul de la part communale s'établit notamment à partir des consommations des années précédentes et son produit est désormais collecté comme l'impôt au niveau de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour son évolution, elle reste difficile à estimer et dépendra des habitudes de consommation, dans ce sens nous la faisons peu évoluer sur la période, soit entre 20 et 30 K€/an équivalent à une progression annuelle de 2,5 %.

Autre produit la Taxe sur la Publicité Extérieure (TLPE)

Il est rappelé que cette taxe est facultative, étant instaurée à l'initiative des communes.

Elle concerne toutes les entreprises qui exploitent des supports publicitaires fixes, visibles et situés à l'extérieur. Le montant de cette taxe varie en fonction de la population mais également selon qu'il s'agisse d'un dispositif publicitaire, d'une préenseigne ou d'une enseigne.

Pour la Ville de Grasse, ce produit représente plus de 300 K€ et devrait connaître une évolution relativement limitée à celle des révisions des indices. Il est ainsi qu'entre 2025 et 2029, le produit inscrit passe de 305 à 325 K€.

La taxe de séjour, elle, constitue un vrai motif de satisfaction quant à son évolution constatée sur ces dernières années, même si nous sommes néanmoins conscients que seule l'implantation de futurs hôtels sur le territoire de la commune pourra générer une évolution beaucoup plus significative que celle connue ces dernières années.

A contrario nous pouvons dire également que ce manque d'hôtels a certainement contribué aux développement important de nombreux hébergements dits « non professionnels », développement significatif par ailleurs d'une véritable attractivité du territoire de la commune et de sa situation géographique.

Aujourd'hui notre fichier hébergeurs ne comporte pas moins de 400 adresses, tout en sachant que ce fichier ne cesse d'évoluer. Il est certain que les données désormais transmises par les hébergeurs numériques comportent un niveau de détail suffisamment renseigné pour que l'on puisse le comparer avec le nôtre, ce qui explique sa mise à jour régulière.

Pour notre prévision, nous considérons que cette taxe va continuer à évoluer d'autant plus avec l'arrivée probable d'infrastructures hôtelières sur la période (475 K en 2025... 575K€ en 2029).

Enfin, la reprise du casino par un nouvel exploitant laisse augurer de belles perspectives pour le produit des jeux ; nous restons sur une prévision prudentielle par rapport à leur prévision de chiffre d'affaires sur 2025 soit 120 K€, puis plus ambitieux à compter de 2026.

Compte tenu des perspectives de chiffres d'affaires attendues par le futur exploitant, nous faisons évoluer cette taxe jusqu'à 300 K€ en 2029.

Les droits de mutation à titre onéreux constituent, dans une moindre mesure que la fiscalité directe certes, une ressource essentielle pour notre collectivité.

Ce produit qui a représenté jusqu'à 4 700 K€ environ en 2022 reste néanmoins extrêmement sensible au contexte économique et géopolitique.

Il est vrai qu'après la frénésie de 2022, période post crise sanitaire où le volume des transactions immobilières avait atteint un niveau jamais connu jusqu'alors, la guerre en Ukraine, l'inflation et la pression à la hausse des taux d'intérêt avaient lourdement impacté son évolution.

Il est ainsi qu'entre 2022 et 2023, les droits de mutation ont chuté de près de 19 %, comme entre 2023 et 2024.

Pour 2025 et les années suivantes, il est vrai que la pause inflationniste sur les taux d'intérêt a permis un léger rebond du marché immobilier, rebond qui se confirmera une fois cette tendance renforcée.

Les prévisions pour 2025 restent néanmoins relativement incertaines, d'autant plus que les variables d'influence, qui avaient par leur mouvement lourdement impacté le produit de ces taxes, sont toujours présentes aujourd'hui. Il ne faut pas négliger par ailleurs les conséquences des mesures mises en place par le gouvernement pour aider les départements par une hausse des taux des droits de mutation, hausse qui se répercutera par voie de conséquence sur les frais notariés.

Tous ces éléments nous laissent penser que le rebond attendu sur le marché immobilier n'aura pas lieu avant le deuxième semestre 2025 et pour ces raisons, nous anticipons une augmentation très progressive de ce produit tout au long de la période examinée.

Au budget 2025, 3 300 K€ sont inscrits (à comparer aux 3 127 K€ de 2024 et aux 3 861 K€ de 2023).

La Dotation de solidarité communautaire a pour principal objectif d'assurer la répartition d'une partie de la croissance des ressources communautaires aux communes membres.

Le changement des plafonds minimum des différentes catégories de CFE ont permis à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse de dégager des ressources complémentaires qu'il convient de répartir entre les communes membres.

Il est ainsi que les règles de fonctionnement de cette dotation sont fixées par l'article L5211-28-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit notamment que : « Lorsqu'elle est instituée, la dotation de solidarité communautaire est répartie librement par le conseil communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

- 1- d'une part de l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- 2- d'autre part de l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de la Communauté d'Agglomération.

En ce qui concerne la commune de Grasse, cette Dotation n'avait plus été perçue depuis 2014 ; il est ainsi qu'en tenant compte des ressources fiscales dégagées par la Communauté d'Agglomération et de sa répartition, un produit fiscal d'environ 680 K€ est dégagé pour 2025, montant que nous proposons de pérenniser sur la période examinée à 650 K€ / an.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
FNGIR	157	157	157	157	157	157
Droits de place	47	45	50	55	60	65
Taxes sur les pylones électriques	37	38	38	38	38	38
Taxe consommation finale électricité	1 215	1 220	1 250	1 270	1 300	1 330
Taxe de séjour	465	475	500	525	550	575
Produit des jeux	0	120	250	300	300	300
Taxe locale publicité extérieure	304	305	310	315	320	325
Droits de mutation	3 127	3 300	3 700	4 000	4 250	4 500
Dotation de solidarité communautaire		680	650	650	650	650
Produit autres taxes	5 352	6 340	6 905	7 310	7 625	7 940

Comme en 2024, **l'enveloppe globale de fonctionnement (DGF)** attribuée à la Ville de Grasse devrait se révéler relativement stable.

Pour les variables constitutives de cette dotation, **la Dotation Forfaitaire** notamment dépend essentiellement de la population INSEE. Fort de ses informations et constatant notamment que la Ville de Grasse perdait de manière habituelle et régulière ces dernières années des habitants au niveau de la population INSEE, un rendez-vous a été mis en place entre l'institut et les services de la Ville pour une explication argumentée.

Les éléments recueillis lors de cette réunion ont permis de déterminer une stratégie à mettre en place par la Ville et notamment comparer les fichiers mis à disposition par l'institut avec ceux dont dispose la Ville afin d'identifier les incohérences.

Pour effectuer ce rapprochement, une cellule de deux agents municipaux a été affectée à cette mission à plein temps pour contrôler l'ensemble des données.

Les résultats de ces travaux seront communiqués une fois validés par l'INSEE ; nous pouvons néanmoins d'ores et déjà annoncer que ces derniers sont plus qu'encourageants et devraient permettre une mise à jour relativement importante de la population de la commune.

Cette mise à jour ne pourra pas être effective avant 2026.

En ce qui concerne 2025, il ne faut pas oublier qu'en 2024, le Projet Loi de Finances avait été plutôt favorable à cette dotation, ce qui ne sera probablement pas le cas sur 2025.

Compte tenu de ces éléments, nous revoyons la DGF à la baisse sur 2025 pour la faire progresser à compter de 2026 avec la mise à jour de la population, cette dotation étant maintenue constante après cette date.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dotation forfaitaire	3 936	3 850	4 100	4 100	4 100	4 100

Pour ce qui concerne la Dotation de solidarité urbaine, nous ne sommes plus éligibles depuis 2017 et nous nous écartons de plus en plus chaque année des critères d'éligibilité, les différentes réformes effectuées et destinées à minorer la part garantie par écrêtements successifs ayant des effets d'autant plus négatifs pour la Ville de Grasse, que la valeur relative de nos indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier) ne nous place plus désormais parmi les communes les plus défavorisées.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dotation Solidarité Urbaine	0	0	0	0	0	0

Nous nous faisons cette réflexion tous les ans, un vrai risque de perte de Dotation Nationale de Péréquation pèse sur notre collectivité dans le sens où les potentiels fiscaux et financiers de la Commune pourraient progresser plus que la moyenne des évolutions constatées pour l'ensemble des communes.

Néanmoins, nous manquons de visibilité quant à la mise en application de ces éléments de réforme ; nous prévoyons donc une dotation légèrement revue à la baisse sur les prochaines années, passant de 550 à 350 K€ sur la période étudiée.

Montants en K€uros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dotation nationale de péréquation	580	550	500	450	400	350

Autres dotations et participations

Les dispositions du **FCTVA** ont été modifiées de façon substantielle en 2016, élargissant son éligibilité aux dépenses d'entretien sur les bâtiments publics et sur la voirie ; une partie de ce fonds est donc comptabilisée sur la section de fonctionnement de la Ville, ces dépenses ayant pour objectif de conserver le patrimoine du bénéficiaire du fonds dans de bonnes conditions d'utilisation.

Les volumes de ces dépenses d'entretien variant peu d'années en années, nous maintenons son volume de remboursement sensiblement équivalent à celui de 2024, soit 100 K€.

La Dotation Générale de Décentralisation est liée d'une part aux décentralisation effectués par les services de l'Etat avec le transfert des compétences transférées par l'Etat aux communes (service communal d'hygiène et de santé et état-civil pour l'instruction des passeports biométriques), d'autre part aux dotations de la DRAC dédiées aux services culturels (MAHP, Médiathèque, Villa Fragonard).

Les montants connus sont ceux liés aux transferts de compétences, au contraire de ceux liés aux dotations de la DRAC. Pour cette dernière, elle sera largement diminuée (de 558 K€ à 375 K€) en 2025, dans la mesure où les participations liées à l'extension des heures d'ouverture de la médiathèque se sont terminées en 2024 ; Pour autant le ministère de la Culture a annoncé la création d'une enveloppe supplémentaire pour soutenir l'extension des horaires des bibliothèques situées dans les quartiers prioritaires. Dans ce sens nous prévoyons un retour de cette participation à compter de 2026.

Pour les participations du département et de la Région, celles-ci dépendant fortement de l'activité événementielle, leurs volumes évolueront en adéquation et c'est donc pour cela que nous limiterons leur inscription à 100 K€.

En ce qui concerne les participations des **communes du Groupement FP** (fiscalité propre) ou hors groupement, elles sont liées aux conventions qui nous lient avec les autres communes pour l'hébergement des élèves grasseois.

Pour **les participations CTG**, depuis le 1^{er} janvier 2020, il n'était plus possible pour une collectivité territoriale de renouveler ou de signer un Contrat enfance jeunesse (CEJ) avec sa Caisse d'allocations familiales, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) devenant la Convention Territoriale Globale (CTG).

Les participations sont désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal que nous stabilisons à 500 K€/an entre 2026 et 2029.

En ce qui concerne les allocations compensatrices, elles permettent de compenser les pertes de produit fiscal des communes liées aux mesures mises en place par l'Etat lors des différentes lois de finance et en l'occurrence celle de 2021, qui a accordé un abattement de 50 % des valeurs locatives pour les locaux industriels.

Nous faisons évoluer cette compensation en adéquation avec celle forfaitaire des bases fiscales.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
FCTVA	105	100	100	100	100	100
Dotations générales de décentralisation	558	375	525	525	525	525
Participation département et région	122	100	100	100	100	100
Communes du GFP	58	65	65	65	65	65
Communes hors GFP	48	45	45	45	45	45
Participations CEJ- CTG et autres	504	450	500	500	500	500
Allocations compensatrices DCRTP, TFS, FNGIR	1707	1 723	1 774	1 828	1 883	1 939
Total autres dotations	3 102	2 858	3 109	3 163	3 218	3 274

Produit des services

Même si ce produit a connu une bonne dynamique ces dernières années, il reste encore des sources d'amélioration de ce dernier par la mise en place d'une tarification ajustée et adaptée.

Une tarification ajustée permet de rendre les services accessibles aux populations aux revenus modestes, tout en garantissant la participation de tous les segments de la population.

Cela ne doit pas nous empêcher par ailleurs d'avoir une réflexion sur la nécessité d'optimiser les ressources communales, en adaptant les profils et les usagers pour avoir une meilleure couverture des coûts.

Nous pourrions également dans certains cas instaurer une tarification attractive, de façon à attirer un plus grand nombre d'usagers, augmentant ainsi l'impact positif d'une activité.

Ce travail passera notamment par une adaptation des coûts en identifiant les coûts fixes et variable des services rendus. L'analyse des dépenses associées à chaque activité permettra de mieux comprendre les coûts réels et ainsi définir un prix de base.

La mise en place d'une tarification adaptée pourra être modulée en fonction de nombreux critères comme par exemple le niveau de revenus, l'âge de l'utilisateur, la fréquence d'utilisation. Il sera nécessaire par ailleurs d'effectuer une comparaison avec les tarifs pratiqués par des communes similaires, ce qui nous permettra de nous aligner sur les tendances et ainsi nous assurer que notre tarification reste attractive.

La tarification différenciée pour certains services pourrait être étudiée, elle permettrait par exemple de faire une distinction entre les résidents et les non-résidents de la commune, avec des prix légèrement plus élevés pour ces derniers. Nous sommes bien conscients enfin qu'un ajustement des tarifs en fonction des revenus des foyers permettra une forme d'équité sociale, pour permettre à tous d'accéder aux équipements et services publics.

Cette approche doit nous conduire et contribuer à une gestion plus équilibrée des services communaux en renforçant à la fois l'équité sociale et l'efficacité économique, pour répondre au mieux aux besoins des habitants de la commune.

Dans les objectifs que nous nous sommes fixés, il est évident que ce travail de fond s'inscrira dans un calendrier assez long, néanmoins nous souhaitons dès cette année mettre en place un recueil de tarifs qui centralisera l'ensemble des prix ou redevances applicables aux services publics ou prestations que propose la commune. L'élaboration de ce document nous paraît indispensable pour garantir la transparence et l'équité dans les relations entre la collectivité et ses usagers ; il permettra de toute façon d'avoir un affichage de l'ensemble des tarifs de la commune.

Ce recueil de tarifs constitue ainsi un outil de pilotage essentiel pour la collectivité afin d'assurer une gestion efficace des ressources communales, car il ne faut pas oublier que sur ce chapitre en particulier, le ratio de produit par habitant est largement inférieur à ceux moyens des communes de la strate, même si ces ratios datent de 2023. Nous sommes bien conscients néanmoins que ce travail de fond s'inscrit dans le moyen terme et pour cette raison, nous ne prévoyons pas de résultats probants sur le court terme.

Produits des services et du domaine par habitant pour 2023 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 50 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 117 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 122 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 144 €/ habitant.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Concessions cimetières	131	130	140	150	160	170
Redevances domaine public commercial	79	80	90	100	110	120
Redevance occupation domaine public	380	370	380	390	400	410
Autres droits de location	12	10	10	10	10	10
Redevances de stationnement	345	350	350	350	350	350
Forfaits post stationnement	127	130	135	140	145	150
Redevances abris de bus et OTDP	257	260	265	275	280	285
Redevances à caractère culturel	229	230	235	240	245	250
Redevances à caractère sportif	2	2	2	2	2	2
Redevances à caractère de loisirs	203	205	210	215	220	225
Frais de contrôle DSP	0	0	0	0	0	0
Autres prestations de services	66	65	65	65	65	65
Mise à dispo GFP rattachement	20	20	20	20	20	20
Remboursements personnels et frais	103	100	105	110	115	120
Rembours.frais collectivité de rattachement	83	20	20	20	20	20
Remboursements de frais d'autres redevables	614	450	500	500	500	500
Produits activités annexes	24	210	15	15	15	15
Total produits des services	2 675	2 632	2 542	2 602	2 657	2 712

Atténuations de charges

Ces produits traitent des remboursements de charges de personnels des agents municipaux.

Sont ainsi concernés notamment ceux liés aux accidents de travail et aux maladies, les produits inscrits sont ceux généralement constatés.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Remboursements de personnel	305	300	300	300	300	300
Total atténuations de charges	305	300	300	300	300	300

Produits de gestion courante

La Ville reste confrontée à une faiblesse structurelle de ses ressources, dont une partie est forcément imputable à des contrats anciens comme certains baux emphytéotiques générant des recettes plus que modestes. Ces éléments avaient d'ailleurs été repris par la Chambre Régionale des Comptes dans son dernier rapport.

En ce qui concerne **les loyers**, leurs révisions s'appliquent de manière systématique sur les contrats en cours. Pour les nouveaux contrats, ils font l'objet d'une étude notamment économique.

Pour **les concessions**, les derniers contrats ont été négociés, dans ce sens les redevances liées vont fortement évoluer sur la période examinée.

Sur le Golf de la Grande Bastide à Châteauneuf de Grasse, les investissements à réaliser et réalisés aujourd'hui en début de concession ont un impact sur la redevance, cette dernière étant plafonnée à 100 K€/annuel jusqu'en 2025.

En revanche, les dépenses pour le concessionnaire diminuant à compter de 2026, la redevance est fortement réévaluée de 100 à 180 K€. Un nouveau niveau de redevance est mis en place dès 2036, la redevance connaissant son dernier palier pour atteindre 220 K€. Sur ce montant, la Ville de Grasse encaisse 70 %, le solde soit 30 % étant au bénéfice de la mairie de Châteauneuf.

Il ne faut pas oublier par ailleurs qu'une indexation sur le chiffre d'affaires a été instaurée pour un complément de loyer, cette dernière représentant ainsi une ressource non négligeable.

Concernant la restauration scolaire, le schéma retenu est le même avec une redevance progressive en fonction des investissements à réaliser pour le concessionnaire et notamment ceux liés à la mise en conformité, au réaménagement et à l'extension de la cuisine centrale, mais également la salle de restauration de la Rotonde.

Ces équipements étant rétrocédés en fin de concession, la collectivité a tout intérêt donc à ce que ces réalisations soient de la meilleure qualité.

Cette concession fait l'objet de plusieurs redevances dont celle pour le contrôle de la concession, celle liée à la mise à disposition des biens et enfin celle pour les repas extérieurs, la Ville de Grasse tirant un bénéfice certain du fait que son outil de production puisse également être utilisé pour la production de repas pour les autres communes.

Pour l'année 2023-2024, la redevance globale liée à la seule restauration scolaire a représenté à elle seule environ 275 K€, sachant que l'année 2024-2025 verra la part fixe de la redevance pour les repas extérieurs doublée de 50 à 100 K€.

En ce qui concerne les produits exceptionnels divers qui se résument aux divers remboursements de sinistres, aux amendes de domaine public voire aux annulations de dépenses trop rattachées les années précédentes, même si ce poste a représenté près de 800 K€, nous préférons le réduire de près de 40 % par principe de prudence sur la période examinée pour le ramener à 530 K€/an.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Revenus des immeubles	844	870	880	890	900	910
Redevances concessions	401	325	335	345	355	365
Autres produits de gestion courante	839	530	530	530	530	530
Total Produits de gestion courante	2 084	1 725	1 745	1 765	1 785	1 805

Produits financiers :

Ce poste de recettes est principalement constitué par le fonds de soutien perçu par la Ville en réalisation d'une opération de désensibilisation, les autres produits concernent les remboursements d'emprunts de la CAPG et les produits des swaps.

Les remboursements de la Communauté d'Agglomération sont liés avec les transferts de compétence occasionnant la mise à disposition d'équipements dont une partie ont été financés par des emprunts.

Le Musée International de la Parfumerie, le campus universitaire et l'escrime sont concernés.

En ce qui concerne l'escrime, l'année 2024 constitue la dernière échéance, ce sera l'année 2029 pour le MIP et l'année 2040 pour le campus universitaire.

Enfin, le dernier poste enregistré sur ce chapitre concerne le produit réalisé par les instruments financiers appelés « swaps ».

Eu égard aux différentes opérations de désensibilisation effectués par la ville, de nouveaux produits n'ayant par ailleurs pas été souscrits depuis, seuls deux contrats de couvertures voient leur maturité aller au-delà de 2024.

Pour cette raison, les enjeux en termes de volumes financiers se sont largement réduits.

Montants en K Euros	2025	2025	2026	2027	2028	2029
Créances GFP	65	40	35	25	15	5
Fonds de soutien	622	622	622	622	622	622
Produits activités annexes	8	10	10	10	10	10
Total produits financiers	695	672	667	657	647	637

Produits exceptionnels :

Les produits exceptionnels étant par définition imprévisibles, leur évolution est aléatoire.

Le passage à la M57 ayant par ailleurs fortement limité les dépenses éligibles, nous limitons ce produit à 100 K€ annuels.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits exceptionnels hors cessions foncières	40	100	100	100	100	100
Reprise sur provisions	620					
Total produits exceptionnels	660	100	100	100	100	100

RECAPITULATIF RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT :

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produit total fiscalité	39 512	39 970	41 164	42 395	43 662	44 967
Attribution de compensation	13 058	12 880	12 880	12 968	12 968	12 968
FNGIR	157	157	157	157	157	157
Droits de place	47	45	50	55	60	65
Taxes sur les pylônes électriques	37	38	38	38	38	38
Taxe consommation finale électricité	1 215	1 220	1 250	1 270	1 300	1 330
Taxe de séjour	465	475	500	525	550	575
Produit des jeux	0	120	250	300	300	300
Taxe locale publicité extérieure	304	305	310	315	320	325
Droits de mutation	3 127	3 300	3 700	4 000	4 250	4 500
Dotation de solidarité communautaire		680	650	650	650	650
Prélèvement		-500	-500	-500	-500	-500
Total impôts et taxes	57 922	58 690	60 449	62 173	63 755	65 375
Dotation forfaitaire	3 936	3 850	4 100	4 100	4 100	4 100
Dotation nationale de péréquation	580	550	500	450	400	350
FCTVA	105	100	100	100	100	100
Dotations générales de décentralisation	558	375	525	525	525	525
Participation département et région	122	100	100	100	100	100
Communes du GFP	58	65	65	65	65	65
Communes hors GFP	48	45	45	45	45	45
Participations CEJ- CTG et autres	504	450	500	500	500	500
Allocations compensatrices DCRTP, TFS,FNGIR	1 707	1 723	1 774	1 828	1 883	1 939
Total Dotations	7 618	7 258	7 709	7 713	7 718	7 724
Concessions cimetières	131	130	140	150	160	170
Redevances domaine public commercial	79	80	90	100	110	120
Redevance occupation domaine public	380	370	380	390	400	410
Autres droits de location	12	10	10	10	10	10
Redevances de stationnement	345	350	350	350	350	350
Forfaits post stationnement	127	130	135	140	145	150
Redevances abris de bus et OTDP	257	260	265	275	280	285
Redevances à caractère culturel	229	230	235	240	245	250
Redevances à caractère sportif	2	2	2	2	2	2
Redevances à caractère de loisirs	203	205	210	215	220	225
Frais de contrôle DSP	0	0	0	0	0	0
Autres prestations de services	66	65	65	65	65	65
Mise à dispo GFP rattachement	20	20	20	20	20	20
Remboursements personnels et frais	103	100	105	110	115	120
Rembours. frais collectivité de rattachement	83	20	20	20	20	20
Remboursements de frais d'autres redevables	614	450	500	500	500	500
Produits activités annexes	24	210	15	15	15	15
Total produits des services	2 675	2 632	2 542	2 602	2 657	2 712

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Remboursements de personnel	305	300	300	300	300	300
Total atténuations de charges	305	300	300	300	300	300
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	65	40	35	25	15	5
Fonds de soutien	622	622	622	622	622	622
Produits activités annexes	8	10	10	10	10	10
Total produits financiers	695	672	667	657	647	637
Revenus des immeubles	844	870	880	890	900	910
Redevances concessions	401	325	335	345	355	365
Autres produits de gestion courante	839	530	530	530	530	530
Total Produits de gestion courante	2 084	1 725	1 745	1 765	1 785	1 805
Produits exceptionnels	1 046	100	100	100	100	100
Reprise sur provisions	620					
Total produits excep. et prov.	1 666	100	100	100	100	100
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	72 965	71 376	73 513	75 309	76 962	78 653

Nous retenons qu'une fois de plus, nous nous basons sur des hypothèses prudentielles ; il est certain qu'aujourd'hui le manque de visibilité dans un contexte particulièrement incertain rend l'exercice de plus en plus compliqué.

Néanmoins, cette approche systématique lors de nos différentes élaborations budgétaires nous permet d'obtenir un taux de réalisation de nos recettes au-delà des 100 %, ce qui signifie que le volume de nos recettes titré dépasse celui de nos crédits inscrits.

HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les charges à caractère général et le fonctionnement des services

Les efforts réalisés sur ce poste ont été conséquents ces dernières années, il a été nécessaire pour cela d'engager un dialogue permanent avec les services pour ne pas les contraindre de manière excessive dans leur fonctionnement quotidien.

La conjoncture est telle aujourd'hui qu'il sera sans doute nécessaire d'élargir notre réflexion en terme de rationalisation pour obtenir de nouvelles pistes d'optimisation.

Définir le coût de nos politiques publiques en est une, qui constituera un outil d'aide à la décision.

Il est certain que nous ne pouvons limiter le choix d'exercer une politique publique à son coût pour la collectivité, il est néanmoins essentiel que cette variable soit prise en compte.

Les collectivités au sens large ne pourront sans doute pas répondre à l'ensemble des demandes des concitoyens.

Des priorités devront être ainsi définies pour pouvoir exercer nos politiques dans de meilleures conditions.

Par ailleurs, une fois ces politiques définies, la recherche de performance dans l'achat public doit toujours nous conduire.

Il est évident que la mise en concurrence reste un maillon essentiel, tout comme la constitution de groupements de commandes doit se poursuivre, voire même être élargie car la stratégie d'achat concertée peut être une piste pour améliorer les coûts.

Il est ainsi que pour 2025, il a été demandé aux services de décomposer leur budget par activité et ce afin d'avoir un suivi détaillé de l'utilisation des ressources, avec pour objectif de les optimiser voire de les rediriger vers des projets jugés plus prioritaires.

Les politiques publiques exercées regrouperont ainsi un ensemble d'activités.

La méthodologie utilisée est de bien identifier les activités de façon à leur affecter chaque coût.

L'ensemble des coûts doit être ainsi recensé en terme de fournitures, de prestations, mais il a été également demandé d'évaluer avec un maximum de précision le temps consacré pour l'exercice de cette activité, afin d'y affecter les bonnes charges de personnel.

La mise en place de cette nouvelle méthode de travail devrait permettre de faciliter la lecture du budget en décomposant les informations, mais devrait également rendre le budget plus accessible aux élus et aux agents pour leurs arbitrages.

Enfin, les matrices budgétaires qui serviront de base aux propositions des services seront beaucoup plus adaptées au contrôle interne de gestion et à sa mise en place.

Il est ainsi que dès le vote du budget 2025, un audit interne sera réalisé en lien avec la direction financière, l'objectif étant d'évaluer et d'optimiser l'utilisation des ressources affectées à chaque activité, afin de s'assurer que les moyens financiers sont utilisés efficacement tout en respectant les contraintes budgétaires.

Nous pensons qu'un contrôle de gestion interne bien structuré assurera une utilisation optimale des ressources et permettra de limiter les risques financiers tout en améliorant la qualité du service public.

L'année 2025 sera celle de la mise en place, pour que dès 2026, cette nouvelle méthodologie de travail soit maîtrisée par l'ensemble des intervenants.

Il est essentiel par ailleurs que cette stratégie soit partagée par tous pour que chacun se l'approprie.

En tenant compte de toutes ces réflexions qui restent néanmoins suspendues à certaines décisions, une évolution prudentielle est retenue à hauteur de 2 % par an à compter de 2025.

En parallèle, pour les fluides qui représentent le poste de dépenses le plus important de ce chapitre de dépenses, les perspectives 2025 sont plutôt encourageantes (voir tableau ci-dessous), ce qui aura forcément un impact positif sur le volume de fonctionnement des services pour 2025.

Montants en K€	2024 Estimation	2025 Projection
Electricité	1 807	1 730
Gaz, fioul, propane : chauffage et eau chaude sanitaire	478	310
Eau	487	496
Sous-total :	2 772	2 536
Entretien des chaufferies	163	160
Gros entretien renouvellement des chaufferies	61	62
Sous-total	224	222
Total :	2 996	2 758

Compte tenu de tous ces éléments, l'évolution de l'enveloppe dédiée au fonctionnement des services pourrait être la suivante :

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonctionnement des services	12 699	13 200	13 464	13 733	14 008	14 288

Les charges de personnel

Les charges de personnel représentent la masse la plus importante en dépenses de fonctionnement, elles sont donc une variable essentielle et prépondérante de leur évolution.

Eu égard aux choix qui seront faits en termes de politiques publiques, il est possible que les recrutements prévus initialement soient revus, même si à la marge certains recrutements étroitement liés avec les départs à la retraite devront être effectués.

Nous avons tout intérêt à cet égard à identifier le plus en amont possible les départs potentiels dans les services, de façon à entrer dans une réflexion d'organisation administrative et réinterroger de manière systématique le besoin réel autour des postes libérés.

Par ailleurs, en fonction de la polyvalence de certains, nous pouvons parfaitement tout à fait imaginer leur redéploiement sur d'autres activités prioritaires voire dans une moindre mesure, en remplacement de certains départs.

En ce qui concerne les évolutions législatives de 2025, une provision a été effectuée pour tenir compte de l'évolution de la cotisation CNRACL de 3 points, une charge supplémentaire cumulée de 475 K€/an.

En 2025 néanmoins cette charge est en partie compensée (environ 250 K€) par le choix effectué par la collectivité de devenir son propre assureur.

Compte tenu des contraintes que nous imposons en interne sur les enveloppes des services, nous retenons une évolution limitée de la masse salariale à compter de 2025 de 2 % /an hors CNRACL.

Montants en K-Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Charges de personnel	35 827	36 700	37 834	38 633	39 396	40 175

Les charges de gestion courante

Les deux contributions les plus importantes sur ce chapitre concernent d'une part la participation au Syndicat Intercommunal d'Incendie et de Secours, d'autre part la subvention de fonctionnement au centre Communal d'Action Sociale.

La première a fortement évolué ces dernières années, le contexte inflationniste des années 2023 et 2024 ayant été directement répercuté sur les contributions des communes.

Pour la ville de Grasse entre 2022 et 2023, la participation pour le SDIS a ainsi évolué de 5 %, puis de 4,2 % entre 2023 et 2024.

En volume, la première évolution a représenté 160 K€, la seconde plus de 140 K€ pour la Ville.

Sur 2025 en revanche, l'évolution devrait être beaucoup plus limitée soit 0,3 %, un courrier venant de nous parvenir nous précisant que cette évolution très limitée était retenue pour 2025.

A compter de 2026, une progression de 2 % de la contribution de la Ville est retenue.

En revanche en ce qui concerne le CCAS, un dialogue permanent s'étant instauré avec la Ville, le travail de rationalisation mis en place se poursuit. L'économie ainsi réalisée sur 2024 a été très conséquente, soit 375 K€ par rapport aux 3 575 K€ votés au budget primitif 2024.

Pour 2024, les principaux d'éléments d'explication sont que dans un premier temps, un gros travail d'optimisation des ressources a été réalisé qui s'est concrétisé par l'obtention de nouveaux subventionnement sur certaines missions comme l'accueil de jour, les journées pédagogiques notamment.

Enfin, un travail de rationalisation a été effectué sur les dépenses également par une gestion centralisée des commandes notamment sur les crèches, sans pour autant dégrader leur mission de service public.

Sur le personnel, des difficultés ont été rencontrées sur le recrutement avec des conséquences sur les effectifs et le niveau de la masse salariale, certains engagements ayant dû être décalés.

Pour 2025 en revanche, les recrutements seront réalisés ; le volume de subvention est revalorisé en conséquence, même s'il est à noter que la demande reste inférieure au montant voté en 2024 soit 3 575 K€, alors que nous projetons 3 500 K€ pour 2025 puis une évolution de 50 K€/an à compter de 2026.

Pour les autres postes de dépense et notamment celui des subventions aux associations, l'année 2024 avait vu le transfert d'une partie de la gestion des centres de loisirs du tissu association vers la délégation de service public.

Il est ainsi que ces dépenses versées dans l'ancienne gestion sur le chapitre 65 sont désormais versées en totalité au 011. Pour ces raisons, les dépenses liées aux subventions versées dans le cadre du Contrat Territorial Global, tout comme celles versées dans le cadre du droit commun, sont diminuées d'environ 600 K€ par rapport à 2024.

Pour les autres thématiques, l'objectif est de maintenir le niveau de subvention octroyé en 2024 sur la période examinée.

Le même raisonnement est effectué pour la subvention à l'OGEC Fénelon, cette subvention étant le résultat d'un calcul basé sur le nombre d'élèves, information qui par définition n'est pas connue pour les années à venir.

L'évolution des indemnités des élus est alignée sur celle du personnel.

En ce qui concerne les créances irrécouvrables dont l'origine et le montant ne sont évidemment pas encore connus à ce jour, une provision est néanmoins constituée pour 50 K€ / an.

Dans la même stratégie, une enveloppe de 200 K€ est constituée tous les ans pour les opérations exceptionnelles qui par définition ne peuvent être identifiées en amont.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
SDIS	3 496	3 509	3 579	3 651	3 724	3 798
Syndicats intercommunaux	34	40	40	40	40	40
CCAS	3 200	3 500	3 550	3 600	3 650	3 700
Caisse des écoles	61	61	61	61	61	61
CEJ - CTG	494	120	120	120	120	120
Contrat de Ville	106	105	105	105	105	105
Enfants scolarisés à l'extérieur	161	150	150	150	150	150
Subventions aux associations	1 825	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
OGEF Fénelon	365	365	365	365	365	365
Indemnités élus	593	605	617	629	642	655
Redevances diverses	9	45	45	45	45	45
Créances irrécouvrables	281	50	50	50	50	50
Concession restauration immobilière-participation SPL				450	400	261
Opérations exceptionnelles gestion	194	200	200	200	200	200
Autres charges de gestion courante	10 819	10 350	10 482	11 066	11 152	11 150

Les reversements de fiscalité

Ce chapitre de dépenses est constitué de 3 postes ; le premier, nommé « Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) » a été instauré par la loi de finances 2012 avec pour objectif de corriger les disparités de richesse entre les territoires.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est contributrice depuis sa création, elle connaît une évolution relativement stable ces dernières années avec un taux maintenu sensiblement constant depuis 2016.

Il est à noter que sur 2023 cette contribution avait même diminué.

C'est un fonds qui bénéficie à la majeure partie des territoires.

Nous ne disposons pas des données nous permettant d'avoir une visibilité de cette contribution pour les prochaines années, notre prévision sera donc basée sur le rythme d'évolution peu élevé et linéaire comme cela a été le cas globalement lors de ces cinq dernières années.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
FPIC	504	520	540	560	580	600

Prélèvement lié à la loi SRU

Le prélèvement SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) a été mis en place par la loi du même nom en 2000.

Elle impose aux communes de réaliser un certain nombre de logements sociaux afin de répondre aux besoins de la population. La Commune qui ne respecte pas ces obligations est soumise à une pénalité financière.

Cette dernière a lourdement progressé pour la Ville de Grasse ces dernières années.

Il est d'ailleurs important de rappeler que le taux minimal de logements sociaux requis pour une commune a progressé puisqu'il s'établit désormais à 25 %.

Pour la Ville de Grasse, le foncier constructible reste limité, ce qui rend difficile la construction de nouveaux logements sociaux.

Les contraintes géographiques, combinées à un prix du foncier qui reste élevé, limitent fortement les possibilités.

La Ville de Grasse est donc actuellement carencée et son prélèvement SRU fortement majoré depuis 2024, puisqu'il atteint un montant sensiblement équivalent à 1 225 K€ / an.

Il est clair que ce prélèvement, qui impacte lourdement les finances de notre collectivité, réduit son autonomie et sa capacité à investir pour son développement territorial. Il pourrait par ailleurs engendrer des projets non alignés avec les priorités locales, la question se pose donc quant à l'efficacité liée à la mise en place de ce dispositif.

La Ville étant carencée dans le cadre du plan triennal de 2024, se pose la question quant au niveau de prélèvement qui sera effectué à compter de 2027, nous le maintenons néanmoins constant.

En 2028, le prélèvement diminue de 400 K€, la Ville devrait verser une subvention à un bailleur en 2026 pour la réalisation de logements sociaux sur l'ilot médiathèque déductible du prélèvement.

D'un point de vue budgétaire en dépense pour la Ville, cette subvention viendra se substituer à celle versée à la SPL Pays de Grasse Développement dans le cadre de la concession, elle sera donc neutralisée d'un point de vue budgétaire.

Même neutralité au niveau de la SPL dans la mesure où le bien devait être cédé au bailleur à l'euro symbolique, il le sera désormais pour 400 K€, lui permettant ainsi de compenser la perte de subvention de la Ville.

Pour le bailleur enfin, cette hausse du coût d'acquisition du bien sera pour lui compensée par la subvention de la Ville de 400 K€.

Toutes ces nouvelles modalités nous permettront de déduire la subvention de la Ville versée aux bailleurs des pénalités SRU, ces éléments ayant été validés en amont par la DDTM.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
SRU	1 222	1 225	1 225	1 225	825	1 225

Charges financières

Même si ce point sera largement évoqué plus loin dans le document, nous pouvons d'ores et déjà évoquer la baisse des taux qui se profile en 2025 et les anticipations qui vont dans ce sens, avec un taux moyen qui aurait une tendance déflationniste sur la période examinée.

Ces données doivent être également mises en perspective avec la fin de nos contrats de swaps et donc de la totalité de nos emprunts structurés en 2028.

Années	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Niveaux de taux moyens anticipés	2,97%	2,76%	2,58%	2,56%	2,47%	2,47%

Nous pensons que ces données restent à confirmer car des doutes subsistent quant aux niveaux d'inflation futurs, ces derniers étant étroitement liés avec les niveaux de taux.

Cette incertitude a pesé sur nos choix en termes de financements, dans la mesure où l'indexation à un taux fixe a été privilégiée pour nos futurs contrats, les niveaux étant anticipés et estimés à partir des données dont nous disposons actuellement.

Années	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Charges financières	2 555	2 145	1 952	1 933	1 733	1 706

Charges exceptionnelles et provisions

Le passage à la M57 réduisant considérablement les dépenses de ce chapitre pour les réaffecter aux dépenses de gestion courante, leur volume est considérablement réduit.

Ce poste de dépenses sera néanmoins sans doute amené à évoluer pour les provisions comme sur la partie recettes, ce qui explique la différence conséquente par rapport à 2024.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Charges exceptionnelles et provisions	761	200	200	200	200	200

Récapitulatif des dépenses de fonctionnement :

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonctionnement des services	12 699	13 200	13 464	13 733	14 008	14 288
Charges de personnel	35 827	36 700	37 834	38 633	39 396	40 175
SDIS	3 496	3 509	3 579	3 651	3 724	3 798
Syndicats intercommunaux	34	40	40	40	40	40
CCAS	3 200	3 500	3 550	3 600	3 650	3 700
Caisse des écoles	61	61	61	61	61	61
CEJ - CTG	494	120	120	120	120	120
Contrat de Ville	106	105	105	105	105	105
Enfants scolarisés à l'extérieur	161	150	150	150	150	150
Subventions aux associations	1 825	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
OGEF Fénelon	365	365	365	365	365	365
Indemnités élus	593	605	617	629	642	655
Redevances diverses	9	45	45	45	45	45
Créances irrécouvrables	281	50	50	50	50	50
Concession restauration immobilière-participation SPL				450	400	261
Opérations exceptionnelles de gestion	194	200	200	200	200	200
Autres charges de gestion courante	10 819	10 350	10 482	11 066	11 152	11 150
FPIC	504	520	540	560	580	600
SRU	1 222	1 225	1 225	1 225	825	1 225
Reversements CCAS	44	80	80	80	80	80
Atténuations de produits	1 770	1 825	1 845	1 865	1 485	1 905
Charges financières	2 555	2 145	1 952	1 933	1 733	1 706
Charges exceptionnelles et provisions	761	200	200	200	200	200

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	64 431	64 420	65 777	67 430	67 973	69 424

Epargne brute (Recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement)

Le calcul retenu pour son évaluation est celui de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Notre épargne brute oscille ainsi entre 6 957 K€ pour son niveau le plus bas et 9 229 K€ pour son plus haut.

Il convient de noter que toutes ces dernières années, l'épargne prévisionnelle votée au budget est bien inférieure à celle du compte administratif de la même année.

Tel a été encore le cas en 2024 où cette dernière avait été anticipée à 6 871 K€, pour 7 528 K€ au Compte Financier Unique.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Epargne brute	7 528	6 957	7 736	7 879	8 988	9 229

Remboursement capital de la dette

Le profil d'amortissement de la collectivité correspond à une véritable démarche volontariste de cette dernière.

La Ville maintient un rythme de remboursement en capital élevé, ce qui lui a permis de maintenir un niveau de désendettement soutenu, objectif pour lequel elle a aujourd'hui obtenu des résultats.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Rembours. capital de la dette	7 928	8 358	8 506	7 548	7 471	6 727

Epargne nette

L'épargne nette resterait a priori négative sur la période examinée.

Il est certain que compte tenu d'un contexte particulièrement incertain pour les prochaines années, il reste extrêmement difficile de fiabiliser nos prévisions compte tenu d'un contexte de plus en plus incertain.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Epargne nette	-400	-1 401	-770	332	1 517	2 502

Ressources propres d'investissement

Les ressources propres sont constituées pour une partie du fonds de compensation de la TVA, son volume est donc strictement lié au taux de réalisation des dépenses d'investissement.

Dans notre calcul, les investissements sont réalisés pour le volume des crédits inscrits.

Dans les autres variables constitutives, nous retrouvons la taxe d'aménagement qui est liée aux permis de construire et à leur réalisation effective ; dans ce sens, l'estimation de son volume annuel est complexe, tout autant que celui de la taxe instituée sur les terrains devenus constructibles.

Nous retenons un volume annuel de 700 K€ pour 2025 et 2026, puis une évolution annuelle de 100 K€ à compter de 2028.

Attention, en 2025, une créance de 3 000 K€ est inscrite sur la SPL Pays de Grasse Développement, cette dernière étant due à l'avance de trésorerie qui sera versée par la Ville selon les besoins dans le cadre de l'opération Martelly ; dans ce sens un crédit est inscrit pour un montant équivalent en dépenses.

Autre élément exceptionnel sur l'année 2025, la dation à la Ville de locaux quartier de la Gare dans le cadre du projet d'aménagement, leur montant représentant 375 K€ H.T.

Les autres postes sont constitués à la fois de la dette récupérable liées aux équipements transférés à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (MIP et Campus étudiant.) pour 225 K€ annuels.

Une autre variable dont le volume devient significatif vient compléter ces ressources, celle liée à la taxe sur la plus-value sur les terrains devenus constructibles lors d'une révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Pour cette taxe nous retenons 100 K€ annuels.

Enfin, 50 K€/an sont destinés à l'encaissement de dons.

Règle d'or

La règle d'or est composée de principes en comptabilité publique :

- Le vote en équilibre de chaque section ;
- L'estimation sincère des recettes et des dépenses ;
- La couverture du remboursement annuel de la dette par les ressources propres de fonctionnement et d'investissement.

Force est de constater que cette règle est respectée sur la période.

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
REGLE D'OR	6 215	8 104	1 805	3 458	4 186	5 315

Evolution prévisionnelle encours de dette brute en K€

La dette brute de la Ville a été réduite de près de 25 % en 9 exercices budgétaires, représentant un volume de près de 25 Millions d'Euros.

Nos objectifs pour les années futures sont moins ambitieux compte tenu de nos besoins en investissement.

Montants en K Euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution encours dette brute	76 275	76 275	76 275	74 728	73 256	72 029

EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

Situation au 31 décembre 2024

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les éléments financiers détaillés qui constituent la paie et notamment la distinction entre la rémunération des agents titulaires et contractuels.

Viennent ensuite notamment, les montants étant exprimés en K€, les postes dépenses valorisés pour les avantages en nature, les heures supplémentaires et les cotisations liées aux charges de personnel.

Principaux postes de dépenses	Dépenses au 31/12/2024 en K€
Rémunération des agents titulaires	15 983
Rémunération des agents contractuels	2 810
Avantages en nature Logements	54
Nourriture	47
Véhicules	10
Heures supplémentaires	767
NBI	136
Primes	4 194
Cotisations	9 497
Assurances	341

Effectifs au 31 décembre 2024

Les deux tableaux suivants montrent les évolutions des effectifs temps entre 2024 et celle prévisionnelle de 2025, démontrant une réduction des effectifs, les cadre C étant majoritairement concernés.

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	31	49	613	693
Contractuels	7	20	120	147
Emplois aidés			5	5
Vacataires			12	12
Total	38	69	750	857

Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2025

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	31	48	598	677
Contractuels	7	20	121	148
Emplois aidés			5	5
Vacataires			12	12
Total	38	68	736	842

Au 31 décembre 2024, la Ville de Grasse comptabilise 33 agents en disponibilité et 13 en congés maladie (dont 9 en congé de longue maladie et 4 en congé de longue durée).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse a mis en place les mesures gouvernementales relatives à la journée de carence pour les arrêts initiaux et reste suspendue aux décisions gouvernementales susceptibles de faire évoluer les jours de carence, ainsi que la revue à la baisse de l'indemnisation des jours d'absences pour raison médicale.

Au 1^{er} avril 2024, la mutualisation des équipes du parc automobile a permis le transfert de 8 agents vers les services de la CAPG. Parallèlement, 2 agents de l'accueil du service de l'urbanisme ont été mutés au sein du service de l'instruction du droit des sols de la CAPG.

10 agents sont donc sortis des effectifs de la ville alors même que l'on constate une diminution de 28 agents en totalité de l'effectif. La rationalisation du fonctionnement des services s'est donc concrètement manifestée par une diminution de 15 postes.

Par ailleurs, des efforts seront poursuivis pour développer l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activité.

Les négociations engagées avec les partenaires sociaux avaient notamment permis la mise en place du télétravail depuis le 1^{er} janvier 2023, l'objectif étant également d'améliorer à la fois les conditions de travail des agents, mais aussi limiter les effets induits par les déplacements urbains et péri-urbains sur l'environnement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Agenda 21.

En terme de rationalisation, la Ville poursuivra ses efforts en limitant notamment les remplacements des agents partant à la retraite, 23 départs en 2025 pour 15 remplacements, par la mise en place d'une politique de formation permettant ainsi aux agents de pouvoir évoluer en privilégiant la mobilité interne aux recrutements externes.

2025 sera également l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

Comme chaque année également, la Ville poursuivra le développement en tant que de possible de l'annualisation du temps de travail pour mieux adapter les ressources aux besoins.

De nouvelles pistes d'amélioration des conditions de travail sont également poursuivies afin de prévenir et de lutter contre l'émergence des risques psycho-sociaux et à cette fin, le service de la prévention des risques de la ville et celui du CCAS, ont été mutualisés.

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité, mais aussi les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2026 :

	2024	Variation	2026
Cadre A	38		38
Cadre B	69	-1	68
Cadre C	750	-14	736
TOTAUX	857	-15	842

La ville devra mettre en place par ailleurs les mesures gouvernementales concernant les participations financières forfaitaires pour les contrats de prévoyances (garanties de maintien de salaire) et contrats santé labellisés (mutuelle santé traditionnelle), qui auront inéluctablement un impact financier.

La ville aura aussi à assumer les conséquences financières des organismes de prélèvements de cotisations comme la CNRACL, dont les taux de cotisations augmenteront de 3 points par an pendant 4 ans de référence, ce qui représentera par an une charge supplémentaire qui, cumulée avec la mesure précédente, est à environ 500 K€.

Enfin, la ville a pris la décision de suspendre son contrat de couverture du risque statutaire et ainsi assumer en auto-assurance ce risque.

En effet, l'analyse financière des comptes du prestataire a mis en évidence une cotisation de 341 K€ par an, pour une dépense réelle (prise en charge des frais médicaux) à hauteur de 150 K€.

La marge de 200 K€ représente donc une économie potentielle pour la ville.

Afin de gérer ce risque, une commission ad-hoc est constituée et analysera toutes les déclarations d'accidents de travail, de trajet et les demandes de reconnaissance en maladie professionnelle.

CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2025-2029

Les volumes prévisionnels sur la période représentent 76 844 K€, ce qui équivaut à un investissement annuel moyen sur la période de 15 369 K€.

La réalisation de ce programme est totalement conditionnée par la réalisation des objectifs fixés en terme de désendettement de fin de période, dans ce sens le niveau des recettes inscrites qui contribue à cet équilibre doit être atteint.

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Plan Pluriannuel d'Investissement	76 844	Subventions / amendes de police	14 007
Travaux périls	2 079	Travaux périls	2 079
Remboursement capital dette	38 610	Emprunts	34 364
Autres dépenses	3 500	Fonds propres	16 608
		PUP -QUARTIER DES FLEURS	4 466
		Epargne brute yc cessions foncières	45 429
		Solde résultat reporté	4 080
TOTAL DEPENSES	121 033	TOTAL RECETTES	121 033

Encours de dette brute au 31 décembre 2024 : 76 275 K€ ;

Remboursement en capital de la dette cumulé sur la période examinée : 38 610 K€ ;

Emprunts prévisionnels sur la période examinée : 34 364 K€ ;

Encours de dette brute prévisionnel au 31 décembre 2029 : 72 029 K€ ;

Créance Fonds de soutien au 31 décembre 2029 : 3 110 K€ ;

Encours de dette net fonds de soutien au 31 décembre 2029 : 68 919 K€.

Montants en K Euros	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Restes à réaliser 2024	2 724					2 724
Renouvellement et équipement des services	765	741	824	895	939	4 164
Equipement des services	765	741	824	895	939	4 164
Renouvellement superstructures	5 547	4 670	3 861	2 110	5 418	21 606
Restauration du Patrimoine	3 345	3 300	1 215	170	2 230	10 260
Construction et rénovation des Ecoles	50	200	0	300	1 448	1 998
GER Ecoles et crèches	670	200	300	200	200	1 570
Sports (stades Paoute, Perdigon,...)	150	0	406	200	100	856
Réaménagement CTM	4		500			504
Rénovation des bâtiments communaux	688	280	800	600	800	3 168
Etudes faisabilité		10	10	10	10	40
GER Bâtiments	230	200	200	200	200	1 030
Rénovation des sanitaires publics	50	120	50	50	50	320
GER Sécurité incendie	170	170	200	200	200	940
GER Fluides (MGPE P3 et AMO)	190	190	180	180	180	920
Renouvellement infrastructures	5 975	4 079	4 630	4 396	4 893	23 973
Acquisitions foncières	186	150	150	150	150	786
Requalification des fontaines et lavoirs	30		20	20	20	90
Requalification des voiries	2 176	500	2 200	2 200	2 313	9 389
GER Voiries	832	1 520	730	756	850	4 688
Ouvrages d'art	80	0	100	100	360	640
Murs de soutènement et falaises	1 801	39	300	300	600	3 040
Vallons, ouvrages hydrauliques et réseaux eaux pluviales	50	330	330	300	30	1 040
Eclairage public et réseaux électriques	630	1 030	400	300	300	2 660
Cimetières			100	100	100	300
Espaces verts et aires de jeux	120	440	230	100	100	990
Réseaux défense incendie	70	70	70	70	70	350
Renouvellement urbain	2 850	3 521	4 080	5 285	8 642	24 378
Cœur de Ville	100	100	100	100	100	500
Fleurs de Grasse	50		2 700	1 730	6 943	11 423
Vidéo-protection	150	150	150	150	150	750
Permis de louer	50	50	50	50	50	250
Façades	500	600	700	800	900	3 500
Requalification îlots dégradés PRU	500	621	380	500	499	2 500
Martelly	1 500	2 000		1 955		5 455
TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT	17 861	13 011	13 395	12 686	19 891	76 844

DETAIL DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

En plus des dépenses d'équipement, il convient également d'évoquer en dépenses les travaux qui relèvent du pouvoir du Maire devant se substituer aux propriétaires défaillants dans le cadre des périls ordinaires.

Sur la période examinée, nous inscrivons un montant volontairement optimisé à environ 400 K € par an, sachant que jusqu'à aujourd'hui, ce volume a très rarement été atteint. En tout état de cause et quel que soit son volume, un montant strictement équivalent en recettes est inscrit, neutralisant ainsi l'impact budgétaire de ce poste de dépenses soit 2 079 K€ pour les 5 années.

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation.

Pour constituer le calcul, nous nous sommes basés sur une durée de 20 ans pour les nouveaux financements.

En tenant compte de ces éléments, le volume global de ces remboursements représente 38 610 K€ sur la période.

Enfin, nous avons également provisionné un volume de 100 K€ par an pour des dépenses autres que celles évoquées plus haut, soit un volume de 500 K€ jusqu'en 2029. Ce montant sera agrégé de l'avance de trésorerie prévue à destination de la SPL Pays de Grasse Développement pour 3 000 K€.

En ce qui concerne les recettes autres que celles évoquées plus haut dans le cadre des périls, nous retrouvons en tout premier celles liées aux financements de nos partenaires institutionnels octroyés dans le cadre de nos opérations d'investissement.

Le montant inscrit sur ce poste, soit 14 007 K€, comprend également les amendes de police que nous avons estimées à 3 500 K€ pour les 5 années.

Sur ce sujet, les montants seront ajustés en dépenses en fonction du montant définitif des subventions obtenues.

Pour le PUP du quartier des Fleurs, ces participations sont alignées sur le calendrier opérationnel en dépenses et correspondent à des participations d'urbanisme pour 4 466 K€.

Sur la partie autofinancement, l'épargne prévisionnelle dégagée sur la période est de 40 789 K€, à laquelle il convient d'agréger un volume de cessions foncières prévisionnel de 4 640 K€, correspondant notamment à la cession d'un terrain aux bois de Grasse et à la cession de terrains aux Fleurs de Grasse dans le cadre de l'opération d'aménagement du quartier des Fleurs.

Le FCTVA, les taxes d'aménagement, la dette récupérable, le remboursement de l'avance de trésorerie de la SPL et la taxe sur la plus-value des terrains devenus constructibles représentent 16 608 K€.

Le résultat reporté, soit 4 080 K€, constitue le fonds de roulement une fois le déficit d'investissement financé.

Sur cette base, l'emprunt prévisionnel est estimé à 34 364 K€, soit un montant inférieur de 4 246 K€ à celui des remboursements, ce montant représentant ainsi le désendettement prévisionnel de la Ville sur la période.

ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES

LA POLITIQUE ECOLOGIQUE : L'ETAT D'URGENCE CLIMATIQUE ET LA DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITE

L'Humanité est aujourd'hui confrontée à deux urgences provoquées par l'homme et intrinsèquement liées : celle du changement climatique et celle de la perte de biodiversité. Ces deux crises, alimentées par l'utilisation non soutenable des ressources de notre planète, menacent le bien-être des générations actuelles et futures. Tous les rapports successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont en effet mis en exergue l'accélération du réchauffement global et ses impacts sur les écosystèmes.

À l'échelle locale, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) est particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique. La hausse des températures, la multiplication des vagues de chaleur, l'intensification des sécheresses et incendies, ainsi que l'élévation du niveau de la mer modifient profondément son environnement et ses activités économiques.

🌡️ Canicules et fortes chaleurs

- + 2,2 °C par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1990).
- 8 dernières années (2017-2024) les plus chaudes jamais enregistrées.
- En 2100, les étés pourraient être + 7 °C plus chauds dans le pire scénario.
- Record absolu : 44,6 °C à Saint-Chamas en 2019.
- En 2022 : 160 jours de chaleur à Marignane, 36 jours > 35 °C à Avignon.
- Nice : 104 nuits tropicales en 2022, dont 60 consécutives.

💧 Sécheresses et ressources en eau

- Baisse des précipitations depuis 1960 : - 45 % en été, - 30 % en hiver.
- Réduction de 10 à 20 % des ressources en eau d'ici 2050.
- Déficit record en 2022 : - 70 % de précipitations. Dans un scénario pessimiste, de tels épisodes, aujourd'hui considérés comme extrêmes, deviendront la norme d'ici la fin du siècle.
- L'agriculture (66 % des prélèvements en eau) et les autres secteurs devront s'adapter.

🌲 Forêts et incendies

- PACA : 1,6 million d'hectares de forêts (2^e région la plus boisée de France).
- 50 % des forêts dépérissent à cause du stress hydrique et des ravageurs.
- Augmentation des méga-feux de + 42 % à + 90 % d'ici 2100.

🏔️ Montée des eaux et fonte des glaciers

- Niveau de la mer : + 20 cm à Marseille, accélération à 4,4 mm/an.
- D'ici 2100 : montée de 40 cm à 1 m, menaçant les infrastructures et plages.
- 231 glaciers des Écrins sur 256 devraient disparaître d'ici 2100.
- Neige en recul de 20 cm en moyenne montagne depuis 1960.

Les effets du changement climatique en PACA sont déjà visibles et s'intensifieront dans les prochaines décennies, impactant durablement la biodiversité, la santé, l'agriculture et le tourisme. Une transition urgente est nécessaire pour limiter ces bouleversements et adapter les territoires à ces nouveaux défis.

Pour ce qui concerne la perte de biodiversité, de l'ordre de 500 espèces sont considérées menacées en région PACA à ce jour. Quelle soit animale ou végétale, la biodiversité de notre région est pourtant tout à fait exceptionnelle, mais elle subit la pression des activités humaines. Le déclin des oiseaux en particulier est un point d'alarme avec 82 espèces menacées.

Des bâtiments accessibles, sains et écologiques

La ville de Grasse s'est engagée dans la rénovation énergétique en supprimant les passoires thermiques et en développant des bâtiments performants sur les plans environnemental et sanitaire.

Le Décret Éco-Tertiaire, inscrit dans la loi ÉLAN, impose aux bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m² une réduction progressive de leur consommation énergétique : - 40 % d'ici 2030, - 50 % en 2040 et - 60 % en 2050. Cette réglementation accélère l'optimisation des équipements, la rénovation thermique et l'intégration des énergies renouvelables.

Grasse modernise ses bâtiments communaux (chauffage, ventilation, climatisation) pour garantir la continuité des services et réduire la consommation énergétique. Un Plan de rénovation énergétique des établissements scolaires a également été mis en place, avec des premiers travaux d'efficacité énergétique réalisés depuis 2022. Cette démarche permet de répondre aux exigences réglementaires et d'anticiper une rénovation plus ambitieuse de ces infrastructures.

La réhabilitation de l'ancien Palais de Justice a illustré parfaitement cette volonté de conjuguer patrimoine et innovation environnementale. Ce projet exemplaire a intégré notamment le développement d'une filière locale de matériaux biosourcés, favorisant une construction plus durable et ancrée dans l'économie circulaire du territoire. Dans cette même optique, la rénovation de Grasse Campus II et de l'Hôtel de Ville poursuit les mêmes objectifs, renforçant ainsi l'engagement de la commune en faveur d'un bâti plus écologique et résilient.

Une énergie maîtrisée, renouvelable et locale

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse poursuit une stratégie ambitieuse avec son Plan Climat Air Énergie Territorial, visant à quadrupler la production d'énergies renouvelables d'ici 2030, dont plus de 50 % issus du photovoltaïque.

Dans cette dynamique, Grasse s'impose comme un acteur clé de la transition énergétique, intégrant des solutions durables pour réduire son empreinte carbone. Après le succès de la solarisation de la base sportive de La Paoute, la commune renforce son engagement en développant des projets innovants pour accroître son autonomie énergétique et contribuer à la neutralité carbone. Parmi ces initiatives, Grasse prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur le parking de covoiturage de Jean Girard, ainsi que sur les ombrières du parking du Pôle intermodal de la gare. Ces projets permettront de produire une électricité propre, tout en favorisant une mobilité durable grâce à un espace dédié au covoiturage, conciliant ainsi transition énergétique et solutions de transport alternatives.

Un éclairage public performant, limitant la pollution lumineuse et juste

La ville de Grasse a engagé la modernisation de son parc d'éclairage public. La stratégie établie permet très concrètement de réduire significativement la consommation énergétique de la commune et de lutter contre la pollution lumineuse grâce à la mise en place d'un éclairage raisonné. En 2023, la Ville a conclu un marché global de performance énergétique pour une durée de 6 ans avec la société CITEOS afin de renouveler l'ensemble des luminaires du parc public. L'objectif est d'obtenir un éclairage 100 % LED d'ici au mois de mai 2026, plus économe et plus respectueux de la biodiversité. Le calendrier d'intervention de l'entreprise a été élaboré de manière à maximiser rapidement les économies d'énergie. Durant la première année, la priorité est donnée aux voies principales et secondaires de la commune, où sont positionnés les luminaires les plus puissants et les plus énergivores. Au total, 5 828 luminaires seront renouvelés. Les aménagements planifiés s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'éclairage raisonné établie par la commune dans son schéma directeur d'aménagement lumière. Cette approche vise à « éclairer juste », ce qui signifie là où il le faut, quand il le faut et au meilleur coût. La puissance des luminaires est ajustée en fonction des exigences d'éclairement spécifiques à chaque voie et uniquement pendant les périodes de fréquentation sur les routes et les trottoirs. En dehors de ces moments, l'éclairage est éteint ou réduit au minimum.

De plus, les extensions de réseau d'éclairage public seront à présent limitées et devront faire l'objet d'une étude préalable justifiant le besoin de cet éclairage supplémentaire.

Une mobilité optimisée, inclusive, partagée et sans polluants

Sur le plan de la mobilité, la Ville favorisera les modes de déplacement sobres à travers ses actions en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, des pouvoirs de police et de la commande publique. Un Plan de mobilité de l'administration a ainsi été adopté en 2020, afin de développer le report modal et faire émerger des mobilités partagées et douces, dont la promotion du covoiturage et de l'électromobilité. Ceci s'est traduit par la mise en place d'un Forfait Mobilités Durables et une participation exceptionnelle allant jusqu'à 100 % des frais d'abonnement aux transports en commun. Le renouvellement en cours des véhicules de la Ville devra quant à lui permettre de disposer, à terme, d'au moins 25 % de véhicules propres, c'est à dire produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de leur utilisation (électriques, hybrides, utilisant l'hydrogène).

Un patrimoine naturel accessible, valorisé et préservé

La ville de Grasse s'est engagée activement à préserver et valoriser la biodiversité locale, avec l'objectif de la régénérer. La biodiversité sera intégrée dans tous les projets d'urbanisme et d'aménagement et un accent particulier sera mis sur la végétalisation du centre-ville, notamment par la plantation d'arbres, ainsi que l'abandon strict des produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces verts.

Grasse a également été reconnue comme territoire engagé pour la nature (TEN), en raison des objectifs cohérents et réalistes inscrits dans son plan d'actions en faveur de la biodiversité. Cette démarche permet à la ville de dresser un état des lieux des actions réalisées et de définir un programme concret adapté à son territoire pour renforcer son engagement en matière de préservation, restauration et reconquête de la biodiversité.

Les actions déjà entamées, telles que l'identification de la biodiversité locale à travers l'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC), la formation des agents et élus, la révision des documents de planification et la végétalisation des espaces publics, continueront d'être déployées pour garantir un avenir durable à la biodiversité de Grasse.

Une économie locale, solidaire et au service de la planète

La Ville favorisera les ressources locales et durables et soutiendra les modèles alternatifs à la consommation de masse et l'économie sociale et solidaire. Il s'agira également de donner une priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences. Des critères environnementaux sont ainsi systématiquement introduits dans les marchés publics passés par la Ville.

Une implication de toutes et tous pour la transition écologique

L'implication citoyenne de toutes et tous est la clé indispensable de cette mutation longue et complexe. Aussi et afin de susciter et de développer celle-ci, la ville de Grasse entendra poursuivre son engagement sur les points essentiels suivants : informer régulièrement ses habitants sur la crise climatique et environnementale, garder les préoccupations des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition et encourager chacun à participer activement aux processus décisionnels.

Une alimentation saine et locale

Favoriser une alimentation locale et durable, réaliser des travaux pour moderniser les équipements et créer des animations ludo-éducatives toute l'année dans les écoles, telles étaient les principales orientations définies par la Ville pour améliorer la restauration collective. Ces objectifs ont ainsi été contractualisés avec la société Elior Restauration qui a en charge, depuis le 1^{er} janvier 2022, la production et la livraison des repas servis au sein des cantines scolaires, des crèches communales, du restaurant de la Rotonde et dans le cadre du portage à domicile. Mais la Ville a souhaité aller encore plus loin en établissant un cahier des charges particulièrement exigeant, soucieuse de proposer aux aînés et à la jeunesse grassoise des produits qualitatifs, issus de filières de productions locales. Dans le cadre de la Loi Egalim promulguée en novembre 2018, des critères très précis ont été imposés à la restauration publique collective, qui est tenue de proposer à compter de 2022 à minima 50 % de produits durables, dont au moins 20 % issus de l'agriculture biologique. La réduction de la part des produits surgelés, la

mise en place du zéro plastique dès 2022, l'augmentation du pourcentage d'aliments bio (30 % la première année, 60 % à terme), locaux (42.2 % produits à moins de 150 km) et certifiés (17,1 % labellisés pêche durable, AOP / AOC / IGP/ Label Rouge...) ont été fléchés comme des axes prioritaires. Un partenariat avec l'AFPJR a également été mis en œuvre pour exploiter une parcelle agricole de 4 hectares appartenant à la commune, dont les récoltes seront traitées directement au sein de la légumerie et de la chambre de mûrissement.

Ainsi, chaque institution, association, entreprise et habitant de Grasse est aujourd'hui sollicité et impliqué dans cette démarche collective, afin de répondre sans délai à l'urgence climatique et à la perte de biodiversité.

LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN

La mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour la revitalisation du centre-ville de Grasse restera pour l'année 2025, avec le Projet Action Cœur de Ville, l'une des pierres angulaires des actions de revitalisation de la Ville.

Ce projet global, issu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a été signé par l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville en 2020. Il permet de poursuivre les actions engagées à travers le Projet de Renouvellement Urbain (PRU).

L'enjeu du NPNRU est de régénérer de manière durable le quartier du centre-ville, pour le replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la ville de Grasse.

La majeure partie des opérations intégrées au Nouveau Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour engagées :

- Par la Société publique locale Pays de Grasse Développement pour ce qui concerne les projets de requalification des îlots médiathèque Sud, Sainte Marthe 2, Placette et Roustan. Les travaux de réhabilitation des îlots Médiathèque Sud et Sainte Marthe sont en cours pour une livraison en 2025/2026.
- Par la ville de Grasse pour l'aménagement d'un tiers lieu. Les études de conception seront poursuivies au cours de l'année 2025.
- Par la Régie des parkings grassois pour la création d'une nouvelle liaison urbaine entre la traverse Font Laugière et le boulevard Gambetta. Les travaux d'aménagement démarreront au mois de mars 2025 pour une livraison prévisionnelle en mars 2026.
- Par la ville de Grasse pour la requalification des espaces publics : rue Charles Nègre, rue de la Poissonnerie, traverse de la Placette, traverse Roustan et rue de la Pouost. Les premiers travaux de requalification seront réalisés en 2025 avec la traverse Sainte Marthe. Les réseaux aériens de la rue Paul Goby devraient également être renouvelés et enfouis.
- Par la Société publique locale Pays de Grasse Développement pour l'aménagement du secteur Martelly et la création d'un parcours commercial. Ce dernier sera réalisé en deux temps avec une seconde tranche de travaux en 2025.

Pour mémoire, en décembre 2022, deux opérations majeures pilotées par la Ville ont été livrées et mises à disposition des Grassois : la nouvelle Médiathèque Charles Nègre et les places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four Neuf rénovées.

La nouvelle médiathèque répondait à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle avait pour objectifs :

- De satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;
- De drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- De contribuer à la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leurs limites ;
- De mettre en valeur le patrimoine grassois.

L'inauguration est intervenue le 10 décembre 2022.

Enfin, il est à signaler que ce nouvel équipement culturel a reçu quatre prix d'architecture, reconnaissant un édifice d'une qualité remarquable :

- Grand Prix d'Architectures 10+1 – Remis le 15 septembre 2022
- Prix Equipement du Concours d'Architecture Contemporaine ArchiCOTE 2022 - Remis le 23 septembre 2022
- Prix du Public de Trophée Béton Pro - Remis le 25 octobre 2022
- Prix de l'Equerre d'argent 2022 – Remis le 21 novembre 2022

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet mis en œuvre par la ville de Grasse est un aménagement urbain composé d'un dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- Un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- Des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- Un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- Une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- Une aire de jeux.

La place Morel a été conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier est le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement. Le Réservoir et la place du Four Neuf servent à présent à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflète l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permet un accès facile à la passerelle. Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueille les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.

LA POLITIQUE SECURITAIRE

L'Hôtel de Police Municipale, entièrement rénové en 2018, permet d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, ces équipements de proximité permettent de garantir et de pérenniser une présence physique au cœur du centre historique.

A ce dispositif s'ajoute la présence de six agents de la Brigade de l'environnement qui occupent les locaux de l'ancienne Police Municipale.

Complémentairement, la Police Municipale a fait l'objet d'une dotation exceptionnelle de véhicules afin de remettre à niveau sa flotte automobile. 10 nouveaux véhicules ont ainsi été livrés entre 2019 et 2022 : 4 motos de type Yamaha Tracer 900, 2 Segway, 3 voitures de type Peugeot Rifter et 1 véhicule de type citadine. En 2025, 3 nouveaux Segway et une moto de type Yamaha Tracer 900 seront livrés aux agents de la Police municipale.

Enfin, le programme de maillage de la vidéosurveillance sur l'ensemble du territoire communal sera reconduit avec une nouvelle enveloppe de 200 K€ pour l'année 2025.

LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la ville de Grasse. Définissant l'identité de notre cité, les places, les avenues, les boulevards et les jardins publics structurent la ville.

Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent intrinsèquement à Grasse.

Cette politique, menée par la Ville, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

Depuis 2016, de très nombreuses voies structurantes ont été requalifiées : le boulevard Fragonard, la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue Thiers, le boulevard Crouët, l'avenue Pierre Sépard, le chemin de Blumenthal, le chemin de la Pouraque, le chemin du Grand Chêne, l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, l'avenue Georges Pompidou et les chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

En centre historique, deux voies ont également été entièrement rénovées : la rue Mirabeau et la rue Gazan, sans oublier le réaménagement complet des places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four Neuf.

En 2022, la rue de l'Ancien Palais de justice, en accompagnement du projet de création Campus étudiants, a été restaurée provisoirement, dans l'attente des opérations bâtimentaires à venir, à savoir la réhabilitation de l'ancienne prison et la réaffectation de l'ancienne gendarmerie.

Les revêtements de chaussée des voies suivantes ont également été réfectionnés en 2022 : chemin de Brun, route de la Marigarde, boulevard Pasteur, chemin du Docteur Belletrud, route de Pégomas, boulevard Schley et boulevard Gambetta.

De plus, il est essentiel de relever que le Département des Alpes-Maritimes a achevé en 2024 la création de l'échangeur de la Paoute. Cet axe routier constitue à présent une nouvelle liaison routière entre la pénétrante Cannes-Grasse (RD 6185) et le giratoire de la Paoute. Il permet de :

- Désengorger le trafic des Quatre Chemins ;
- Diminuer le trafic en traversée de Mouans-Sartoux ;
- Améliorer l'accessibilité aux quartiers Est et Sud-Est de Grasse.

En 2025, la requalification du boulevard du Maréchal Leclerc se poursuivra et s'achèvera avec la réalisation des travaux d'aménagement de voirie.

Le schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL) qui a pour objectif de définir une stratégie d'éclairage raisonnée visant la diminution des consommations énergétiques et la réduction des effets dus à la pollution lumineuse sur l'environnement et sur la santé humaine, sera validée. Une tranche de travaux ayant pour objectif de remplacer tous les luminaires d'éclairage par des équipements en LED a été réalisée en 2024. Une nouvelle tranche se poursuivra en 2025. Cette rénovation permettra de réduire de moitié la consommation électrique liée à l'éclairage public.

Plusieurs ouvrages de soutènement seront quant à eux réalisés, dont la reconstruction du mur de soutènement Chemin des Lierres / boulevard de Rothschild et le confortement du talus du chemin des Aubépines.

LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services et du respect de l'environnement. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Des bâtiments communaux économes en énergie et sans émission de gaz à effet de serre,
- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,

- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

En 2024, la Ville aura réalisé les principales opérations suivantes :

- Rénovation de la salle de tennis de La Paoute,
- Rénovation de la salle plénière du Palais des Congrès,
- Sécurisation des planchers des archives municipales sur le site de Croisset,
- Aménagement de locaux pour la Maison des associations.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2025 une priorité essentielle pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer très fortement en matière environnementale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, la politique de gestion des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans toutes ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Parallèlement et pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique et gaz 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2025, la Ville maintiendra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique.

Les travaux d'extension du Campus étudiants de Grasse, implanté dans l'ancien Palais de Justice, démarreront en janvier 2025 afin de développer l'offre d'enseignement supérieur dans le centre-ville. Ces travaux auront été menés selon le référentiel de développement durable Bâtiments durables méditerranéens (BDM) afin d'être exemplaires en matière environnementale.

Pour mémoire, l'opération du Campus étudiants vise à :

- Créer un lieu d'enseignement supérieur adapté, confortable, moderne et innovant, conforme à l'enseignement universitaire contemporain pour près de 2 000 étudiants,
- Restaurer et remettre en valeur un bâtiment important du centre-ville, en lui affectant une nouvelle fonction valorisante,
- Redynamiser le cœur historique de la Ville de Grasse.

Enfin, plusieurs opérations de rénovation seront engagées en 2025 dans les bâtiments communaux, dont :

- La rénovation du kiosque du Cours Honoré Cresp,
- La création d'une Maison du commerce,
- La sécurisation du bâtiment de la Chesnaie.

LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs. Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration, mais également l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique. Elle vise également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens. Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2025 concerneront la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

Au cours des dernières années, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux. Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2021, un logiciel métier a été installé au Service de la gestion du domaine public afin de professionnaliser les actions de ce service, d'améliorer sa productivité mais également de simplifier les demandes faites par les habitants et les entreprises.

En fin d'année 2022, il a été installé un logiciel de suivi des consommations et dépenses de fluides (électricité, gaz, fioul, propane, eau...) couvrant l'ensemble du patrimoine de la ville de Grasse. Cet outil permettra en 2025 de maîtriser voire d'optimiser les énergies sur les plans financier et technique.

Parallèlement, le Plan de renouvellement des véhicules des agents de la Ville se poursuivra en 2025. Ce Plan a déjà permis de renouveler 90 véhicules, soit la moitié de la flotte de la Ville en sept ans, moyennant un investissement total de plus de 1 800 K€. Tous les véhicules vieillissants ont ainsi pu être remplacés par des matériels neufs, modernes et sécurisés.

En 2025, une nouvelle enveloppe de 100 K€ sera consacrée à ce Plan et permettra de renouveler 8 véhicules techniques.

Le programme de rénovation et de modernisation des locaux destinés à l'administration sera maintenu en 2025.

Ainsi et après la livraison de locaux entièrement rénovés en 2021 à destination des personnels de la Direction des ressources humaines, de nouveaux bureaux ont été livrés sur le site de Croisset pour le Service communal d'hygiène et de santé en 2022. Il convient également de noter que les façades du bâtiment accueillant la Direction des affaires juridiques ont été entièrement restaurées en 2023.

En 2024, trois opérations d'importance ont été livrées :

- Aménagement de locaux sur le site de Croisset pour le Service commande publique et achats,
- Renforcement structurels des planchers des archives municipales sur le site de Croisset,
- Transfert du Service parc automobile sur le site du Centre technique municipal et de nouveaux locaux pour le Service espaces verts.

Il est planifié pour l'année 2025 de livrer de nouveaux locaux entièrement rénovés pour l'équipe du Service espaces verts au Jardin Princesse Pauline ainsi qu'un nouveau local de stockage pour le Service Proximité de Saint Claude sur le site de la salle d'escrime.

Pour finir, les plans de mise en sécurité des locaux de travail et de rénovation des logements de fonction se poursuivront en 2025.

LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La ville de Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La Ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 sont classées monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Eu égard à ce patrimoine exceptionnel, la ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Fort de cette labélisation, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique.

Au cours des dernières années, trois études architecturales majeures ont été menées, afin de redonner une vitalité au processus de préservation de ces monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal, la Cathédrale Notre-Dame du Puy et le Musée d'art et d'histoire de Provence (M.A.H.P.) ont fait l'objet de recherches historiques, d'une étude diagnostique et d'un avant-projet global, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les dix prochaines années.

La priorité a été donnée à l'opération de restauration de l'ancien Palais épiscopal qui poursuit les objectifs suivants :

- La restauration et revalorisation d'un monument historique unique,
- L'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- La réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- La mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie),
- L'amélioration de l'efficacité énergétique (économies d'énergie).

Une première phase de travaux a vu le jour en 2019 avec le confortement structurel de l'arche extérieure du Palais épiscopal et la remise en état de la cour des orangers. Une deuxième phase de travaux a été réalisée et livrée en juillet 2022. Elle portait sur la rénovation du hall et de la cage de l'escalier du Palais épiscopal.

En 2025, les travaux de restauration de l'aile Est seront livrés au mois d'avril et la restauration de l'aile Ouest sera engagée. Cette dernière tranche de travaux devrait durer près d'un an, soit une livraison en avril 2026. Le CIAP sera par la suite aménagé au rez-de-chaussée pour l'essentiel.

A la suite de l'effondrement de la génoise de la façade Ouest survenue en septembre 2024, la Villa Fragonard fera pour sa part l'objet de travaux urgents en 2025 avec la réfection complète de la charpente et de la toiture. L'arche extérieure sera pour sa part confortée structurellement. En 2026, il sera envisagé la restauration de toutes les façades de la Villa.

Enfin, la rénovation de la façade de la Tour de l'horloge de la Place aux Aires s'achèvera en 2025.

LA POLITIQUE CULTURELLE

L'année 2022 aura été une année exceptionnelle pour la politique culturelle de la Ville grâce à l'ouverture de la **Médiathèque Charles Nègre**.

Cet équipement culturel de 3 600 m² hautement financé par les partenaires publics a ouvert ses portes le 10 décembre 2022. Il est le résultat de plus de dix années de travail et de concertation entre les besoins de la population, la lecture publique et le renouvellement du centre historique de Grasse.

Les différents étages de cette Médiathèque permettent aujourd'hui de répondre aux besoins de chaque tranche de la population grassoise, aux thématiques usuellement offertes aux administrés, mais ils permettent aussi de découvrir des nouveaux services et des nouvelles technologies pour le plaisir de tous et l'envie de découvrir ensemble, de partager et de se rencontrer.

Cette Médiathèque est un équipement culturel entièrement dédié à sa population locale. Il doit donner l'envie d'un usage régulier et sans cesse renouvelé. C'est pourquoi le personnel a été formé et peut à présent conseiller, diriger et insuffler des lectures, des écoutes ou des visionnages de la collection de la Médiathèque. C'est en ce sens que des recrutements extérieurs ont été faits par la Ville.

Ce nouvel édifice culturel construit comme un 3^{ème} lieu, entre celui de la famille et celui du travail, sera aussi progressivement celui du 4^{ème} lieu, où l'on cherche à faire « par soi-même » avec d'autres, en échanges, en rencontres, en ouvertures. Les administrés seront à la recherche de lieux de développement durable où les collections seront partagées, où le bien-vivre ensemble est présent et où l'on pense à l'avenir commun.

2025 devrait permettre à la Médiathèque Charles Nègre de poursuivre son essor et d'offrir à tous les Grassois de nouveaux services culturels tant attendus.

LA POLITIQUE VIE SCOLAIRE ET JEUNESSE

Au cours de l'année 2020, le groupe scolaire de Saint-Mathieu aura bénéficié d'une extension remarquable. L'école aura ainsi découvert un nouvel espace de restauration conforme à la taille de l'école et au nombre de ses demi-pensionnaires et une cour agrandie. En 2021, elle a été dotée d'une salle multi-activité et d'espaces polyvalents supplémentaires.

L'année 2024 aura été consacrée à la réalisation des nombreuses opérations essentielles dont :

- Climatisation de 7 classes dans le bâtiment préfabriqué et réfection du sol de la classe 3 au rez-de-chaussée du bâtiment 2 de l'école élémentaire Saint Antoine,
- Peinture de la cage d'escalier côté Est et entrée bâtiment central, peinture des soubassements des fenêtres rdc bâtiment central, peinture d'un couloir et de 3 classes et peinture des sanitaires enfants et adultes de l'école élémentaire Saint Jacques,
- Rénovation du bloc sanitaire n° 2 de l'école maternelle Jean Crabalona,
- Désamiantage et réfection de la toiture du réfectoire de l'école élémentaire Antoine Maure.

En 2025, une opération d'envergure est envisagée concernant le confortement structurel et la rénovation intérieure de la crèche du Petit Paris.

LA POLITIQUE SPORTIVE

La politique sportive pour l'année 2025 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, c'est-à-dire une politique tournée exclusivement vers les associations sportives, les scolaires et chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe financière votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

Cette décision de l'assemblée communale viendra encourager le tissu associatif local composé principalement de bénévoles engagés.

Le virage amorcé depuis 2014 vers la jeunesse se poursuivra avec, il faut l'espérer, une nouvelle édition des « Collégiales » et la reconduction des « Grasse Campus Games », rendez-vous sportivo-culturel à destination des étudiants présents par centaines dans la ville.

Parallèlement, la Ville poursuivra sa politique d'investissement visant l'amélioration qualitative des infrastructures sportives.

En 2023, la Ville a poursuivi son opération de rénovation et de modernisation du stade de Perdigon. Après la couverture et l'extension de la tribune du stade de rugby livrés en 2016, ce sont la piste d'athlétisme, le terrain de rugby et l'éclairage du stade qui ont fait l'objet d'une mise aux normes et d'une rénovation complète.

Pour l'année 2024, la base sportive de La Paoute aura fait l'objet de travaux avec la rénovation de la salle de tennis, l'installation de panneaux photovoltaïques et la création de 4 terrains de padel couverts. Ces travaux seront livrés au début de l'année 2025.

Parallèlement, le projet de restructuration de la piscine Altitude 500 connaîtra un démarrage de travaux au cours du 2^{ème} trimestre 2025, pour une livraison prévisionnelle en septembre 2026.

BUDGETS ANNEXES

SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

L'activité étant assujettie à la TVA, tous les montants sont valorisés en H.T.

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – DEPENSES ET RECETTES REELLES

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
Epargne reportée	29		
Caveaux, cases et enfeus	39	Caveaux, cases et enfeus	0
TOTAL	68	TOTAL	0

Le résultat de clôture reporté de 2023 s'établissant à 29 K€, le résultat d'exécution de 2024 à 39 K€, le résultat de clôture de 2024 s'établit donc à 64 K€.

Pour l'année 2024, il convient de noter qu'aucune dépense n'ayant été réalisée sur l'exercice, le résultat s'établit au niveau des recettes réalisées, soit 39 K€.

Les recettes concernent la vente de caveaux, portes de columbariums notamment.

LE CADRE BUDGETAIRE 2025-2029

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
Résultat reporté	68		
Caveaux, cases et enfeus	175	Caveaux, cases et enfeus	243
TOTAL	243	TOTAL	243

Pour les recettes prévisionnelles annuelles, elles se sont basées sur un volume sensiblement équivalent à celui réalisé en 2024, soit 35 K€/an.

Pour les dépenses, les 243 K€ prévus permettront l'extension de nos stocks et notamment le financement d'au moins 150 caveaux.

CREMATORIUM

COUT GLOBAL OPERATION

Sur la base des éléments transmis et actualisés au 22 janvier 2025, le coût global du crématorium est estimé aujourd'hui à 10 430 K€ H.T, les postes de coûts étant répartis de la manière suivante :

COUT GLOBAL DE L'OPERATION	
Etudes préalables	145
Assistance Maitrise d'ouvrage	30
Bureau de contrôle	15
Mission CSPA	15
Mission CSSI	15
Conception réalisation	9 850
Mobilier et équipements	360
TOTAL DEPENSES	10 430

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – DEPENSES ET RECETTES REELLES

L'activité étant assujettie à la TVA tous les montants sont valorisés en H.T.

RECETTES H.T EN K€		DEPENSES H.T EN K€	
EXPLOITATION			
EPARGNE REPORTEE	96	FRAIS FINANCIERS	13
INVESTISSEMENT			
EMPRUNT	300	DEPENSES EQUIPEMENT	331
EXCEDENT REPORTE	44		
AFFECTATION	4		
TOTAL GENERAL	444	TOTAL GENERAL	344

Le résultat de clôture de 2023 s'établissait à 96 K€ en section de fonctionnement et 44 K€ en section d'investissement.

En terme de réalisations sur la section de fonctionnement, 13 K€ de frais financiers ont été constatés, ces derniers ayant été générés par les tirages sur emprunt effectués sur 2024 soit 300 K€ et 2023 soit 150 K€.

Sur la section d'investissement, les principales recettes ont été réalisées par les tirages sur emprunt soit 300 K€, les dépenses réalisées concernant essentiellement les études relatives aux réseaux, à la géologie, à l'hydrologie. Nous retrouvons également l'impact financier des relevés topographiques et missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), la totalité des dépenses réelles réalisées sur cette section représentant 311 K€.

Le résultat global de clôture s'établirait donc pour 2024 à 83 K€ en section de fonctionnement et 17 K€ en section d'investissement, correspondant à un montant cumulé de 100 K€.

CADRE BUDGETAIRE 2025-2029

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES REELLES	MONTANTS K€	RECETTES REELLES	MONTANTS K€
Energie	1 500	Prestations crémations	5 750
Achats	100	Résultat reporté	83
Services extérieurs	1 250		
Taxes diverses	125		
Charges de personnel	1 000		
Charges financières lissées	875		
TOTAL DEPENSES REELLES	4 850	TOTAL RECETTES	5 833

INVESTISSEMENT			
DEPENSES REELLES	MONTANTS K€	RECETTES REELLES	MONTANTS K€
Dépenses liées à la construction	9 992	Emprunt	9 892
Amortissements emprunts	900	Résultat reporté	17
TOTAL DEPENSES	10 892	TOTAL RECETTES	9 909

DEPENSES TOUTES SECTIONS	15 742	RECETTES TOUTES SECTIONS	15 742
---------------------------------	---------------	---------------------------------	---------------

PERSPECTIVES FINANCIERES 2025-2029

En France, la crémation évolue constamment depuis les années 1980, passant de 1 % à près de 35 % sur le nombre de décès enregistrés. Dans le seul département des Alpes-Maritimes, près de 55 % des personnes décédées y ont recours.

Si cette pratique poursuit son évolution sur les années observées de 2007 à 2019, on peut noter que les raisons y contribuant sont d'ordre sociologique, écologique, religieuse mais également environnementale et financière.

Selon diverses études (IPSOS, UGCF union des gestionnaires des crématoriums Français...) il est estimé qu'en 2030, en France, 50 % des obsèques se feront par incinération et pourront aller jusqu'à plus de 60 % dans certains départements, dont celui des Alpes-Maritimes. Selon les estimations de l'INSEE sur la mortalité observée en 2020 toutes causes confondues, le nombre de décès a augmenté de 8 % dans le département des Alpes-Maritimes et de 9 % au niveau National par rapport à 2019.

Dans ce contexte on note que fin 2020, le nombre de crématoriums sur l'ensemble du territoire Français s'élevait à plus de 190, soit 1 pour environ 400 000 habitants. Néanmoins, compte tenu de l'évolution des mentalités et des croyances ... du fait de l'exode rural, de l'éclatement des familles, des cimetières des villes devenant trop petits, la création de crématoriums « de proximité » autour des villes moyennes évolue notablement.

Dans les Alpes-Maritimes, seuls 2 crématoriums sont actuellement en activité, à Nice et à Cannes. Le nombre de crémations pour Nice s'élevait à plus de 4 300 pour la seule année 2019 (4 230 en 2018) et pour Cannes on en comptait près de 2 700 (2 600 en 2018). Aussi, au vu de la demande toujours plus importante et du périmètre de population pressenti d'environ 200 000 personnes sur le bassin grassois pouvant s'étendre également à l'arrière-pays varois, le Conseil Municipal de la Ville de Grasse a approuvé, par délibération 2022-135 en date du 27 septembre 2022, la construction et l'exploitation en régie « dotée de la seule autonomie financière » d'un crématorium.

Dans ce contexte, la régie du crématorium à seule autonomie financière est un service public intégré à la collectivité. Néanmoins ses recettes et ses dépenses sont individualisées dans un budget distinct, annexé à celui de la commune dont l'ordonnateur est le maire. Le budget annexe du crématorium a donc été approuvé par délibération 2022-176 du 8 novembre 2022.

Eu égard au délai de construction prévu sur une période de 2 ans soit de 2025 à 2026, un projet de budget a été établi sur une hypothèse de début d'exploitation en 2027.

Dans ce sens, il convient de distinguer 2 périodes dans nos prévisions, la première étant liée à la construction du crématorium, la seconde étant celle de son exploitation.

L'échéancier prévisionnel des travaux envisage à ce jour un démarrage des travaux de dévoiement de réseaux en septembre 2025, préalables aux travaux de construction qui commenceront en janvier 2026 pour une livraison de ce nouvel équipement en décembre 2026, soit une ouverture en janvier 2027.

A ce jour, le coût estimé lié à la construction du bâtiment et ses aménagements est d'environ 10 430 K€, ce montant étant retraité des dépenses déjà réalisées sur les exercices 2023 et 2024, soit 438 K€.

Pour financer ces dépenses d'investissement, un tirage sur emprunt a déjà été effectué pour 450 K€.

Pour les recettes de fonctionnement de 1 200 crémations par an, le prix moyen de la prestation globale retenu est de 950 €, équivalent donc à un produit annuel de 1 140 K€.

Pour les charges et notamment les postes énergie, achats et services extérieurs, nous les avons objectivés sur la base des informations transmises par le groupement retenu, ils seront néanmoins amenés à évoluer proportionnellement aux prestations qui seront réellement exécutées.

En ce qui concerne l'emprunt, nous nous sommes basés sur un emprunt de 30 ans à 3,5 % les charges financières étant lissées sur la période.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 4 février 2025,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** par vote formel de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Délibération affichée le **26.FEV. 2025**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

h.



La Secrétaire de séance

Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **26.FEV. 2025**